

Le calendrier d'Alain Juppé

Le premier ministre a fixé à sa majorité un calendrier parlementaire chargé et politiquement sensible pour les quatre mois à venir : défense, Sécurité sociale, exclusion, ville, prestation d'autonomie. p. 5

Bernard Pons en Iran

Le ministre de l'équipement a fait une visite de quatre jours en Iran, la première d'un ministre français depuis cinq ans, malgré les protestations des États-Unis et du CNIF. p. 3 et notre éditorial page 12

La Chine achète 4 Airbus

Jacques Chirac, qui participe au premier sommet Europe-Asie, a rencontré le premier ministre chinois, Li Peng, à Bangkok. Celui-ci a confirmé l'achat par la Chine de quatre Airbus. p. 3

Vermeer chez lui



22 tableaux du maître de Delft, sur 35 connus, sont réunis à La Haye après avoir été présentés à Washington. 350 000 visiteurs sont attendus. p. 22

Le « tout TGV » mis en cause

Un rapport, commandé par le gouvernement, remet en cause la politique du « tout TGV » de la SNCF et la notion de service public pour la gestion de certaines lignes régionales. p. 15

La méningite tue au Nigeria

La méningite a fait près de deux mille morts au Nigeria depuis le mois de décembre 1995, tandis que l'épidémie due au virus Ebola semble circonscrite au Gabon. p. 4

Lucy serait un homme

Des anthropologues affirment que Lucy, la « mère de l'humanité », dont le squelette vieux de trois millions d'années avait été découvert en Afrique, est de sexe masculin. p. 18

Clinton, violence, sexe et télévision

Bill Clinton a reçu, le 29 mars, une trentaine de patrons de la télévision afin d'officialiser un accord sur le repérage de la violence et du sexe sur les écrans. Objectif : installer des « puces » espionnes. p. 28

La moitié du patrimoine des Français est détenue par 10 % des ménages

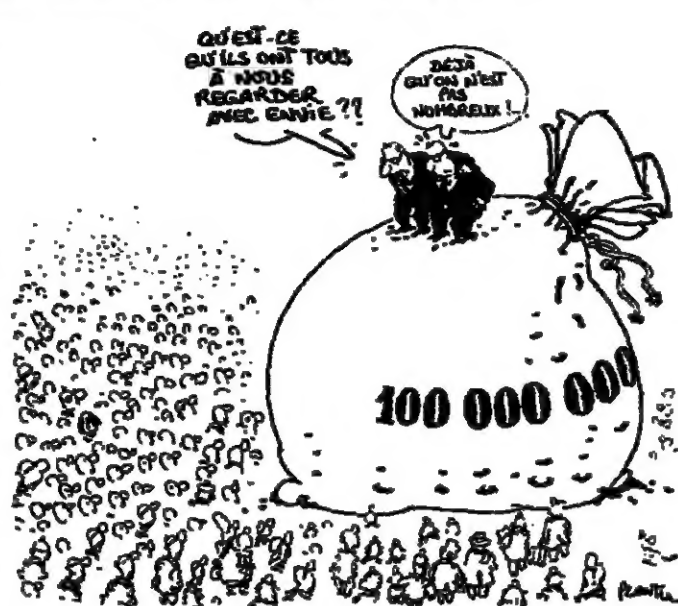
L'Insee dresse l'inventaire des inégalités sociales

LES INÉGALITÉS devant le patrimoine restent très importantes. C'est l'un des constats que dresse l'Insee dans ses *Données sociales*, publiées vendredi 1^{er} mars.

Celles-ci font apparaître que le patrimoine des ménages s'élevait à 21 759 milliards de francs en 1994, soit un peu plus de 1 million de francs par foyer. Mais cette moyenne recouvre de très grandes disparités, puisque 50 % des ménages, les moins favorisés, ne possèdent que 8 % du patrimoine.

A l'autre extrémité de l'échelle, 10 %, parmi les plus aisés, en détiennent, à eux seuls, 50 %. La concentration des revenus est, elle, un peu moins marquée. L'Insee relève que « ces résultats sont stables dans le temps ». Le rapport du conseil des impôts consacré à l'imposition du capital relevait qu'en 1982, un an après l'arrivée de la gauche au pouvoir, les 10 % de ménages les plus riches détenaient déjà la moitié du patrimoine.

Réalisés tous les trois ans, ces *Données sociales* radiographient plusieurs domaines de la vie quod-



tidienne des Français : logement, santé, travail. L'institut tente de quantifier les petits maux de la vie quotidienne (mal de dos, troubles de la vision) et leur coût. Il s'attarde également sur les phé-

nomènes d'exclusion. Plus de 23 000 personnes vivent ainsi dans des centres d'hébergement et de réadaptation sociale.

Lire page 7

La droite espagnole favorite aux législatives du 3 mars

Les scandales ont handicapé Felipe Gonzalez

LES ÉLECTIONS législatives du dimanche 3 mars en Espagne s'annoncent mal pour le président socialiste du gouvernement sortant, Felipe Gonzalez. L'opposition dirigée par José María Aznar est, selon les derniers sondages, proche de la majorité absolue.

Au pouvoir depuis 1982, le chef du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) a gouverné dans des conditions particulièrement difficiles depuis les dernières législatives de juin 1993. Il avait alors remporté une victoire inattendue, mais sans obtenir la majorité absolue aux Cortes.

Les trois dernières années ont été pour lui un calvaire. Non seulement l'Espagne a traversé une grave récession économique en 1993, mais le pouvoir a été déstabilisé par une cascade de scandales : affaires de corruption, parfois au plus haut niveau (l'ancien gouverneur de la Banque centrale et l'ancien chef de la Guardia civil), écoutes téléphoniques, révélations de l'affaire des GAL. Ces commandos anti-terroristes, actifs dans les années 1980 contre les indépendantistes basques de

l'ETA, avaient été manipulés par des hauts responsables administratifs et peut-être aussi politiques.

L'été dernier, l'affaire a pris un tour plus grave pour Felipe Gonzalez, mis en cause par le juge Baltasar Garçon pour une responsabilité présumée dans la constitution des GAL. Lâché par ses alliés catalans de Convergència i Unió, le président du gouvernement, privé de majorité, a dû se résoudre à organiser des élections anticipées, mais seulement après avoir achevé le semestre espagnol de présidence de l'Union européenne.

Felipe Gonzalez a retrouvé, pendant la campagne, sa combativité. Mais les sondages donnent une avance de 6 à 10 points à son adversaire de droite. La seule incertitude porte sur l'ampleur de la victoire du Parti populaire. Vingt ans après la mort de Franco, en tout cas, l'alternance s'annonce sereine.

Lire page 2 et le portrait de José María Aznar page 10

Enfants-éclairs des nuages, les « farfadets rouges »

DEPUIS QUELQUES MOIS, les physiciens des particules de Los Alamos, où fut conçue la bombe atomique, se sont entichés de phénomènes atmosphériques encore méconnus, nommés « red sprites » ou « blue jets ». Officiellement, ces « farfadets rouges » et ces « jets bleus » auraient été enregistrés pour la première fois le 21 octobre 1989 par la navette spatiale américaine *Atlantis*. Mais il faut peu de doute que ces éclairs ascendants colorés, qui risquent de chambouler totalement la physique de la haute atmosphère, étaient déjà connus des militaires.

Des pilotes d'avions, civils et militaires, avaient décrit ces flashes fugaces, rougeoyants ou bleutés, qui prennent naissance, lors de puissants orages, au sommet des cumulo-nimbus, et se projettent en quelques millisecondes jusqu'à des altitudes pouvant atteindre 95 kilomètres. Quelques observateurs avaient même pu contempler depuis le sol ces colonnes lumineuses, qui semblaient coïncider avec des décharges d'éclairs classiques. En 1937, le météorologue David Malan avait rela-

té, devant l'Académie des sciences, une observation faite à Johannesburg. Mais son compte-rendu tomba dans l'oubli. Tout comme celui publié dix ans plus tard par la revue *Nature*. Ils n'ont été ressuscités qu'un demi-siècle plus tard par les physiciens américains.

Pourquoi une si longue éclipse ? Sans doute parce que ces « éclairs » s'accompagnent de phénomènes électromagnétiques intenses, notamment des bouffées de rayonnement gamma, qui ont tout d'abord été confondues avec ceux générés par les expérimentations atomiques. « En 1973, les physiciens de Los Alamos avaient décrit des phénomènes analogues, leur attribuant une origine cosmique, se souvient Jacques Paul, du service d'astrophysique du Commissariat à l'énergie atomique. L'annonce n'était intervenue que six ans après les premières observations effectuées par un essaim de satellites de surveillance, lancés par les Américains pour contrôler l'application de l'interdiction des essais atomiques atmosphériques ». Le black-out avait été mis à profit pour s'assurer que ces orages électromagnétiques n'étaient

pas d'origine militaire. Dix ans plus tard, les recherches associées à la « guerre des étoiles », annoncées par le président Reagan pour précipiter la chute de l'empire soviétique, ont permis de redécouvrir ces phénomènes atmosphériques.

La encore, les militaires se sont bien gardés de les décrire, par crainte, peut-être, de fournir à l'ennemi de précieuses informations sur le niveau de leurs connaissances sur la physique des plasmas. Aujourd'hui, les atomistes américains, victorieux mais malmenés par les coupes budgétaires, ne cherchent-ils pas à faire valoir l'intérêt de leurs recherches ? « Cette reconversion n'est en effet pas dénuée d'arrière-pensées budgétaires », souligne une spécialiste française de la foudre. Il est vrai que l'apparition de cette nouvelle famille d'éclairs nécessitera une révision complète des modèles forgés par la climatologie. Une discipline porteuse, à l'heure où les opinions publiques livrent bataille pour l'environnement.

Hervé Morin

Les non-dits du dialogue euro-asiatique

« L'IMPORTANT, à Bangkok, ce sera surtout la photo de groupe ! » Ce propos, un peu abrupt, d'un diplomate donne assez bien la mesure de l'exercice inédit auquel les quinze et leurs dix hôtes asiatiques se livrent les 1^{er} et 2^{es} mars dans la capitale thaïlandaise. Il en souligne

à la fois la valeur et les limites. La première vertu de ce sommet euro-asiatique, c'est en effet qu'il ait lieu.

Il y a un an, peu de gens croyaient qu'un tel projet, franco-singapourien à l'origine, aboutirait. La détermination et l'habileté de Paris et

de Bonn, confortées par l'accueil favorable des pays de l'ASEAN, ont en raison du scepticisme ambiant et des tentatives de sabotage conduites en sous-main par les États-Unis. Après s'être trop longtemps ignorées, souvent mal comprises et parfois combattues,

l'Europe et l'Asie se redécouvrent. Enfin. Mais, pour que ce dialogue renoué d'égal à égal, sans véritable ordre du jour ni négociation à la clé, et où le fait même d'être ensemble, de se parler, d'apprendre à se connaître compte autant que ce que l'on se dit, ouvre la voie d'une coopération durable et loyale, filée, des deux côtés, sans illusion ni faiblesse, pour que - chose cruciale en Asie - nul n'ait perdu la face et que sur la photo finale, à Bangkok, les sourires ne soient pas trop figés, il faudra que cette rencontre enfante un précieux capital de confiance.

Autrement dit, cela suppose que ses participants recherchent résolument, d'un bout à l'autre, le consensus. Tel fut, dès la genèse du projet, le souci des Européens. Ainsi ont-ils soigneusement « déminé » la route de Bangkok en évitant l'Inde du rendez-vous, puisque sa présence aurait fatalement entraîné celle du Pakistan et fait jaillir leurs nombreuses querelles. Ainsi ont-ils suggéré en douceur et sans froisser quiconque que la Thaïlande fût le pays hôte - protocole oblige - puisque son souverain, doyen des chefs d'État d'Asie, célébrera en juin prochain un demi-siècle de règne.

Jean-Pierre Langellier

Lire la suite page 12

L'espoir brisé d'une gymnaste



ELODIE LUSSAC

ELLE AVAIT tout donné à la gymnastique pendant dix ans, avant qu'une blessure ne mette fin à ses espoirs. A seize ans et demi, Elodie Lussac, championne d'Europe juniors en 1993, a définitivement renoncé aux Jeux olympiques d'Atlanta, tirant sans doute un trait sur une carrière qui s'annonçait brillante. Bien que guérie, Elodie Lussac n'est pas retournée s'entraîner au centre de haut niveau de Marseille, où travaillait une bonne partie de l'équipe de France. Elle n'a pas non plus donné suite aux autres propositions de la Fédération française de gymnastique (FFG). Francis, son père et entraîneur, accuse le système d'avoir « cassé » sa fille par des cadences d'entraînement trop élevées. En novembre 1994, aux championnats du monde, à Dortmund, la jeune fille s'était plainte de douleurs au dos. Les médecins décelèrent une fracture de fatigue de l'isthme qui relie la quatrième et la cinquième vertèbre. La gymnaste est restée emprisonnée pendant six mois dans un corset de plâtre, puis de plastique. Le conflit entre ses parents et la FFG illustre les difficultés du sport de haut niveau pour les très jeunes athlètes.

Lire page 19

International	2	Jour	20
France	5	Agenda	21
Société	8	Abonnements	21
Cronos	9	Météorologie	21
Horaires	10	Enseignement	21
Europe	11	Culture	22
Planétaires	16	Communication	26
Aujourd'hui	17	Radio-Télévision	27

Allemagne, 9 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 14 600 ; Espagne, 220 PTA ; Grèce, 1 200 ; Irlande, 1 400 ; Italie, 2 700 ; Luxembourg, 46 F ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 600 ; Pays-Bas, 3 F ; Portugal, 200 Escudo ; Royaume-Uni, 5 £ ; Singapour, 100 S ; Suède, 15 Kr ; Suisse, 2,40 FS ; Thaïlande, 10 Baht ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 0302 - 7,00 F



DENIS JEAMBAR

L'inconnu de Goa

roman

Grasset

ÉLECTIONS La campagne électorale pour les législatives anticipées du 3 mars touche à sa fin en Espagne. Le chef du gouvernement socialiste, Felipe Gonzalez, a

tenu meeting à Barcelone jeudi 29 février au soir, devant quarante mille personnes. M. Gonzalez a souligné l'œuvre de modernisation accomplie par le gouverne-

ment du PSOE depuis 1982. ● JOSÉ MARIA AZNAR, de son côté, avait réuni près de soixante mille personnes dans un stade à Valence — un record. Le chef du Parti popu-

laire, dont la cote de popularité personnelle n'a jamais réussi à dépasser celle de Felipe Gonzalez, est toutefois pratiquement assuré d'une large victoire de son parti,

dimanche. ● LES 32,5 MILLIONS d'électeurs espagnols sont appelés à élire par anticipation les députés, les sénateurs et, en Andalousie, le Parlement régional.

La droite espagnole espère une nette victoire aux législatives du 3 mars

José Maria Aznar, président du Parti populaire, a mené une campagne modérée contre le chef du gouvernement socialiste, Felipe Gonzalez, après l'avoir harcelé depuis 1993. Le PSOE, distancé dans les sondages, a joué, apparemment sans succès, de la peur du retour d'une droite dure

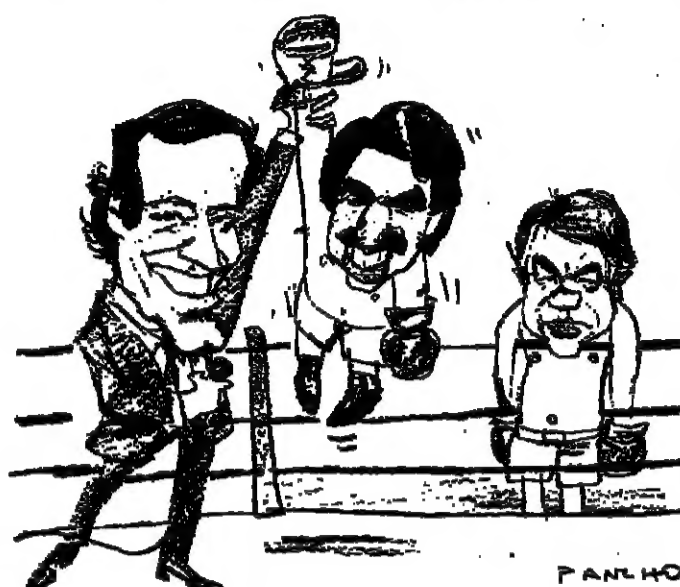
MADRID
de notre correspondant
Le 3 mars, l'Espagne va sans doute tourner une page importante de son histoire. Si les sondages — qui donnent entre six et dix points d'avance au Parti populaire (PP) — sont exacts, pour la première fois dans l'histoire de la péninsule, la droite accèdera au pouvoir de façon démocratique et sans remous particuliers. Le pays attend calmement cette alternance jugée normale, comme si, vingt ans après la mort de Franco, l'Espagne était définitivement devenue une démocratie mûre qui ne s'effraie pas de l'arrivée d'une nouvelle majorité.

Tel est, de prime abord, le plus important enseignement de ce scrutin qui va probablement mettre fin à plus de treize ans de pouvoir socialiste et ouvrir les destinées de l'Espagne à une droite qui trépignait d'impatience. Le quart des 32,5 millions d'électeurs ont moins de trente ans et les enquêtes d'opinion annoncent une participation record, de l'ordre de 80 %. La seule véritable question est de savoir si le PP pourra gouverner en ayant les coudées franches, c'est-à-dire s'il franchira la majorité absolue de 176 députés, ou si son score se situera au-dessous de 165, ce qui l'obligerait à rechercher des alliances avec les nationalistes basques ou catalans. José Maria Aznar, président du PP, a consacré

ses derniers efforts à obtenir que le pays lui donne « une majorité claire ».

En face, Felipe Gonzalez a tenté de limiter les dégâts afin que le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) garde au moins le statut d'opposition influente. Jusqu'au dernier moment, le président du gouvernement a refusé de s'avouer battu, espérant grignoter l'écart, refusant de s'incliner devant des sondages « manipulés ». Apparemment, vingt meetings et six kilos perdus n'ont pas suffi pour renverser la tendance. La volonté de changement était trop manifeste. Reste la faible lueur d'espoir du million d'indécis qui pourraient faire bouger quelques points dans un sens ou dans l'autre, mais, de l'avis général, les jeux sont faits. Felipe Gonzalez a reconnu que la corruption qui a éclaboussé sa fin de « règne » risquait de lui coûter sa cinquième victoire. « Ne croyez pas que je vais me mettre dans tous mes états comme eux [la droite] en 1993, je suis un démocrate et, si je perds, je céderai le pouvoir sans ressentiment ni colère mais avec reconnaissance pour la confiance qui m'a été accordée pendant tant d'années », a-t-il répliqué à son adversaire qui l'accusait de ne pas savoir partir dignement.

Après pratiquement 5 000 jours au pouvoir, Felipe Gonzalez, qui n'a été à nouveau candidat que contraint et forcé par son parti, ne sera pas fâché de prendre du



champ. Il sait que le purgatoire est nécessaire après ces trois dernières années qui furent un calvaire. Le souffle de 1993 n'est pas au rendez-vous de 1996, même si la volonté de se battre pour l'honneur persiste. La campagne socialiste n'a pas décollé. Elle s'est faite très agressive dès le départ avec un clip publicitaire sottement manichéen. Et puis, surtout, l'adversaire s'est dérobé. Toutes les tentatives pour organiser un face-à-face télévisé ont capoté, le PP ayant imposé le préalable d'une triangulaire avec le

dirigeant communiste Julio Anguita. José Maria Aznar a toujours refusé de relever les attaques. Le nom de son adversaire n'a pas été prononcé, à tel point qu'un journaliste a commencé un jour son interview en lui demandant s'il savait quel était le nom du président du gouvernement.

C'est en fait tout le débat électoral qui n'a pas eu lieu. Chacun a distillé ses discours, égrené ses meetings sans confrontation. Les propositions respectives ont à peine été discutées. Une campagne

vide, distante, pour laquelle l'opinion publique ne s'est guère passionnée en dépit de l'enjeu. José Maria Aznar, fort de son avance, s'est surtout préoccupé de ne pas commettre d'impair susceptible de lui coûter des voix. Les bretteux habituels, Alfonso Guerra pour le PSOE et Francisco Alvarez Cascos pour le PP, se sont montrés particulièrement discrets.

RÊVES DÉÇUS

Le désenchantement de l'opinion est tel que l'on estime que n'importe quel leader de l'opposition serait en mesure de l'emporter le 3 mars. Au-delà de cette date charnière, il restera encore et toujours à José Maria Aznar à susciter l'enthousiasme comme ce fut le cas le 28 octobre 1982, lorsque le socialisme était synonyme d'espoir.

Depuis, bien des rêves ont été déçus. Felipe Gonzalez a eu beau marteler que la majorité de l'Espagne restait à gauche si l'on additionnait les voix du PSOE et d'Izquierda Unida (IU, gauche unie dominée par le Parti communiste), la droite ne l'emportera pas moins, en raison des divergences profondes qui séparent Felipe Gonzalez et le coordinateur d'IU, Julio Anguita. Divergences sur l'Europe, sur Maastricht, sur la politique économique. Incompréhensions et hostilités personnelles rendent tout accord impossible. Felipe Gonzalez n'a cessé de reprocher à Julio An-

guita de faire le jeu de la droite, d'oublier que le mur de Berlin était tombé il y a plus de six ans.

Le seul terrain sur lequel tous les dirigeants politiques se sont retrouvés fut la condamnation unanime du terrorisme basque — avec la grande manifestation de Madrid du 19 février — qui domina la campagne pendant la première semaine. Pour le reste, ce ne fut le plus souvent que frustrations et écrans de fumée. Le PP est bien gardé de trop en dire, s'attirant de nouvelles critiques selon lesquelles il dispose d'un « programme occulte ».

Placé, dès le départ, dans la position du vainqueur, abandonnant sa tactique de harcèlement des dernières années, ignorant les affaires de corruption, reléguant aux oubliettes le dossier du GAL (groupes antiterroristes de libération), ne mentionnant pratiquement que par distraction les scandales, le PP a mené une campagne « politiquement correcte » axée sur la nécessité de la relève. José Maria Aznar a préféré les rencontres sectorielles sur le terrain plutôt que les débats d'idées. Il a essayé de ratisser le plus large possible, recherchant le soutien de personnalités. Le dernier en date fut le chanteur Julio Iglesias. Le PSOE, lui, n'a trouvé que le comédien Antonio Banderas. Le changement de majorité aurait mérité mieux.

Michel Bole-Richard

Un mode de scrutin complexe

● Les 32,5 millions d'électeurs espagnols sont appelés aux urnes le 3 mars pour des législatives anticipées, les précédentes ayant eu lieu le 6 juin 1993. Felipe Gonzalez, le président socialiste du gouvernement, au pouvoir depuis 1982, a annoncé ce scrutin le 27 juillet 1995, lâché par ses alliés nationalistes catalans en pleine affaire des GAL.

● Il s'agit d'élire les Cortes générales : les 350 membres du Congrès des députés (à la proportionnelle) et 207 membres du Sénat sur 255 (au scrutin majoritaire). L'Espagne est divisée en 52 circonscriptions électorales (les 43 provinces des 15 régions autonomes, plus 7 régions autonomes ne comportant qu'une seule province, plus Ceuta et Melilla, enclaves espagnoles au nord du Maroc). La Constitution de 1978 a imposé la proportionnelle, mais c'est une loi organique qui fixe le mode de scrutin : on vote pour des listes bloquées — sans vote préférentiel ni panachage.

● A part Ceuta et Melilla, qui élisent un député chacune, à chaque province revient un minimum de deux députés, soit au total 102. Les 248 autres sièges sont attribués à la proportionnelle au plus fort reste. Les partis n'ayant pas recueilli 3 % des suffrages exprimés dans leur circonscription ne sont pas pris en compte.

● Le Sénat est aussi élu dans le cadre des provinces (à l'exception des Canaries, où les habitants votent par île), mais au scrutin majoritaire à un tour. 208 sénateurs seront choisis lors du scrutin. Les 47 autres sont désignés par les parlements régionaux.

● A l'issue des législatives, le roi, après consultation des représentants désignés par les groupes parlementaires, proposera un candidat à la présidence du gouvernement.

Si ce dernier obtient la confiance du Parlement, le monarque le nomme chef du gouvernement. ● Outre les élections nationales, les quelque 5,5 millions d'électeurs d'Andalousie sont aussi appelés à voter pour renouveler les 109 députés du Parlement autonome régional.

BARCELONE

de notre envoyé spécial

Contrairement à son habitude, Felipe Gonzalez n'a jamais revêtu, au cours de cette campagne électorale, son fameux blouson en daim qui lui a tant porté chance par le passé. A Barcelone aussi, il a préféré la tenue sobre, blazer bleu marine et cravate, dans ce qui reste un des derniers fiefs socialistes. Plus de quarante mille personnes se sont déplacées, jeudi 29 février, dans le Palais San Jordi, pour essayer de damer le pion à José Maria Aznar qui, lui, tentait de passer dans les annales du Guinness espagnol en dépassant le nombre de cinquante mille supporters dans le stade de Valence. Parti réussi, puisque le président du Parti populaire a pu dire que ce fut « le plus grand meeting de l'histoire de la démocratie en Espagne », avec soixante mille aficionados.

Son rival a préféré la splendide voûte du palais omnisports de Montjuich, édifié par l'architecte

japonais Isozaki à l'occasion des Jeux olympiques de 1992. Dans ce temple de la modernité débordant de toutes parts d'une foule conquise, une grande banderole rouge barre les tribunes. « Por consiguiente, Felipe presidente » (Par conséquent, Felipe président). Un clin d'œil au tic de langage du président du gouvernement, qui ne cesse de ponctuer son argumentation de nombreux « par conséquent ». Evidemment le tic revient, ce qui est son propre, provoquant immédiatement les clameurs du public et son sourire amusé.

« La cathédrale du socialisme catalan », selon l'expression utilisée par le ministre José Borrell, vibre sous les ondules des serenos (drapeaux à bandes jaunes et rouges de la Catalogne) et des bannières rouges du Parti socialiste catalan (PSC). La Catalogne a fait la fête à Felipe Gonzalez, entouré de toutes les personnalités socialistes locales, comme Pascual Maragall, maire de Barcelone,

Narcís Serra, ancien vice-président, et beaucoup d'autres. Lionel Jospin a fait le voyage pour adresser le « salut fraternel » des socialistes français. Sérieux comme un secrétaire général dans cette foule d'humour enjoué, il a dit tout le bien qu'il pensait de l'œuvre accomplie par son ami Felipe : « L'Europe ne sera pas la même si elle est construite par la gauche ou par les conservateurs ». L'assistance a à peine suivi ce qu'il disait, en raison d'une traduction tellement simultanée qu'on ne comprenait ni l'orateur ni le traducteur. L'essentiel était la présence, et cette grande communion avec ceux de Bengale, ceux de Tomière et ballet du siècle lumineux PSC dans l'espace survolté de l'édifice. Un clip vidéo de chanteurs est venu dire qu'« il fallait aller de l'avant, pas en arrière ».

Le message est immédiatement repris par Felipe Gonzalez : « Tant que j'aurai votre affection et votre soutien, ils ne passeront pas. » « No pasaran » (Ils ne passeront pas).

Le mot d'ordre des Républicains pendant la guerre civile espagnole fut le leitmotiv de la soirée. « Le 3 au soir, il y aura une surprise, et la droite sera pétrifiée », insiste le candidat Gonzalez, tandis qu'un immense drapeau rouge se déploie sur l'assistance avec cette phrase : « Felipe, somos imparables » (Felipe, rien ne peut nous arrêter).

LE « MOUSTACHU »

Effectivement, tout paraît possible à ces Catalans de souche ou d'option, qui brandissent des drapeaux andalous, européens, estrémaduriens. Rappelant ainsi que la Catalogne a été pendant longtemps et reste encore une terre d'accueil des autres régions d'Espagne, Felipe Gonzalez a souligné son souhait de continuer à demander « le vote de la tolérance et la convivialité pour construire une Catalogne et une Espagne libres et solidaires ».

Plusieurs rasoirs en carton d'un mètre émergent du dos de suppor-

ters qui crient : « Felipe, grand gaillard, arrache-lui la moustache ! » Felipe Gonzalez évite beaucoup de questions du « moustachu », José Maria Aznar, accusé par la foule de ne pas avoir de « huesos ». Felipe Gonzalez a déploré que les deux candidats à la présidence du gouvernement aient parlé l'un après l'autre à la télévision jeudi soir, mais sur le même plateau, et il a ironisé : « Comment pourra-t-il débattre avec les quatorze autres chefs d'Etat ou de gouvernement européens s'il ne peut pas le faire dans son propre pays ? » Inégalement, il s'est aussi demandé où était la droite puisque le PP n'était officiellement plus que le parti du centre. Elle doit bien être quelque part, s'est interrogé un Felipe tanguin, qui a revendiqué « une histoire de longue lutte pour la liberté », alors qu'en face « la droite n'a apparemment pas de passé ». Il a alors rappelé cette phrase de Francisco Tomas y Valiente, le juriste assassiné par l'ETA le 14 février : « Personne ne construit l'avenir sans connaître le passé ».

Pour Felipe Gonzalez, il n'est pas encore trop tard « afin de ne pas régresser, afin de favoriser la modernité, le développement, de continuer, pour les Espagnols, à marcher la tête haute sur le chemin de la construction de l'Europe. Vous allez voir la tête qu'ils vont faire le 3 mars quand ils perdront. Vont-ils alors continuer leurs pratiques d'avant ou entamer le dialogue ? », s'est-il interrogé.

Une foule de jeunes sautent sur l'estrade. Le candidat est submergé. Deux mains adolescentes sont posées sur ses épaules. La gerbe de roses arrive. Cette fois, cependant, elles ne seront pas lancées dans la foule. Felipe Gonzalez lève les bras en signe de gratitude et d'adieu, découvrant une chemise trempée de sueur. Il n'y aura pas de bain de foule, la sortie l'absorbe vers une dernière journée de campagne, vendredi. Un double meeting à Madrid et à Séville pour conclure un parcours du combattant dont le dernier obstacle n'a jamais été aussi difficile à franchir.

M. B. R.

Felipe Gonzalez mobilise les socialistes aux cris de « No pasaran »

Le chef du PSOE a rassemblé quarante mille personnes à Barcelone

L'IRA n'envisage pas de nouvelle trêve dans le conflit irlandais après le projet de relance du processus de paix

L'ARMÉE républicaine irlandaise (IRA) a diffusé à Belfast dans la soirée du 29 février un communiqué dans lequel elle n'envisage à aucun moment un rétablissement du cessez-le-feu et constate « l'échec, jusqu'ici, du processus de paix irlandais ».

« L'IRA est prête à faire face à ses responsabilités, mais les autres doivent faire de même », indique-t-elle dans son communiqué diffusé à la BBC-Ulster, sans mentionner de conditions explicites, mais en dénonçant « des éléments critiques » qui ont conduit à l'échec.

L'absence de signal positif de l'organisation paramilitaire nationaliste intervient au lendemain d'un plan politique de Londres et de Dublin, qui prévoit un calendrier précis pour le processus de paix, et fixe une date ferme, le 10 juin, pour des négociations multipartites sur l'avenir de l'Ulster. Un

programme que l'on espérait suffisant pour obtenir un cessez-le-feu.

Le fait que l'IRA ne fasse référence à aucun des points précis du plan anglo-irlandais pourrait indiquer, selon des observateurs à Belfast, que ce communiqué ne représente pas le « verdict » final de l'IRA sur le sommet Major-Bruton de mercredi.

A la lumière du plan anglo-irlandais, Gerry Adams, le leader du Sinn Féin (aile politique de l'IRA) et le leader nationaliste modéré John Hume étaient allés plaider mercredi le rétablissement du cessez-le-feu, rompu le 9 février dernier, au bout de dix-sept mois. « Nous avons écouté attentivement les arguments présentés par les deux leaders », explique l'IRA dans son communiqué. Mais, estimant que le gouvernement britannique a « abusé du processus de paix pendant dix-huit mois », l'IRA réaf-

firme son « attachement absolu aux objectifs républicains, dont l'exercice du droit inaliénable du peuple irlandais à l'autodétermination nationale ».

Downing Street, jeudi soir, a refusé de prendre le communiqué de l'IRA pour une réaction définitive. A Bangkok, où il se trouve pour le sommet euro-asiatique, John Major a qualifié de « sinistre plaisanterie » le rejet par l'IRA des appels anglo-irlandais au rétablissement immédiat du cessez-le-feu. Le premier ministre britannique a averti les républicains irlandais que le Sinn Féin ne participerait à aucun pourparler tant que l'IRA n'aurait pas renoncé à la violence. « Soit ils décident de respecter la démocratie, soit la démocratie se passera d'eux », a déclaré John Major.

Depuis la rupture du cessez-le-feu, trois bombes de l'IRA à Londres (dont une désamorcée à

temps) ont fait trois morts et quelque 110 blessés. Jeudi, l'IRA a fait paraître un avis de décès dans l'hebdomadaire irlandais républicain An Phoblacht en hommage à Edward O'Brien, un de ses membres tué le 18 février, dans un bus, à Londres, par la bombe qu'il transportait. Signé par « deux camarades et amis », l'article rend hommage au jeune Irlandais de vingt et un ans et « à son audace et son courage dans l'aide apportée à ses camarades lors d'une série d'attaques au cœur de la machine de guerre britannique ». « Eddie était un sympathique et malicieux jeune homme », écrivent ses « camarades ». Edward O'Brien a été inhumé mercredi dans son village, en présence de membres de l'IRA mais aussi de sa famille et de nombreux anonymes qui arboraient le ruban blanc de la paix. — (AFP Reuters)

Les pays d'Europe et d'Asie de l'Est cherchent à renforcer leur coopération

En marge du sommet de Bangkok, M. Chirac a rencontré le premier ministre chinois, Li Peng

Le sommet entre l'Europe et l'Asie de l'Est, qui rassemble 26 délégations - dont celle de la Commission de Bruxelles - a entamé ses travaux, vendredi 1^{er} mars, à Bangkok. Le premier ministre

thailandais, Chuan Leekpai, a appelé les deux régions à « recréer leurs liens ». La veille,

Jacques Chirac avait rencontré le premier ministre chinois, Li Peng, à l'occasion duquel il avait évoqué la question des droits de l'homme en Chine.

BANGKOK

de nos envoyés spéciaux
Jacques Chirac tient à établir des relations de confiance avec la Chine. Il l'a clairement démontré en s'entretenant pendant une heure, dans la soirée du jeudi 29 février, avec le premier ministre Li Peng, la veille de l'ouverture du sommet entre les quinze de l'Union européenne et dix pays de l'Asie de l'Est. Catherine Colonna, porte-parole de l'Elysée, a qualifié l'entretien franco-chinois de « cordial », y compris lorsque M. Chirac a abordé le sujet toujours très délicat du respect des droits de l'homme en Chine avec son interlocuteur.

M. Chirac a « notamment » insisté sur le respect de la liberté religieuse des chrétiens chinois. Il a « souhaité » que son interlocuteur réussisse à trouver un « accord avec le Vatican » sur ce sujet. Pour le chef de l'Etat français, ce serait là un gage de la bonne volonté des autorités chinoises pour ce qui concerne la protection des droits de l'homme. Li Peng a expliqué que les deux parties devaient « faire preuve d'esprit de concession ».

Comme toute rencontre internationale, le sommet de Bangkok offre l'occasion d'entretiens bilatéraux. Le président indonésien Suharto a rencontré le premier ministre portugais Antonio Guterres pour évoquer le dossier de Timor-Orient. De même, John Major s'est entretenu avec Li Peng de l'avenir de Hongkong, rencontre que le premier ministre britannique a qualifiée de « très rassurante ».

Mais, au-delà de ses échanges bilatéraux, le sommet de Bangkok a surtout pour objet, comme l'a rappelé le premier ministre thaïlandais, vendredi 1^{er} mars, dans son discours d'ouverture, de « recréer des liens » entre l'Europe et l'Asie orientale. La réunion affiche la volonté de définir les points d'intérêt communs aux deux régions. Outre à donner la priorité à la coopération, le sommet recherche « la coopération, non la confrontation », a résumé Jacques Santer, président de la Commission européenne.

Tel avait été le ton donné, la veille, à Singapour, par un Jacques Chirac qui a sans doute ainsi réussi à faire digérer, dans la région Asie-

Pacifique, l'ultime série d'essais nucléaires français. Tel sera aussi celui d'une déclaration finale que le président de la réunion, le premier ministre thaïlandais, doit communiquer à la presse, samedi 2 mars. Ce document devrait notamment proposer de renforcer les échanges commerciaux et le courant des investissements entre les deux ensembles. Mais elle étudiera les questions litigieuses. En outre, Européens et Asiatiques vont « se concerter » pour préparer la première conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), prévue, en décembre, à Singapour.

CONTRE-SOMMET

C'est dans le cadre de groupes de travail que seront alors abordées les divergences sur les « clauses sociales » du commerce global ou la protection des droits d'auteurs dont les Asiatiques n'ont pas voulu discuter à Bangkok. Dans un deuxième temps, en 1997, aura lieu une réunion de « mi-parcours » entre le sommet de Bangkok et le suivant, à Londres en 1998.

« Un petit nombre d'Airbus » pour la Chine

La Chine a donné un accord « de principe » pour la commande d'un petit nombre d'Airbus, a indiqué, jeudi 29 février, le porte-parole de la présidence française, à l'issue d'un entretien de Jacques Chirac avec le premier ministre chinois, Li Peng, à Bangkok, en marge du sommet Europe-Asie. Catherine Colonna s'est refusée à donner la moindre précision sur le nombre d'appareils commandés par la Chine et le montant de cette commande. La France, a-t-elle ajouté, attend « des résultats concrets » lors de la visite de M. Li Peng, en avril, à Paris. De son côté, M. Li Peng a déclaré, lors d'une rencontre avec le président de la Commission européenne, Jacques Santer, et le vice-président chargé des relations extérieures, Leon Brittan, que son pays allait commander des appareils Airbus pour un montant de 300 millions d'euros (390 millions de dollars), sans en préciser ni le type ni le nombre. Il est question, pour l'instant, de trois ou quatre appareils. Le premier ministre chinois a déclaré que cette commande serait « sans doute » suivie d'autres. - (APR)

LA QUESTION DE TAIWAN

C'est aussi M. Chirac qui a parlé le premier des essais nucléaires. Selon le porte-parole de l'Elysée, la France et la Chine sont d'accord « pour s'efforcer d'aboutir à une solution positive » à propos du traité d'interdiction globale des essais. Au sujet de Taiwan, M. Chirac a rappelé que, depuis le général de Gaulle, la France considérait qu'il n'y avait qu'une seule Chine et qu'il n'était pas question de changer de politique. Les deux hommes ont aussi évoqué la visite que doit faire Li Peng, du 12 au 14 avril, en France.

Le Parti travailliste australien tente de conserver le pouvoir

CANBERRA

de nos envoyés spéciaux
Les électeurs australiens sont invités, samedi 2 mars, à renouveler la Chambre des représentants et une partie (40 sièges sur 72) du Sénat dans un contexte qui n'est guère favorable - si l'on en croit du moins les sondages - au Parti travailliste, au pouvoir depuis 1983. Faute de réelles divergences politiques entre le premier ministre Paul Keating et John Howard, le porte-parole de la coalition conservatrice qui rassemble le Parti libéral et le Parti national, la campagne électorale s'est surtout focalisée sur la personnalité des deux candidats à la direction des affaires du pays.

Considéré comme un redoutable animal politique, M. Keating s'est efforcé de donner les aspects les plus tranchés de son tempérament, au risque d'affaiblir son style. Fervent avocat de l'avènement de la République dans une Australie qui s'éloigne chaque jour davantage de ses racines britanniques à mesure qu'elle opte pour le multiculturalisme et son insertion en Asie, M. Keating est soutenu par les milieux culturels, la plupart des écologistes, les aborigènes et les minorités ethniques. Il ne jouit toutefois pas de la cote de son prédécesseur, Bob Hawke, auprès des milieux populaires. Figure de l'aile droite du Parti travailliste et farouche d'un aggiornamento idéologique qui a conduit le parti à amorcer la déréglementation de l'économie dans les années 80, il est progressivement aliéné son électorat traditionnel. Face à un tel « poids lourd », John Howard, surnommé « Little Johnny » et souvent caricaturé comme un petit écolier appliqué, a fait preuve d'une agressivité et d'une assurance que le public ne lui connaissait pas. Blanche sous le harnais du combat contre les travaillistes à la fin de la décennie 80, il a été rappelé il y a un an à la tête d'une opposition tétanisée par cinq défaites consécutives. Bénéficiant du

soutien traditionnel des milieux d'affaires, il s'est prononcé pour la révision des lois sur l'emploi, dans le cadre de son programme de lutte contre le chômage, qui, à 8,6 %, reste un des points noirs d'une économie jugée « globalement saine ». Sa campagne a porté sur la dénonciation de l'endettement extérieur et le déficit budgétaire, ce qui ne l'a pas empêché de proposer d'engager de nouvelles dépenses publiques.

En dépit de la perplexité d'une partie de l'électorat face aux deux principaux candidats, ni les démocrates ni les Verts ne semblaient imposer comme véritable troisième force. Alors que les travaillistes comptent fermement sur les 10 % d'électeurs indécis pour remporter leur sixième victoire d'affilée, les marchés financiers anticipaient un succès de la coalition conservatrice.

Florence de Changy

Ernesto Samper veut rétablir la peine de mort en Colombie

Les enlèvements avec demande de rançon sont devenus une véritable industrie

BOGOTA

de nos correspondants
Mille soixante-dix enlèvements en 1995, 105 entre le 1^{er} janvier et le 6 février 1996, soit une moyenne de trois par jour sur tout le territoire, tel est le triste record d'une des entreprises criminelles les plus rentables en Colombie : l'enlèvement avec demande de rançon. La guérilla en tire plus de la moitié de ses ressources, et quelques bandes de délinquants très organisées en ont fait leur spécialité. Le président Ernesto Samper a annoncé, mercredi 21 février, qu'il présenterait au Congrès un projet de loi rétablissant la peine de mort - abolie en 1910 - pour les auteurs d'enlèvements, de massacres ou d'hommes sur des personnes sans défense.

Cette proposition, faite par un président affaibli par la crise politique, et surprenante pour un gouvernement libéral, ne fait pas a priori l'unanimité parmi les parlementaires. Mais elle rencontre un certain écho, car la peur d'être enlevé est l'une des principales an-

goisses des Colombiens. La pratique de l'enlèvement existe en Colombie depuis la fin des années 60. Au départ, il s'agissait de bandes de délinquants qui, dans les campagnes, séquestraient leurs patrons contre une petite rançon. Plus tard, la guérilla adopta cette pratique pour se procurer des fonds. Il s'agissait et il s'agit toujours de prélever « un impôt révolutionnaire » sur les personnes « retenues ».

GUÉRILLA ET DÉLINQUANTS

Dans les années 80, la guérilla, mais surtout les trafiquants de drogue, utilisèrent aussi l'enlèvement comme moyen de pression politique. Au temps du narco-terrorisme, pour protester contre les extraditions vers les États-Unis, le cartel de Medellín, en plus des bombes qu'il posait, enlevait des personnalités publiques, notamment des journalistes. Dans les années 90, la pratique des enlèvements est devenue une véritable industrie. Le nombre d'enlèvements a augmenté de manière

spectaculaire, jusqu'à atteindre son maximum (1 717 enlèvements) en 1991. L'industrie rapporte gros à la guérilla et à la délinquance qui se partagent ce sinistre marché, à cinquante-cinquante. Chacune a sa méthode. Les délinquants agissent en milieu urbain : ils maîtrisent pas à pas les tues, dès qu'ils ont reçu un peu d'argent. La durée de l'enlèvement est relativement courte : de une semaine à deux mois, et les rançons demandées ne sont pas toujours très élevées.

La guérilla, elle, travaille en secteur rural : elle emmène ses victimes au plus profond du maquis, dans des zones difficiles d'accès pour les militaires. Selon les témoignages, les conditions de détention sont relativement « meilleures ». Mais l'enlèvement dure beaucoup plus longtemps : en moyenne, entre trois et douze mois. Les sommes demandées sont aussi bien plus importantes. La rançon peut aller jusqu'à 10 millions de dollars (50 millions de francs). Selon le gouvernement, la guérilla re-

Paris entend maintenir un « dialogue critique » avec Téhéran

M. Pons a été reçu par le président Rafsandjani

TÉHÉRAN

de nos envoyés spéciaux
Le « micromentement » des États-Unis - exprimé par la voie officielle - et les protestations du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), qui, après le double attentat en Israël, avait voulu voir Bernard Pons regagner « immédiatement » Paris, n'y ont rien fait : le ministre français de l'équipement et des transports a mené jusqu'à son terme sa visite de quatre jours en Iran, qui a pris fin jeudi 29 février. Vice-ministre iranien des affaires étrangères, Mahmoud Vaezi se rendra à Paris à la mi-mars, dans le cadre des contacts réguliers bilatéraux instaurés entre l'Iran et la France.

Même si la visite de M. Pons a davantage de relief parce qu'elle était la première d'un ministre français à Téhéran depuis cinq ans, elle a ceci de commun avec celle de M. Vaezi : toutes deux traduisent une volonté de maintenir le dialogue entre les deux pays. Un « dialogue critique » pour la France, fidèle en cela à une décision prise en 1992 par l'Union européenne (UE), mais un dialogue que Téhéran ne manque pas une occasion de chercher à réchauffer. D'où la « valeur ajoutée » apportée par les Iraniens au séjour de M. Pons, qui a été reçu par le président de la République, Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, le président du Parlement, Ali Akbar Nategh Nouri, et le ministre des affaires étrangères, Ali Akbar Velayati.

Les trois accords techniques conclus entre les deux pays à l'occasion de cette visite - sur les transports internationaux routiers, sur la coopération en matière de logement urbain et entre Iran Air et Air France - sont, eux, d'une portée très limitée.

L'AFFAIRE RUSHDIE

Côté français, il ne s'agissait ni de faire un pied de nez aux Américains ni de rompre l'unanimité de l'UE vis-à-vis de l'Iran, puisque le « dialogue critique » exclut les visites à « haut niveau » avec Téhéran. L'expression est suffisamment élastique pour avoir permis les visites dans la capitale iranienne, en 1994, du ministre irlandais de la défense, du ministre grec de l'intérieur et du ministre portugais du commerce.

en 1995, sans oublier une visite du coordinateur du service de renseignement allemand.

La visite de M. Pons n'en véhicule pas moins un message. Celui de la continuité de la politique de la France envers l'Iran, étant entendu que l'« affaire » Salman Rushdie d'abord, l'attitude de l'Iran vis-à-vis du processus de paix israélo-arabe, le soutien au terrorisme et la question des droits de l'homme ensuite, sont de sérieux obstacles à une amélioration des relations bilatérales ou franco-européennes. Etant aussi entendu que si les Européens - contrairement aux États-Unis - considèrent que le boycottage et l'embargo ne sont pas très efficaces, selon l'expression d'un diplomate, il n'en existe pas moins des principes fondamentaux intangibles.

C'est si vrai que des déclarations iraniennes approuvant l'assassinat d'Yitzhak Rabin ont fait capoter, en décembre 1995, un projet de rencontre, à Paris, entre le ministre français des affaires étrangères, Hervé Charette, et M. Vaezi, lequel avait alors jugé bon d'annuler sa visite en France. C'est si vrai aussi que M. de Charette a reçu, le 19 février, à Paris, l'auteur des Versets sataniques, auquel il a affirmé que la France continuera d'œuvrer pour que l'Iran lève la fatwa prononcée contre lui.

A cet égard, le report d'un prochain voyage de M. Vaezi à Rome et à Berne soulève quelques interrogations. Selon le journal Iran News, les deux visites ont été reportées pour des raisons techniques, « M. Vaezi étant trop occupé à mettre la dernière main à une tournée du chef de la diplomatie Ali Akbar Velayati dans dix pays étrangers ». L'Italie assurant la présidence de l'Union européenne, l'« affaire » Rushdie aurait dû occuper la première place dans les entretiens de M. Vaezi à Rome. L'explication fournie par Iran News paraît un peu courte, une tournée de M. Velayati ne se préparant pas au dernier moment. Pour autant, de source européenne, on affirme que le dialogue euro-iranien sur l'affaire Rushdie continue sérieusement.

Mouna Naïm

Lire aussi notre éditorial page 12

Valparaiso, Plaza Sotomayor.
27 juin. 11h20.
Manteau long fluide (1450 frs) sur blouson à capuche zippé (1150 frs).
T-shirt (210 frs). Pantalons « chino » à pinces (545 frs). Sac de voyage en toile stonewashed et cuir (1200 frs).



paco
paco rabanne

7 RUE DU CHERCHE-MIDI PARIS 6^e TEL. 1/40 49 08 53

Anne Proenza

Au Bénin, une démocratisation modèle est menacée d'un retour en arrière

L'ancien dictateur Mathieu Kérékou aurait des chances de gagner l'élection présidentielle

Le chef de l'Etat béninois, Nicéphore Soglo, est opposé, dimanche 3 mars, au premier tour de l'élection présidentielle, à six autres candidats,

parmi lesquels le général Mathieu Kérékou, évincé du pouvoir en 1990 par un mouvement de démocratisation qui a fait école en Afrique. A la

tête d'un régime totalitaire pendant dix-sept ans, le « Caméléon » - emblème choisi pour ses bulletins de vote - a quelques chances de l'emporter.

COTONOU

Au cœur de la vieille ville de Porto Novo, la foule des militants chante et danse sur le thème du principal slogan de la campagne électorale du président Nicéphore Soglo : « O. K. Soglo... Le Bénin avance, n'arrêtons pas le mouvement ! »

Mais, ce « mouvement » pourrait bien s'arrêter, tout au moins être gravement remis en cause, après le scrutin présidentiel de dimanche. M. Soglo, qui fit l'unanimité, il y a tout juste six ans, pour mener un « renouveau démocratique » exemplaire à plus d'un titre, se heurte à un phénomène de rejet presque comparable à celui qui mit un terme aux dix-sept ans de dictature du général Mathieu Kérékou. Ce dernier, après cinq ans de silence et d'effacement, vient de faire un étonnant retour sur la scène politique et rallie autour de sa candidature nombre de ses ennemis d'autrefois, hier alliés de M. Soglo, aujourd'hui profondément « déçus » par la prestation du président sortant.

Pionnier du processus de démocratisation qui s'est étendu, ces dernières années, en Afrique, le Bénin va-t-il se distinguer encore et écrire une nouvelle page de l'histoire du continent noir en réinstallant au pouvoir, le plus démocratiquement du monde, un ancien dictateur maintenant repentant, au point de se présenter comme zélé de « l'Etat de droit » ? A la veille de l'élection, M. Soglo semblait toujours en position de favori, mais le résultat demeure incertain, tant son isolement paraît grand, face au général Kérékou et aux cinq autres candidats, tous lancés dans une virulente opposition.

Inventeur de la formule des « conférences nationales », reprise dans plusieurs pays de la ré-

gion, ce petit pays ne serait-il plus un modèle ? En apparence, les institutions fonctionnent remarquablement mieux qu'ailleurs. L'Assemblée nationale a pleinement tenu son rôle de contre-pouvoir. La Cour constitutionnelle n'a pas hésité à censurer certaines décisions gouvernementales. Une Haute Autorité de l'audiovisuel et de la communication tente de limiter les excès des uns et des autres. La Commission électorale nationale ne paraît pas avoir besoin d'observateurs étrangers pour veiller à un minimum de régularité.

LE « GRAND DÉPLACEMENT »

Le bilan est satisfaisant sur de nombreux points et justifie l'appui des principaux bailleurs de fonds étrangers. Etats (la France en premier) et organismes internationaux (Banque mondiale et FMI) ont manifesté beaucoup de bienveillance pour ce pays qui était en faillite à la fin des années 80, après les errements de la « République populaire » établie par le général Kérékou. M. Soglo peut se targuer d'avoir redressé l'économie et les finances de l'Etat. Les grands équilibres, fixés par les institutions de Bretton Woods dans le cadre des plans d'ajustement structurel, ont été grosso modo respectés. L'inflation, qui s'est élevée à 54 % en 1994, après la dévaluation du franc CFA, est retombée à quelque 3 % en 1995, en dessous de la moyenne régionale. Le Bénin a retrouvé le chemin de la croissance, estimée actuellement à 5,8 %.

Pour autant, la plupart des Béninois n'ont pas encore goûté les fruits de cette croissance. L'austérité imposée par les bailleurs de fonds a coûté cher à la majeure partie de la population. Comme dans les pays d'Europe de l'Est, des voix se font entendre pour dire que l'on ne vivait pas moins bien sous l'ancien régime. Le chô-

mage s'est accru avec le « grand défilage », la réduction des effectifs de l'administration et du secteur public. Ce qui fait le jeu de l'opposition, qui accuse le président, ancien administrateur de la Banque mondiale, d'être « inféodé » à l'étranger et aux « gens de Bretton Woods ». M. Soglo promet des améliorations et se défend de n'avoir pu guère « faire du social » tant que les finances n'étaient pas « apurées ». Et d'affirmer : « Il m'a fallu accomplir d'abord les douze travaux d'Hercule ».

Mais le passif reproché à M. Soglo est surtout d'ordre politique. Faute de disposer d'une majorité à l'Assemblée - les élections législatives de mars 1995 lui ont été défavorables -, le président en est venu à gouverner de plus en plus par ordonnances. Il a imposé son « clan » au pouvoir. Sa femme, qui exerçait déjà une grande influence, est désormais députée de Cotonou, et le frère de celle-ci, qui détient le portefeuille de la défense, fait office de premier ministre. Les privatisations et travaux d'infrastructure ont notamment profité à un petit cercle d'« amis ». La corruption, à tous les niveaux, fait tâche d'huile. Forte minorité dans ce pays animiste, les chrétiens dénoncent sa volonté de remettre en valeur le culte vaudou : une journée nationale, fêlée, lui est consacrée. De même s'inquiète-t-on de le voir se ménager les faveurs d'une chefferie traditionnelle remaniée.

« SADO-MASOCHISME »

D'autre part, M. Soglo a sans doute eu le tort de faire appel, pour sa campagne électorale, à une « société de gardiennage », dirigée par un membre notoire du « milieu ». De là à penser qu'il créait ainsi une « milice », il n'y avait qu'un pas. Comme l'on craint d'éventuels affrontements avec des militaires déserteurs, anciens partisans du général Kérékou, entraînés au Togo voisin, les évêques béninois ont dû sortir de leur réserve pour mettre en garde les deux camps.

Le général Kérékou et ses nouveaux alliés fustigent « la suffisance, l'arrogance et le mépris »

manifestés par le chef de l'Etat. Il est vrai que M. Soglo ne mâche pas ses mots pour qualifier l'attitude de ceux qui ont rallié son adversaire, alors que beaucoup ont été victimes du régime militaire et marxiste-léniniste qu'il présidait dans les années 70 et 80. M. Soglo ne se prive pas d'évoquer des « cas pathologiques », assimilant ces personnes à celles qui « entretiennent des relations sado-masochistes avec leurs tortionnaires ».

De tels propos attisent évidemment l'animosité des adversaires de M. Soglo. Certes, il est surprenant d'entendre, par exemple, l'ancien président Justin Ahomadegbe vanter aujourd'hui les mérites du général Kérékou, bien que ce soit le régime de ce dernier qui le renversa en 1972 et le maintint prisonnier pendant neuf ans.

A l'instar de M. Ahomadegbe, le chef de file de la coalition réunie autour de l'ancien dictateur, Albert Tévoédjrè, ne nie pas « les erreurs, dérives et turpitudes passées » de ce dernier. Il lui sait gré, toutefois, d'avoir fait amende honorable, en renonçant lui-même au « marxisme-léninisme », en acceptant le multipartisme et le libéralisme économique, en ne s'opposant pas à son éviction, alors qu'il en avait les moyens militaires. Bref, d'avoir eu « le courage du changement » et d'avoir tenu son « engagement » à respecter les règles démocratiques.

Pour M. Tévoédjrè, comme pour nombre de Béninois, il n'y a pas de meilleur candidat pour s'opposer à M. Soglo, dont l'autoritarisme est en train de « détourner » la révolution tranquille du Bénin.

Quels que soient les jugements portés sur les travers ou les fautes du président Soglo, sur l'authenticité de la « conversion » du général Kérékou, certains Béninois ont conscience que la réhabilitation électorale d'un ex-dictateur ne manquera pas d'être considérée comme un redoutable retour en arrière, non seulement pour le Bénin, mais encore pour le reste de l'Afrique, après les récents incidents de la démocratisation au Niger et en Guinée.

Francis Cornu

Une épidémie de méningite a fait près de 2 000 morts au Nigeria

L'ÉPIDÉMIE de méningite cérébro-spinale qui sévit au Nigeria depuis la fin de décembre 1995 a fait près de 2 000 victimes. Seize des trente Etats de la fédération sont touchés. Selon Médecins sans frontières (MSF), la situation est « critique. Plus de 1 650 morts » ont été recensés depuis le début de l'épidémie dans les seuls Etats de Kano, Bauchi, Kebbi et Katsina.

A ce jour, selon MSF, qui considère cette épidémie comme d'une « ampleur sans précédent », on compte plus de 7 000 malades dans ces quatre Etats, où en l'espace d'une semaine le nombre d'admissions dans les hôpitaux est passé de 30 à 85 nouveaux patients par jour. Dans l'Etat de Kano, qui apparaît comme l'un des principaux foyers, 5 décès par jour sont enregistrés à l'hôpital des maladies infectieuses (IDH) de la ville de Kano, a indiqué, mercredi, le docteur Santa Mohammed, responsable du ministère de la santé de cet Etat.

Les autorités nigérianes avaient annoncé, mardi, qu'elles envisageaient de déclarer l'état d'urgence dans le nord du pays si les mesures prises pour enrayer l'épidémie se révélaient inefficaces. Dans cette région, les risques de décès des suites de la maladie sont estimés à environ 20 % par MSF, qui dispose sur place d'une équipe de dix médecins.

Cinq médecins épidémiologistes ont été dépêchés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans les secteurs touchés, où ils travaillent en étroite collaboration avec MSF, des équipes médicales de l'Unicef et du ministère nigé-

rien de la santé. La Croix-Rouge nigériane a demandé l'assistance de la Fédération internationale des Croix-Rouge et des Croisants-Rouge (FICR) pour mettre sur pied des structures d'encadrement des populations, a indiqué, mercredi, un responsable local du Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Les autorités ont adressé une demande pressante d'aide pour la fourniture de stocks de chloramphénicol, un antibiotique qui, pris en une seule dose, permet de traiter les cas déclarés, a indiqué le docteur Jide Coker, du département d'épidémiologie du ministère de la santé. Une campagne de vaccination massive des populations est en cours. Huit millions de doses de vaccin, dont cinq millions pour les Etats du Nord, ont été envoyées par les autorités dans les zones frappées par l'épidémie.

LE VIRUS EBOLA AU GABON

D'autre part, l'épidémie de fièvre hémorragique due au virus Ebola, qui a fait, dans l'est du Gabon, une trentaine de victimes, dont 24 sont décédées, semble circonscrite, selon l'OMS. Elle s'était déclarée au début de février à Mayibout-Il, village isolé, situé à 400 kilomètres de Libreville. L'enquête épidémiologique a montré que l'une des victimes avait été en contact avec le cadavre d'un chimpanzé. Identifié pour la première fois en 1976 au Soudan et au Zaïre, le virus Ebola est hautement contagieux. L'infection de l'organisme humain est très souvent mortelle. Aucun vaccin ou traitement spécifique n'existe.

Sarajevo n'est plus encerclée par les Serbes de Bosnie

SARAJEVO. L'encerclement de Sarajevo par les Serbes de Bosnie a pris fin, jeudi 29 février, avec la prise de contrôle par la police croato-musulmane d'un secteur au nord de la ville, libéré par les Serbes. Une continuité territoriale est ainsi établie entre la capitale bosniaque et les zones contrôlées par la Fédération croato-musulmane. Désormais, un large corridor contrôlé par le gouvernement bosniaque relie Sarajevo à la localité de Visoko, au nord-ouest. Deux autres districts à l'est de la ville doivent encore passer sous contrôle bosniaque pour assurer la liberté de circulation vers Mostar et compléter le désenclavement.

Par ailleurs, le général serbe de Bosnie, Djordje Djokic, a été inculpé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, vendredi 1^{er} mars, par le Tribunal pénal international de La Haye. Le procureur général, Richard Goldstone, a déclaré que l'inculpation avait été notifiée au général Djokic, qui a été capturé par le gouvernement bosniaque le 30 janvier et est en détention à La Haye depuis le 12 février. - (AFP)

Réprobation internationale après la condamnation du principal opposant tunisien

TUNIS. La Commission internationale des juristes (CIJ) a exprimé, jeudi 29 février, sa « très vive préoccupation » après la condamnation de Mohamed Mouda, président du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), à onze ans de prison pour « intelligence avec un Etat étranger ». « Un grand nombre d'observateurs » pensent que la condamnation du principal dirigeant de l'opposition légale est « basée sur des chefs d'accusation qui ont été fabriqués de toutes pièces », déclare-t-elle dans un communiqué. Amnesty International a également condamné le procès en estimant qu'« aucune preuve convaincante (...) n'a été présentée ». Jacques Rummelhardt, porte-parole du qual d'Orsay, a déclaré que la France a « pris note » de cette condamnation et qu'elle va « évaluer [ses développements] avec ses partenaires de l'Union européenne ». - (AFP)

AMÉRIQUES

■ ÉTATS-UNIS : Washington a adressé, jeudi 29 février, un « ferme avertissement » à Cuba afin que les autorités cubaines n'interfèrent pas, samedi 2 mars, avec une cérémonie d'hommage aux quatre victimes des deux petits avions civils américains abattus par la chasse cubaine. Washington a pris des mesures interdisant à tout avion ou bateau américains de pénétrer illégalement dans l'espace aérien ou les eaux territoriales de Cuba, qui couvrent une zone de 12 milles nautiques. - (AFP)

■ HAÏTI : Le Conseil de sécurité de l'ONU a approuvé, jeudi 29 février, la prorogation pour une « dernière période de quatre mois » de la mission de Nations unies en Haïti (Mimha), quelques heures seulement avant son expiration, à l'issue de laborieuses tractations avec la Chine, qui menaçait d'opposer son veto compte tenu des relations entretenu par Haïti et les Etats-Unis avec Taiwan. - (AFP Reuter)

■ PÉROU : un Boeing 737 de la compagnie aérienne péruvienne Fawcett s'est écrasé, jeudi 29 février, peu avant son atterrissage à Arequipa, avec 123 personnes à bord, dont aucune n'a survécu, a indiqué, vendredi 1^{er} mars, un porte-parole de la compagnie. - (AFP)

EUROPE

■ ALLEMAGNE : le président des services des renseignements extérieurs allemands (BND) a démissionné, jeudi 29 février, après un désaccord avec la chancellerie. Konrad Porzner a indiqué qu'il avait dû quitter son poste après le refus de la chancellerie de renvoyer deux responsables du BND, qui, selon l'hebdomadaire Focus, auraient vendu à des services occidentaux des renseignements sur l'armée russe. - (AFP)

■ POLOGNE : le tribunal de Gdansk a hypothéqué la maison de Lech Walesa, jeudi 29 février, au titre des arriérés d'impôts sur la somme touchée par l'ancien président en 1989 pour le droit de tournage de sa biographie filmée, a rapporté l'agence PAR. M. Walesa affirme qu'il s'agissait d'un don, non imposable selon la loi polonaise en vigueur à l'époque. Il dispose de quatorze jours pour faire appel. - (AFP)

■ RUSSIE : le vice-premier ministre, Oleg Soskovets, a indiqué, jeudi 29 février, que les exportations d'armes ont presque doublé en 1995 par rapport à 1994, grâce à des contrats d'une valeur de 3 milliards de dollars. Selon M. Soskovets, le développement de la coopération militaire est la priorité de la politique économique extérieure du gouvernement qui doit « stimuler à nouveau les commandes d'Etat ». - (AFP)

■ SLOVAQUIE : le ministre russe des affaires étrangères, Evgeni Primakov, a réitéré l'opposition de Moscou à l'élargissement de l'OTAN à l'Est, jeudi 29 février, lors d'une visite à Bratislava. Le premier ministre slovaque, Vladimir Meciar, a, lui, rappelé que son pays souhaite au contraire « s'approcher des structures » de l'OTAN. - (AFP Reuter)

PROCHE-ORIENT

■ LIBAN : le couvre-feu imposé par l'armée pour empêcher les syndicats de manifester à l'occasion de la grève générale, jeudi 29 février, a été levé en milieu de journée. La Confédération générale des travailleurs libanais (CGTL) déclara le 4 mars de la suite d'un mouvement dont les revendications portent sur les salaires et les libertés publiques. - (Corresp.)

DIPLOMATIE

■ ONU : 39 des 185 membres de l'Organisation des Nations unies - dont 16 en Afrique - ont perdu leur droit de vote à l'Assemblée générale de l'ONU pour n'avoir pas payé leurs contributions, a annoncé, mercredi 28 février, une porte-parole de l'ONU. - (AFP)

L'Union européenne a enregistré en janvier son plus bas chiffre d'inflation depuis 1987

LA HAUSSE des prix à la consommation dans l'Union européenne a été de 2,8 % en janvier 1996 par rapport à janvier 1995, soit le chiffre le plus faible enregistré depuis janvier 1987, a indiqué Eurostat, jeudi 29 février. L'augmentation a été de 0,8 % en Finlande, 1,1 % au Luxembourg, 1,3 % aux Pays-Bas, 1,4 % en Allemagne, 1,6 % en Suède et en Belgique, 1,7 % en Autriche, 1,8 % au Danemark, 2 % en France, 2,3 % au Portugal, 3,2 % en Grande-Bretagne, 3,9 % en Espagne, 5,7 % en Italie et 8,1 % en Grèce. L'indice « harmonisé », publié pour la première fois par Eurostat, exclut certaines dépenses difficiles à calculer de manière homogène : logement, santé, éducation, assurance et taxes sur l'automobile. Cela aboutit à majorer de 0,3 point la hausse pour la Grande-Bretagne, l'Italie et la Finlande, mais à la diminuer de 0,6 point pour les Pays-Bas, et de 0,4 point pour la Belgique et la Suède.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IMMOBANQUE

Le Conseil d'Administration de la Société Financière ImmoBanque, réuni le 28 février 1996 sous la présidence de Monsieur Philippe GESLIN, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1995.

En dépit d'un environnement marqué par la poursuite de la baisse des investissements immobiliers des entreprises, et sans abandonner sa politique de sélection rigoureuse des risques, qui permet le maintien du contenu à un faible niveau, ImmoBanque a augmenté significativement en 1995 le volume de sa production ; cette dernière, qui atteint 495 millions de francs, concerne exclusivement des opérations de crédit-bail, initiées au profit d'une clientèle de premier rang.

De ce fait, le montant des engagements bruts cumulés, crédit-bail et location simple confondus, a été porté à 5 585 millions de francs au 31 décembre 1995.

Les recettes locatives de l'exercice s'établissent à 535 millions de francs contre 567 millions de francs au titre de 1994, cette variation résultant pour l'essentiel de la baisse des encours de crédit-bail, non encore relayée par la nouvelle production.

Après prise en compte des frais financiers, également en réduction, et des frais généraux, le résultat financier courant ressort à 126 millions de francs contre 143 millions de francs en 1994.

En l'absence de toute plus-value de cession patrimoniale et compte tenu notamment d'une provision pour risques complémentaire sur le patrimoine locatif de 20 millions de francs, ainsi que d'une dotation nette de 2,8 millions de francs à la réserve latente - qui s'élève à 415 millions de francs au 31 décembre 1995 - le résultat net comptable s'établit à 97,9 millions de francs contre 134,2 millions de francs au titre de l'exercice précédent.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire, qui se tiendra le 9 mai 1996, de fixer le montant global du dividende à 112 121 606 francs, correspondant à 86 % du résultat soumis à obligation de distribution ; ce dividende, pour partie assuré par le prélevement de 14 196 891,45 francs sur le report à nouveau, ressortira ainsi à 62 francs par action, montant identique à celui servi au titre de l'exercice 1994.

Le Conseil d'Administration soumettra à l'Assemblée Générale Extraordinaire, convoquée le même jour, des résolutions conduisant notamment à la mise en harmonie des statuts d'ImmoBanque avec le nouveau régime du crédit-bail immobilier.

POUVOIR Le gouvernement a communiqué aux deux Assemblées la liste des textes qu'il envisage de faire discuter par le Parlement avant la fin de la session, en juin. Grâce à

ce programme chargé, il entend démontrer la continuité de son action sur quelques grands dossiers (Sécurité sociale, exclusion, ville, défense) et espère surmonter la morosité de sa majorité.

● LES SONDAGES confirment la tendance à une reconquête de l'électorat de droite par Jacques Chirac, tandis que le manque de popularité d'Alain Juppé perdure, voire s'aggrave.

● LES ORDONNANCES sur la Sécurité sociale, qui donneront lieu à un débat de ratification au Parlement, pourraient prévoir un renforcement

de la place du patronat au sein des caisses. Des sanctions seront bien prévues à l'encontre des médecins qui dépasseraient les objectifs de dépenses fixés chaque année.

Le gouvernement fixe son programme de travail jusqu'à l'été

Jacques Chirac bénéficie d'un regain de confiance dans les sondages, alors qu'Alain Juppé ne parvient pas à surmonter la morosité de l'opinion, ni celle de la majorité. L'idée d'un nouveau remaniement, permettant d'élargir l'assise de l'équipe gouvernementale, fait son chemin

LA SCÈNE se déroule, jeudi 22 février, à l'hôtel Matignon. Alain Juppé a convoqué ses ministres. Les réunions interministérielles sont lourdes, un peu fastidieuses, et elles regroupent un grand nombre de conseillers et collaborateurs. Ce jour-là, M. Juppé inaugure une nouvelle forme de relations au sein de l'équipe gouvernementale. Les ministres ont été dûment prévenus : ils doivent venir seuls. La séance de travail ne se tient pas dans le célèbre salon du rez-de-chaussée, mais dans le bureau même du premier ministre. Elle revêt, ainsi, un caractère moins formel.

L'objet de cette réunion est la mise au point du projet de loi sur l'air. Il y a là Corinne Lepage (environnement) et Franck Borotra (industrie), qui ne sont pas vraiment sur la même longueur d'ondes ; Bernard Pons (équipement) et son secrétaire d'Etat aux transports, Anne-Marie Idrac ; Jean-Louis Debré (Intérieur), Alain Lamassouze (budget), Dominique Perben (fonction publique) et Jean-Pierre Raffarin (PME). Deux hauts fonctionnaires assistent à cette séance : le



secrétaire général du gouvernement et un directeur adjoint du cabinet de M. Juppé. Le but de l'opération est clair. Privés de leur « staff », les ministres ne peuvent se reposer derrière la technique et doivent s'impliquer sur le plan politique.

Ce 22 février, les derniers arbitrages du projet ont été rendus. Le texte a été transmis, pour avis, au Conseil d'Etat et devrait être approuvé début avril par le conseil des ministres, pour être soumis au Parlement en mai. En effet, Roger Romani, ministre chargé des relations avec le Parlement, a communiqué à l'Assemblée nationale et au Sénat, le 19 février, un programme de travail indicatif, comme il y est obligé depuis la réforme des règlements des deux Assemblées. La liste des textes que le gouvernement envisage d'inscrire à l'ordre du jour du Parlement avant la fin de la session, en juin, est complète.

LES ÉPINES DE LA « SÉCU »

Au-delà des textes en cours de discussion ou qui vont être examinés avant fin mars – entre autres, le projet portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, qui comporte notamment les mesures de relance annoncées fin décembre –, la première préoccupation de Matignon est d'en finir avec la « Sécu ». Pour boucler ce dossier, le gouvernement doit adopter trois ordonnances supplémentaires (lire ci-dessous), mais aussi trois projets

épineux : le projet de loi organique de mise en œuvre de la révision constitutionnelle autorisant le Parlement à voter des lois de financement de la Sécurité sociale ; un projet de loi tendant à instaurer le régime universel d'assurance-maladie ; un autre portant réforme du financement de la « Sécu ». Sans oublier le débat sur le projet de loi de ratification des ordonnances, que M. Juppé s'est engagé à organi-

ser avant fin juin, allant ainsi au-delà de la lettre de l'article 38 de la Constitution, qui impose le dépôt du projet, mais non sa discussion.

Le gouvernement envisage d'ouvrir plusieurs autres chantiers importants. Ainsi, la prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, très attendue par les parlementaires et dont l'application a été reportée au 1^{er} janvier 1997 malgré les engagements pris pendant la campagne présidentielle, devrait venir en discussion au mois de mai.

Deux autres promesses réitérées devaient commencer à se concrétiser : le pacte de relance pour la ville, examiné par le conseil des ministres à la mi-avril, pourrait, selon M. Romani, être discuté, au moins en première lecture, avant la fin juin. Il en est de même pour le projet de loi sur l'exclusion et la nouvelle loi de programmation militaire, qui devrait prolonger le débat sur le service national. A ce menu déjà chargé s'ajoutent le projet de réforme de la détention provisoire (pour lequel les arbitres ne devaient pas méconter le ministre de la justice) ; celui sur la concurrence, adopté par le conseil des ministres le 26 février ; ainsi que celui sur l'urbanisme commercial. Par ailleurs, Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, prépare un texte sur le

monde rural, qui équilibrerait les dispositions prévues pour le monde urbain.

Ce pré-programme permettra-t-il de mettre un terme aux flottements et aux interrogations qui ont miné la majorité depuis l'automne ? C'est évidemment l'espoir du premier ministre. Le gouvernement peut observer avec quelque satisfaction que la mise en place de la session unique s'effectue dans des conditions satisfaisantes. A l'Assemblée nationale, notamment, sous la houlette de Philippe Séguin, les députés portent un jugement globalement positif sur leurs nouvelles conditions de travail, même si beaucoup, parmi les provinciaux, jugent le rythme excessivement rapide.

MANQUE D'ENTHOUSIASME

Dans l'ensemble, cependant, les élus apprécient la suppression des séances de nuit et une organisation de leurs travaux sur trois jours (du mardi au jeudi), qui leur permet de maintenir leur présence dans leur circonscription. Ils soulignent, aussi, que l'ordre du jour est moins chaotique et se réjouissent, pour la plupart, du temps accru consacré au contrôle parlementaire, du fait des deux séances hebdomadaires de questions au gouvernement.

Néanmoins, le gouvernement se heurte à un manque d'enthousiasme de sa majorité. Depuis la

mi-janvier, les députés ont tendance à désertier l'hémicycle plus que de coutume. Ainsi, lors de la séance des questions d'actualité, le 13 février, on comptait 250 députés présents sur 577. On dépassait à peine la barre des 300 le lendemain. L'affluence est également en baisse notable lors des réunions de groupes du mardi. Certes, beaucoup de parlementaires ont la tête ailleurs : ceux de l'UDF sont absorbés par la compétition interne pour le renouvellement du président de la confédération, le 31 mars, et tous appréhendent l'échéance législative de 1998.

Beaucoup, au-delà de la loyauté affichée à l'égard du gouvernement, restent inquiets. Tout y contribue : la conjoncture économique médiocre ; l'oubli, dans le programme gouvernemental, de la réforme fiscale tant de fois annoncée ; le manque d'« élan » de la politique gouvernementale, selon l'expression de Charles Pasqua. Au point d'alimenter la rumeur sur l'éventualité d'un gouvernement « Juppé 3 », dans les mois à venir, susceptible d'élargir la base politique de l'équipe actuelle et de prendre acte de la volonté d'apaisement dans la majorité.

Olivier Biffaud et Gérard Courtis

M. Pasqua : « Il manque un projet d'ensemble »

Charles Pasqua estime qu'il « manque » un « projet d'ensemble » à l'action du gouvernement. Invité spécial de France 2, jeudi 29 février, l'ancien ministre de l'Intérieur a regretté que le gouvernement de M. Juppé traite « les problèmes sectoriels par secteur, colonne par colonne ». « Je trouve que la politique conduite actuellement n'est pas suffisante », a-t-il déclaré, en réclamant « des mesures profondes » et en ajoutant que « ce n'est pas avec des traitements homéopathiques que l'on va résoudre les problèmes ». M. Pasqua trouve en même temps « un peu injuste » que « les Français débattent Alain Juppé de ce qui va mal » car, a-t-il expliqué, « la politique (...) est aussi définie par le chef de l'Etat ». Pour le sénateur, président RPR du conseil général des Hauts-de-Seine, « si l'on veut redonner un peu de tonus à ce pays, il faudra un sérieux coup de rein et un grand effort. Le message devra d'abord être celui du président de la République ».

Le chef de l'Etat distance le premier ministre dans les sondages

LE SORT de Jacques Chirac et celui d'Alain Juppé dans l'opinion publique paraissent liés depuis leur arrivée à l'Élysée et à Matignon. Ils avaient dégringolé, l'un et l'autre, au fil de l'été et de l'automne 1995, vers des records d'impopularité. Or, depuis le début de l'année, leurs trajectoires semblent se séparer : le président de la République regagne peu à peu la confiance de son électorat, alors que le premier ministre ne parvient pas à surmonter le manque de confiance de l'opinion.

Après celles de BVA pour La Vie et de Gallup pour L'Express (Le Monde du 27 février), deux nouvelles enquêtes le confirment. La première a été réalisée par la Sofres, pour Le Figaro-Magazine (daté 2-8 mars), du 21 au 23 février auprès de 1 000 personnes ; la seconde par Ipsos, pour Le Point (daté 1^{er}-7 mars), les 23 et 24 février, auprès de 967 personnes. Selon la Sofres, la cote de confiance de M. Chirac s'est stabilisée à 40 %, contre 59 % d'opinions négatives. En un mois, au contraire, M. Juppé a perdu encore 2 points d'opinions positives (à 33 %), alors que les opinions négatives augmentent de 2 points, à 65 %, dont 40 % de personnes inter-

rogées qui ne lui font « pas du tout confiance ». Cette enquête a été réalisée, en partie, avant l'annonce par le chef de l'Etat de la réforme de la politique militaire.

Le sondage d'Ipsos, réalisé après cette intervention, accentue nettement le redressement de M. Chirac et l'incapacité de M. Juppé à remonter la pente. Selon cette enquête, le président de la République recueille en effet 43 % d'opinions positives, soit une hausse importante de 5 points en un mois, tandis que les opinions négatives baissent de 6 points, à 50 %.

12 POINTS D'ÉCART

Grâce à plusieurs interventions – notamment l'annonce de l'arrêt des essais nucléaires, puis de la suppression à terme du service militaire, ainsi que son voyage en province, dans les Deux-Sèvres – M. Chirac regagne du terrain chez les jeunes (+ 6 points d'opinions favorables chez les moins de 25 ans et + 9 points chez les personnes âgées de 25 à 34 ans) et auprès des professions intermédiaires (+ 9 points), ainsi que parmi les sympathisants du Front national (+ 18 points). De façon signi-

ficative, dans les trois enquêtes (Ipsos, CSA et Gallup) réalisées au lendemain de ses déclarations sur la politique de défense, le chef de l'Etat repasse nettement au-dessus des 40 % d'opinions positives.

En revanche, toujours selon Ipsos, le premier ministre ne recueille que 31 % d'avis favorables (en baisse de 4 points), contre 63 % d'avis négatifs (+ 3 points). M. Juppé enregistre surtout une forte baisse de popularité auprès des sympathisants de l'UDF, qui ne sont plus que 52 % à approuver son action, contre 69 % le mois précédent. Sa cote de confiance est plus élevée, naturellement, auprès des sympathisants du RPR (66 % d'opinions favorables, en baisse de 8 points).

L'écart entre la cote de confiance du chef de l'Etat et celle du premier ministre atteint donc 12 points, selon Ipsos, alors qu'il n'était que de 3 points le mois dernier. M. Juppé ne fait plus d'ombre à M. Chirac, et il ne l'entraîne pas, non plus, vers l'impopularité. Cela peut lui assurer une certaine longévité à l'hôtel Matignon...

G. C.

Vingt-quatre parlementaires en mission en neuf mois

LA QUALITÉ des relations entre un premier ministre et sa majorité parlementaire se juge aussi à l'aune des missions temporaires (six mois) dont sont chargés, à la discrétion du chef du gouvernement, députés et sénateurs. Leur objet, le rythme de leur attribution et l'efficacité de ceux qui en bénéficient sont des indicateurs tant du professionnalisme du cabinet de l'hôtel Matignon que de la nature de son rapport avec les parlementaires.

Sous l'impulsion de Bernard Pons, alors président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, Edouard Balladur, chef du gouvernement de la deuxième cohabitation, s'était vu reprocher de désigner d'innombrables parlementaires en mission dans les mois précédant l'élection présidentielle.

PLUS QUE SOUS M. BALLADUR

L'examen des nominations, depuis les élections législatives de mars 1993, montre que les parlementaires RPR sont les grands bénéficiaires de ces missions. Depuis 1993, 73 parlementaires ont été nommés (59 députés et 14 sénateurs), parmi lesquels 45 RPR, 26 UDF, 3 socialistes et 1 membre du groupe République et Liberté. En neuf mois à Matignon, Alain Juppé a nommé 24 parlementaires en mission (dont 20 députés), parmi

lesquels 15 RPR et 9 UDF. En vingt-cinq mois de gouvernement, M. Balladur avait désigné 49 parlementaires (dont 39 députés), qui se répartissent en 30 RPR, 17 UDF et 2 députés n'appartenant pas à la majorité.

Au cours de ses neuf premiers mois à Matignon, M. Balladur avait nommé 17 parlementaires en mission ; pendant les neuf derniers mois de nomination (la dernière est intervenue le 31 mars 1995), il en avait désigné 24. Il avait confié une mission à 2 femmes députées, Colette Codacciotti (politique, familiale) et Françoise de Veyrinas (emploi des jeunes), qui ont ensuite rejoint, puis quitté le gouvernement Juppé. L'actuel locataire de Matignon n'a nommé, lui, aucune femme.

Pour M. Balladur comme pour M. Juppé, un tiers environ des missions confiées aux députés et sénateurs sont destinées à l'information du premier ministre. Si certaines d'entre elles apparaissent, dans le cas de M. Balladur, comme des compensations pour des députés qui n'avaient pas eu accès au gouvernement, d'autres, dans celui de M. Juppé, peuvent être interprétées comme des remerciements après l'élection présidentielle.

Deux parlementaires ont bénéficié d'une mission confiée par les deux chefs de gouvernement :

Jacques Oudin, sénateur, et Nicolas Forissier, député. Le premier, ancien trésorier du RPR, s'est penché sur « les fondations à vocation politique », pour M. Juppé, après « l'organisation et le financement des transports entre la Corse et le continent », pour M. Balladur. Le second, membre du PR, s'est intéressé deux fois au même sujet. Avec M. Balladur, il s'agissait des « relations entre nos entreprises et les institutions communautaires » ; avec M. Juppé, de la « vérification que les procédures d'appui au développement de la présence de nos entreprises sur les marchés des pays de l'Union européenne sont bien adaptées ».

O. B.

Le contenu des ordonnances sur la Sécurité sociale se précise

LE GOUVERNEMENT n'a plus que quelques semaines pour mettre un point final aux trois ordonnances sur la Sécurité sociale qui, au terme de la loi d'habilitation, devront être prises avant fin avril. Alain Juppé a annoncé, mercredi 28 février, à l'issue d'une réunion interministérielle sur ce dossier, que ces textes portant sur la gestion des caisses, la régulation des dépenses de médecine de ville et l'hôpital seront présentés « au dernier conseil des ministres du mois d'avril ». Dans l'intervalle, une première mouture des ordonnances sera présentée les 12 et 13 mars aux commissions parlementaires compétentes, les partenaires sociaux étant, une nouvelle fois, consultés dans le cadre des « at-

eliers » de travail animés par quelques experts.

● La gestion de la Sécurité sociale. – Elle pourrait réserver une surprise. Alors que le renforcement du rôle du patronat dans les caisses d'assurance-maladie et d'assurance-vieillesse n'était pas inscrit dans les pistes de réforme tracées le 15 novembre 1995 par le premier ministre, celui-ci envisage d'instaurer un véritable paritarisme, se traduisant par un nombre égal de représentants des employeurs et des salariés dans les conseils d'administration des organismes. Instauré par une ordonnance de 1967, ce paritarisme avait été supprimé en 1982. Depuis, le patronat ne dispose que de sept sièges au sein de l'assurance-maladie (contre quinze aux syndicats). Toutefois, les « personnalités qualifiées » devraient être en plus grand nombre et les pouvoirs publics souhaitent ouvrir les caisses d'assurance-maladie aux associations de retraités et au mouvement familial.

● La maîtrise des dépenses de médecine de ville. – Le ministre des affaires sociales assure que les médecins devront respecter le plafond de dépenses annuelles (+ 2,1 % en 1996) sous peine de sanctions. Ce point, qui oppose à trois des quatre syndicats médicaux représentatifs (CSMF, FMF,

SML), constitue un enjeu capital. Jacques Barrot étudie un dispositif dans lequel la revalorisation des honoraires, accordée dans le principe en début d'année, n'interviendrait qu'à la fin de l'année si l'objectif des dépenses a été respecté, ces augmentations étant modulées selon l'activité de chaque praticien. S'ils dépassent ce plafond, les médecins devraient rétrocéder le trop-perçu, comme le font déjà les laboratoires de biologie et les cliniques.

● L'hôpital. – Pour assurer une meilleure allocation des moyens, une instance régionale regroupant l'Etat (Drass) et l'assurance-maladie (CRAM) répartira les dotations, après avoir passé un contrat pluriannuel où chaque établissement de soins précisera ses projets et ses perspectives d'activité. « Ce n'est pas la plus forte probabilité que cette instance soit présidée par le préfet », précise-t-on au ministère des affaires sociales. De plus, les schémas régionaux d'organisation sanitaire (SROS), qui définissent les besoins et les moyens au niveau de chaque région, deviendront opposables au moment du renouvellement des autorisations. En clair, des lits, des services ou des équipements devront fermer s'ils ne sont pas inscrits dans les SROS.

Jean-Michel Bezat

sessions tout au long de l'année

SALARIÉS

prenez au

CONGÉ INDIVIDUEL DE FORMATION

et suivez le

CYCLE DE MANAGEMENT SPÉCIALISÉ

3^e cycle de l'Institut Supérieur de Gestion

CONTACTER MARION DE LA TAILLE :

8, RUE DE LOTA - 75116 PARIS - (01-1) 53 70 70 06

ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR TECHNIQUE PRIVÉ RECONNU PAR L'ÉTAT

M. Léotard prône « un vrai dialogue » dans la majorité

APRÈS LE DÉJEUNER qui a réuni à Matignon, mercredi 28 février, Alain Juppé et Edouard Balladur, François Léotard, président du Parti républicain, s'est « réjoui », jeudi au Forum RMC-L'Express, « de voir que le premier ministre accepte qu'il y ait, à l'intérieur de la majorité, la nécessité d'un vrai dialogue, et même d'une espèce de compétition des idées ». « Nous voulons être une force de proposition. Je me réjouis de voir que M. Balladur l'est à sa manière. M. Séguin aussi. J'espère l'être à ma manière », a expliqué le candidat à la présidence de l'UDF. M. Léotard a réaffirmé qu'à ses yeux, dans la perspective des législatives de 1996, « du-delà du chef du gouvernement, il faudra une équipe nouvelle ». « Et si nous voulons une vraie victoire, il faudra que tout le monde mette la main à la pâte », a-t-il ajouté.

DÉPÊCHES

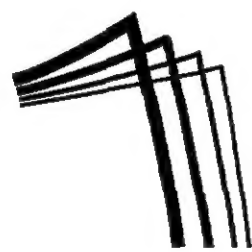
■ **CORSE**: Charles Pasqua, ancien ministre de l'Intérieur, a jugé « inacceptable » et qualifié de « provocation », jeudi 29 février au cours de l'émission Invité spécial sur France 2, la conférence de presse clandestine tenue par quelque 600 hommes en armes du FLNC-Canal historique à la veille de la visite en Corse de Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur, dans la nuit du 11 au 12 janvier. M. Pasqua a rejeté toute idée de « négociation » avec les nationalistes, en rappelant comment il avait, en tant que ministre de l'Intérieur, fixé les bornes du dialogue avec les nationalistes. M. Pasqua a aussi évoqué l'idée d'un éventuel « toilettage » des institutions corse.

■ **TEMPS DE TRAVAIL**: Michel Rocard estime que l'État devrait adresser « un signal marchand » aux entreprises pour les inciter à réduire la durée du travail. Dans un entretien au Figaro du vendredi 1^{er} mars, l'ancien premier ministre, sénateur (PS) des Yvelines et député européen, où il propose de marier « la réduction des charges patronales sur le travail compensée par une hausse de la CSG et l'annualisation du temps de travail », M. Rocard suggère de « baisser puissamment - 7 francs de l'heure, soit -10 % - le coût social de chaque heure travaillée en dessous de 32 heures, et de surtaxer à due concurrence - 28 francs de l'heure, soit 200 % - chaque heure travaillée au dessus de 32 heures ».

■ **CHÔMAGE**: la chambre criminelle de la Cour de cassation a jugé, mercredi 28 février, qu'un chômeur qui avait des occupations bénévoles à plein temps ne pouvait pas percevoir des allocations. Elle a rejeté le pourvoi d'un chômeur condamné pour avoir perçu des indemnités alors qu'il était occupé à plein temps par un club de modélisme. Selon la Cour, ce chômeur s'est rendu coupable de « fraude ou fausse déclaration pour obtenir des allocations d'aide aux travailleurs sans emploi ». Indues, car son activité au sein de l'association, « par son caractère permanent (...), l'a placé dans l'impossibilité de rechercher un autre emploi ».

■ **ÉLECTION**: Dominique Lefebvre (PS) a été élu maire de Cergy (Val-d'Oise), jeudi 29 février, en remplacement d'Isabelle Massin (div. gauche), qui avait remis sa démission le 16 février après le rejet de son compte par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques. M. Lefebvre était, depuis octobre 1994, adjoint chargé des finances et de la vie urbaine. Il est, par ailleurs, vice-président du syndicat de l'agglomération nouvelle de Cergy-Pontoise, chargé de l'urbanisme.

■ **RETRAITES**. Le conseil d'administration de l'AGIRC (régime de retraites complémentaires des cadres) a élu à sa présidence, jeudi 29 février, Emile-Yves Rio (CNPF), directeur des affaires sociales et des ressources humaines de Philips France. Il succède à Paul Marchelli (CFE-CGC), qui avait quitté ce poste en octobre 1995, après sa nomination au conseil de la politique monétaire de la Banque de France.



Institut MANPOWER
de recherches prospectives
en Ressources Humaines

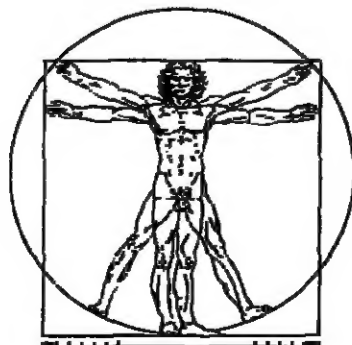
Le Prix Manpower
de l'ouvrage de Ressources Humaines a été décerné

à **Françoise KOURILSKY-BELLIARD**

pour son livre

«Du désir au plaisir de changer»

publié aux éditions InterEditions.



© ILLUSTRATION

La jeunesse communiste entend s'ouvrir « à tous ceux qui veulent changer la vie »

Lors de son congrès, le MJCF appelle à une marche nationale pour l'emploi des jeunes, le 18 mai

Le congrès du Mouvement de la jeunesse communiste française (MJCF) s'est ouvert, jeudi 29 février, à Villejuif (Val-de-Marne). Le conseil

national et le nouveau secrétaire général seront élus dimanche. Robert Hue devrait clôturer ces journées en insistant sur la nouvelle organisa-

tion des travaux, qui préfigure le déroulement du vingt-neuvième Congrès du PCF, en décembre à Paris, au Palais des Congrès.

DE MÉMOIRE de vieux jeunes communistes, on n'avait jamais vu ça. Dans la salle de Villejuif (Val-de-Marne), où se tient le congrès de la jeunesse communiste, il n'y a pas d'estrade. Un peu étonnés, les délégations étrangères apprennent aussi que, cette fois, on ne leur fera pas le fameux salut, et qu'elles ne liront pas de papier. « C'était émouvant, mais un peu figé », sourit Yasmine Boudjenah, vingt-cinq ans, responsable de l'Union des étudiants communistes (UEC).

Accueilli par une formidable standing ovation, le responsable de la jeunesse communiste cubaine, qui évoque l'affaire des deux Cessna abattus par la chasse de son pays, comprend vite son malheur. A peine le temps de décrire « le mensonge que la presse vient de créer, en faisant passer une légitime défense de la souveraineté pour une attaque de Cuba à la sécurité internationale », et le délire enthousiaste des 1 000 délégués laisse la place au micro baladeur - la nouvelle coqueluche communiste - et aux mains qui se lèvent pour participer au débat.

« Je ne suis pas d'accord pour dire « amen », tout le temps, à la ligne du Parti ou de la JC », lance un délégué des Alpes-Maritimes. Restons lucide ! Fidel Castro, c'est un dictateur, rien de plus. La révolution, d'accord, mais pas avec n'importe qui. Jean-Yves, de l'UEC de Lille, enfonce le clou : « Y'en a marre de ces mondes manichéens, tout blanc ou tout noir. Ce matin, j'entends parler de Bosnie unitaire, puis, l'après-midi, de Québec et d'Irlande du Nord indépendants. Il faut rester dans un point de vue d'analyse marxiste. Ne perdons pas de vue la lutte des classes ! » Ces débats, voilà

longtemps que la Jeunesse communiste les tient à l'ombre de ses « cercles ». « Mais c'est la première fois qu'on en parle en congrès », réchiffre Jean-Yves. Chacun devine aussi que samedi, lors de la séance traditionnellement réservée aux étudiants, le débat viendra sur leur rôle dans le mouvement de novembre et décembre 1995 : l'UEC n'a-t-elle pas été trop discrète, laissant le syndicat - l'UNEF - monter en première ligne ?

LES STALS SONT RARES

C'est toutefois sur la « mutation de l'identité communiste » et le refus de la JC de demeurer « l'avant-garde éclairée de la jeunesse » que les débats les plus vifs devaient se nouer vendredi. Dans un rapport de deux heures, la secrétaire générale du MJCF, Sylvie Vassallo, a en effet plaidé pour « l'ouverture » du MJCF. Il « devrait être l'association de tous ceux qui veulent changer la vie », a expliqué la secrétaire générale, qui a appelé, pour le 18 mai, à une « marche nationale pour l'em-

ploi des jeunes », où elle souhaite convier d'autres organisations, comme le Mouvement de la jeunesse socialiste (MJS), les syndicats étudiants et diverses associations.

Les mystérieux « stals » (stalliens) de la « coordination communiste » qui plaident « contre la déliquescence du MJCF » sont rares et discrets. « En gros, on est d'accord avec Robert Hue, explique un membre de l'UEC, mais il faut un minimum de formation pour les nouveaux venus. Si le communisme, c'est quand même un peu maigre... »

D'autres, plus jeunes, y trouvent leur compte. Question de « look », comme disent les rappers à casquette de la « fédération » de Seine-Saint-Denis ? « Entre la délégation bulgare ou la fédération du Rhône [réputée « orthodoxe »], et nous, y'a pas grand-chose à voir. Eux, ils font de la politique, nous on fait plutôt du social... »

Ariane Chemin

58 000 adhérents
revendiqués

malgré une forte baisse

Deuxième organisation de jeunes en France - après la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) -, le Mouvement de la jeunesse communiste française (MJCF) se réunit en congrès tous les trois ans. La secrétaire générale de la JC, Sylvie Vassallo, revendique 58 000 adhérents, mais reconnaît une perte de 10 000 adhérents depuis le dernier congrès. L'Union des étudiants communistes (UEC), la branche traditionnellement la plus « politique » du mouvement, en compte, pour sa part, 4 000.

La Jeunesse communiste publie un mensuel, *Avant-garde*, et, trois fois par an, *Charte*. Les deux titres devraient être renouvelés pour devenir « un outil non pas de propagande, mais de libération ».

Agir veut peser sur la rénovation de la gauche

LE MOUVEMENT AGIR, fondé le 14 février 1995, entend « participer à la rénovation des positions et des pratiques politiques » des partis de gauche. Présidé par Martine Aubry, ancien ministre socialiste du travail, Agir rassemble des militants qui viennent de « toutes les sensibilités » de cette gauche qui cherche à se renouveler : des socialistes, des communistes rénovateurs, des écologistes. Mais sur les 9 000 adhérents revendiqués, à travers quatre-vingt-quatre clubs locaux, seuls 20 % sont membres d'un parti (pour la majorité du Parti socialiste). La plupart sont des déçus de l'action politique ou n'ont pas encore franchi le pas d'un engagement partisan.

STIMULER « DOUCEMENT ET MODESTEMENT »

Jeudi 29 février à Paris, les animateurs d'Agir ont réuni une conférence de presse, en lever de rideau d'un colloque « autour du mouvement social » - en présence d'une assistance fournie -, qui sera lui-même suivi par une douzaine de forums en province. Les organisateurs ont insisté sur leur volonté de peser sur la « rénovation » de la gauche en cours. Aux côtés de Martine Aubry avaient ainsi pris place Charles Fiterman, ancien ministre communiste, en rupture du PCF et membre de la Convention pour une alternative progressiste (CAP), Philippe Herzog, membre du bureau national du PCF, Jean-Pierre Sueur, maire (PS) d'Or-

léans, et d'anciens dirigeants syndicaux comme Alain Obadia, ancien responsable des cadres CGT, ou Pierre Héritier, ancien dirigeant de la CFDT. « Les Français sont prêts à des réformes, à condition qu'elles soient négociées et justes », a assuré M^{me} Aubry.

Les animateurs d'Agir, qui veulent implanter leur mouvement « doucement et modestement », cherchent à tirer des leçons du mouvement social de la fin 1995, afin d'y déceler « comment on doit faire de la politique aujourd'hui ». « Il faut enclencher un processus qui fasse bouger tout le monde », a souligné Charles Fiterman, qui appartient, comme un autre ancien ministre communiste, Jack Ralhe, au conseil politique d'Agir.

Annoncé comme participant au colloque organisé par le PS, le 16 mars, sur la mondialisation, à l'instar de Robert Hue et de Jean-Pierre Chevènement, M. Fiterman a insisté sur la nécessité de développer des « lieux de débat pluralistes ». « Dans la démarche, nous partageons les mêmes orientations », a affirmé M. Herzog, soucieux que les Français ne fassent pas de Maastricht « un caillou ». « Nous ne devons pas dissimuler aux Français les causes intérieures de nos difficultés », a-t-il conclu, sans dissimuler, comme M. Fiterman, qu'une même démarche au sein d'Agir n'empêche pas l'expression des différences.

Michel Noblecourt

La large victoire de Marc Blondel a permis d'occulter le manque d'idées nouvelles au congrès de FO

IL NE MANQUAIT qu'une saynète finale : l'accolade et le baiser de paix échangés sur l'estrade par Marc Blondel et Jacques Mairé, après l'annonce des résultats du vote sur le rapport d'activité, jeudi 29 février, ont éteint la soif de légitimité et d'unanimité des trois mille trois cents délégués réunis à la porte de Versailles, à Paris. Un grand coup d'éponge et les joutes oratoires des trois derniers jours, les passes d'armes, voire les coups bas, se sont soudain effacés.

Imperator, le « camarade Marc » put alors ceindre son écharpe rouge et s'exclamer à la tribune : « Je ne vais pas jouer les faux modestes : vous m'avez fait plaisir. Ce n'est pas un vote contre des camarades à l'intérieur de l'organisation mais contre tous ceux qui, à l'extérieur, veulent tuer l'organisation. »

Reprenant le slogan du mouvement de novembre-décembre 1995 - « Tous ensemble ! Tous ensemble ! » -, les délégués débouts, certains agitant des écharpes rouges acclamaient « la paix des braves ».

78,1 % pour, 20,3 % contre, 1,6 % d'abstention. Le couperet du vote permet de solder à bon compte les tensions internes. Marc Blondel n'atteint certes pas la barre de 80 %, il fait six points de moins que lors du congrès confédéral de Lyon, il y a trois ans (où le rapport d'activité avait été approuvé par 84,2 % des mandats) : son score n'est pas « bergeronien », mais les temps ne le sont plus. M. Blondel conforte son autorité à la tête de l'organisation. « Toute l'opération menée par l'opposition interne a échoué », pourra-t-il commenter

sereinement hors du champ des caméras. Au-dessous de 20 % en faveur de l'opposition interne, le résultat du vote aurait été interprété comme un véritable camouflet pour cette dernière. Le score, somme toute modeste, obtenu par le secrétaire de l'Union départementale de Paris permet toutefois à ses partisans de ne pas baisser la tête.

« C'est le bas de la fourche », commente l'un d'entre eux, mais « de toute façon, le congrès était solidement verrouillé ». Serait, voire plutôt soulagé, Jacques Mairé a pu confier en aparté qu'il espérait que « dans trois ans, il y aurait deux candidats, plus jeunes et meilleurs que nous ».

UNANIMITÉ EN TROMPE-L'ŒIL

Le dix-huitième congrès de Force ouvrière va donc pouvoir se clore sur cette unanimité en trompe-l'œil. C'est d'abord sur le refus de tout rapprochement avec la CGT que le ciment de l'unité a pu prendre. « Je n'oublierai jamais que les communistes de la CGT nous ont virés de la CGT, notre maison, au nom de la défense des intérêts des salariés », a rappelé opportunément Marc Blondel, dans son discours. « Moi, je ne me rapprocherai pas de la CGT », a-t-il répété.

Les résultats partiels aux élections professionnelles de 1994 et 1995, rendus publics par la CGT (Le Monde du 1^{er} mars) ont toutefois jeté un certain froid. Les gains obtenus par la CGT et la CFDT, au détriment de Force ouvrière, ont été accueillis fraîchement par le secrétaire général, qui n'a pas exclu de faire une mise au point sur ces

chiffres. Au bout du compte, c'est sans aucune surprise que, samedi, au terme du congrès et dans le cadre d'un comité confédéral national (CCN), le parlement de Force ouvrière (qui réunit les secrétaires des fédérations et des unions départementales), Marc Blondel et ses principaux collaborateurs seront reconduits. Le maintien de la candidature de Jacques Mairé est de pure forme.

Auparavant, le travail en commission devait permettre, vendredi, d'adopter plusieurs résolutions d'orientations qui fourniront les bases des revendications de la centrale pour les trois ans à venir.

Sur ce point, des délégués ne cachaient pas leur embarras. Embrayant sur les propos de M. Blondel lui-même, qui avait constaté que « ce ne sont pas les idées qui font masse » au congrès, beaucoup déplorèrent que le débat d'idées ait été occulté par le combat des chefs.

Alain Beuve-Méry

Photos & coordonnées

Les cabinets ministériels de Juppé 2

Le 1^{er} volume du Guide du Pouvoir 96
Éditions Jean-François Doumic
T¹ (1) 42 46 58 10

Service de presse

SOCIÉTÉ

LE MONDE / SAMEDI 2 MARS 1996

SOCIAL L'Insee a publié, vendredi 1^{er} mars, l'édition 1996 des *Données sociales*. Edité tous les trois ans, ce volumineux rapport dresse un véritable panorama de la société

française dans les domaines les plus divers, santé, emploi, logement, revenus, loisirs, etc. ● **LE PATRIMOINE** des Français est notamment l'objet d'une des études. En augmentation

depuis vingt-cinq ans, il dépassait les 21 000 milliards de francs en 1994. Cette progression se double de considérables écarts. Ainsi, 10 % des ménages possèdent 50 % des

patrimoines, les professions libérales arrivant en tête. ● **LES PETITS MAUX** de la vie quotidienne font également l'objet de l'analyse. ● **L'EXCLUSION** est aussi traitée, de

nouvelles données étant livrées. Ainsi, plus de 23 000 personnes vivaient, en 1994, dans des centres d'hébergement et de réadaptation sociale.

Près de 10 % des foyers détiennent 50 % des patrimoines

Tous les trois ans, l'Insee dresse le palmarès des inégalités devant la fortune.

Les avoirs des ménages français dépassaient 21 000 milliards de francs en 1994. Leur progression recouvre d'importantes disparités

Si, EN PÉRIODE d'envolée du chômage, les inégalités devant l'emploi restent beaucoup plus l'attention que celles devant le patrimoine, ces dernières n'en sont pas moins considérables. C'est, en substance, l'une des conclusions à laquelle invite la dernière livraison des *Données sociales* de l'Insee, dont l'édition de 1996 est publiée vendredi 1^{er} mars.

Réalisé une fois tous les trois ans par l'Institut, en collaboration avec une vingtaine d'organismes publics spécialisés dans la recherche économique, statistique ou sociologique, ce document dresse un véritable panorama de la société française dans les domaines les plus divers : démographie, emploi, revenus, santé, condition de vie, précarité, etc. C'est donc aussi l'une des rares sources permettant de se faire une idée précise du montant des patrimoines possédés par les Français et de leur concentration.

Cette radiographie de la richesse - ou de la pauvreté - des Français permet d'abord de mesurer que, sur une longue période, le patrimoine a plutôt tendance à progresser. Le patrimoine net - déduction faite de l'endettement - est ainsi progressivement passé de

1956,5 milliards de francs en 1969 à 21 759,9 milliards de francs en 1994. Il faut toutefois relativiser cette envolée, car, en moyenne, au cours de ces vingt-cinq années, le patrimoine total des Français n'a jamais dépassé l'équivalent de quatre années de revenu disponible (soit le revenu après prélèvements et prestations sociales). Tout juste a-t-il été légèrement inférieur à ce seuil en début de période et légèrement supérieur en fin de période. Si les Français, globalement, s'enrichissent, ce n'est que très lentement.

ENDETTEMENT EN HAUSSE

Ce constat doit être nuancé par deux observations. D'abord, l'endettement des ménages progresse. Représentant à peu près sept mois de revenu disponible au début des années 70, il est désormais l'équivalent de neuf à dix mois de revenus. L'Insee relève que « la moindre croissance du pouvoir d'achat, l'augmentation des taux d'intérêt réels, les mesures contre le surendettement et la stagnation du marché immobilier » sont à l'origine de cette évolution. Ensuite, si le patrimoine augmente, cette évolution moyenne recouvre de gigantesques disparités.



L'Insee estime ainsi que le patrimoine brut (hors endettement et hors droits à la retraite) peut être estimé à 1,1 million de francs par ménage en 1992. Mais, la moitié des ménages déclarant posséder moins de 460 000 francs, on se doute bien que, du haut au bas de

l'échelle, les disparités sont très grandes. Ainsi, 10 % des ménages (les plus pauvres) détiennent-ils moins de 25 000 francs, tandis que 10 % (les plus riches) possèdent plus de 1,8 million de francs, soit un rapport de 1 à 75. Dans ce palmarès des inégalités,

les ouvriers sont, sans surprise, les plus mal lotis, avec un patrimoine brut moyen de 420 000 francs, juste derrière les employés (450 000 francs). Disposant d'un patrimoine professionnel, les agriculteurs exploitants font partie des favoris (2,34 millions de francs, soit plus du double de la moyenne des Français). En haut de l'échelle, on trouve les artisans, commerçants et chefs d'entreprise (2,83 millions de francs), les anciens indépendants non agricoles (2,9 millions de francs) et, surtout, les plus favorisés, les professions libérales (3,9 millions de francs).

L'ENJEU FISCAL

Au total, les inégalités qui séparent les Français face à l'argent apparaissent très importantes. On le savait dans le cas des revenus, c'est encore plus vrai avec le patrimoine. L'Insee publie d'ailleurs des statistiques éloquentes (voir graphique ci-contre). Celles-ci font apparaître que 50 % des ménages (les moins favorisés) se partagent seulement 25 % des revenus distribués en France et détiennent... 8 % des patrimoines. A l'autre extrémité de l'échelle, 10 % des ménages (les plus fortunés) se partagent 28 % de l'ensemble des revenus et

détiennent... 50 % des patrimoines.

Ces statistiques sont précieuses car, depuis la disparition du Centre des revenus et des coûts (CERC), décidée par le gouvernement d'Edouard Balladur, la mesure de ces évolutions était à établir. De surcroît, le CERC avait tenté d'établir un diagnostic dont l'horizon était malgré tout limité : ses experts cherchaient à cerner les seules évolutions de ce qu'il est convenu d'appeler le « patrimoine de rapport », c'est-à-dire le patrimoine dont les ménages peuvent tirer un revenu (immobilier de rapport, actifs financiers, etc.).

L'apport de l'Insee est donc décisif. Il permet de cerner les enjeux des débats permanents que suscitent la fiscalité sur le patrimoine, et notamment les droits de succession. Faut-il les abaisser, parce qu'ils sont « confiscatoires », ou bien faut-il qu'ils jouent un rôle de redistribution des richesses ? Les *Données sociales* apportent un éclairage décisif à la controverse.

Laurent Mauduit

* *Données sociales* 1996, Insee, 550 pages, 285 F (245 F jusqu'au 1^{er} juillet).

Plus de 23 000 personnes en CHRS

LES 762 CENTRES d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS) abritaient, au 1^{er} janvier 1994, 23 466 personnes : 70 718 hommes (dont 49 012 étaient seuls et 45 % âgés de plus de trente-cinq ans), 6 115 femmes et 6 641 enfants, dont près d'un sur deux avait moins de six ans. Les familles étaient constituées, près de neuf fois sur dix, d'une mère (au nombre de 3 480) et de ses enfants. 22 % des adultes avaient auparavant un logement personnel dont ils ont été expulsés ou qu'ils ont dû quitter (femmes battues ou abandonnées par leur conjoint). Les autres étaient hébergés chez des parents ou des amis (24 %), sortaient d'établissements sociaux, médicaux (surtout psychiatriques) ou pénitentiaires (34 %), ou étaient sans abri.

A peine un quart (24 %) des adultes avait une activité salariée, tandis que 36 % étaient au chômage, 19 % étaient inactifs (dont une majorité de femmes) et 18 % étaient en stades de formation (surtout des jeunes de moins de vingt-cinq ans) ou en activité d'insertion. Sur les quelque 12 500 personnes âgées de vingt-cinq ans et plus, 29 % percevaient le revenu minimum d'insertion (RMI), un

tiers des jeunes de moins de vingt-cinq ans n'ayant aucune ressource. L'entrée en CHRS (gérée par des associations loi 1901 et financée par l'Etat) permet d'abord d'avoir un toit. Pour une minorité de personnes accueillies, l'aide se limite à un gîte et un couvert. Les travailleurs sociaux assistent tous les autres dans leurs démarches administratives, juridiques ou professionnelles. Mais ils ne leur procurent pas d'emploi.

La réglementation des CHRS impose une participation financière des « locataires », en fonction de leurs ressources. Pour ceux qui n'en ont pas, cette participation peut prendre la forme d'une aide matérielle à la vie du centre. D'une façon générale, les personnes hébergées en CHRS, commente le document de l'Insee, « éprouvent des difficultés pour vivre de manière autonome » et sont « confrontées à des problèmes qu'elles n'ont pas su résoudre, la plupart du temps en l'absence ou par la défaillance de solidarités essentielles : famille, amis, voisinage, travail, etc. ». Leur séjour en CHRS « doit leur permettre d'acquiescer ou de retrouver une autonomie ».

M. C.

26 millions de Français ont des problèmes de vue

CE SONT des bobos, des petites misères qui gâchent la vie quotidienne : mal de dos, mauvaise vision, mal de dents, grippe et rhume. Ces petites misères ou affections « à priori sans gravité » sont rarement quantifiées. De la même façon, on sous-estime souvent la consommation de médicaments, les actes de soins et les interruptions d'activité que ces désagréments entraînent, alors qu'ils sont loin d'être négligeables. Ainsi ces petites maladies sont à l'origine d'une consultation sur trois chez le médecin de ville et d'un achat de médicament sur trois.

Les problèmes de vision sont particulièrement répandus. Tous les âges confondus, 45 % des personnes en souffrent, et leur proportion croît avec les années. Entre quarante et cinquante ans, le nombre de personnes concernées passe de quatre sur dix à six sur dix, en raison de l'augmentation de la presbytie et, à soixante ans, seule une personne sur dix se déclare indemne de tout problème visuel. La myopie est le trouble le plus répandu : 19 % des Français sont myopes, 4,5 % astigmates et 2 % hypermétropes. Après cinquante ans, 64 % des individus se considèrent comme presbytes. Six

personnes sur dix portent des lunettes ou des lentilles correctrices, soit 26 millions au total. La moitié d'entre elles ont plus de cinquante ans.

Les problèmes de dentition occupent la deuxième place en termes de fréquence. A dix-huit ans, seule une personne sur cinq a encore toutes ses dents en bon état : 7 % des hommes et 15 % des femmes ont dû se faire remplacer une ou plusieurs dents et près de 60 % ont déjà souffert de caries. Au total, 11,5 millions de Français portent une prothèse dentaire amovible. A partir de quarante ans, une personne sur cinq porte un dentier et, à soixante-cinq ans,

une sur deux. En un an, on a comptabilisé 70 millions d'actes dentaires - soit 1,4 acte par personne et par an. Toutefois, la moitié des adultes n'ont pas consulté de dentiste depuis un an en raison du coût des soins dentaires et de leur faible remboursement, et aussi parce qu'ils estiment « avoir de bonnes dents ».

MAL DE DOS

La grippe, le rhume et les pathologies aiguës des voies respiratoires sont également très fréquentes. Les enfants sont les plus touchés. Ces affections provoquent près d'un arrêt de travail sur cinq et près de la moitié des

absences scolaires. Les gripes, les angines et les bronchites sont particulièrement invalidantes. Elles entraînent des achats de médicaments dans plus de 80 % des cas, des consultations médicales dans 63 % des cas, mais très peu d'examen médicaux : 12 % des individus réalisent leurs achats sans ordonnance.

Près de 8 millions de personnes enfin déclarent connaître des problèmes de dos, les femmes davantage que les hommes. Un tiers des personnes souffrant du dos ont consulté un médecin, les généralistes assurant les trois quarts des consultations et les rhumatologues une sur sept. Une personne sur dix souffrant du dos a par ailleurs recours aux massagers-kinésithérapeutes. Au total, ces douleurs dorsales ont donné lieu à 7 millions de séances de kinésithérapie sur une période de trois mois - soit 28 % de l'activité de la profession - et à 4 millions de piqûres effectuées par des infirmières. De plus, 600 000 actes paramédicaux relevant des médecines parallèles, comme l'acupuncture ou l'ostéopathie, sont comptabilisés chaque année.

Michèle Aulagnon

L'asthme responsable de 2 000 décès en 1990

La mortalité provoquée par l'asthme a augmenté de 30 % en France entre 1980 et 1990 : près de 2 000 personnes sont décédées à cause de cette affection en 1990. « Même si les facteurs génétiques sont à prendre en compte, les facteurs d'environnement aérien jouent un rôle prépondérant dans cette évolution », note l'Insee. Ces chiffres sont rendus publics quelques semaines après la publication par le Réseau national de santé publique (RNSP) d'une étude montrant que la pollution de l'air aurait entraîné une mortalité cardio-vasculaire prématernelle de 30 à 50 personnes par an à Lyon et de 260 à 350 dans l'agglomération parisienne. Ces conclusions reposent sur des études épidémiologiques conduites dans le cadre du projet européen Aphaea (Air Pollution and Health) sur quinze villes (Le Monde du 7 février).

Bouillon DE CULTURE



200^e



Bernard Pivot mène un "vrai tête-à-tête" avec Alain Delon, "monstre sacré" du cinéma français, grand amateur d'art et collectionneur éclairé.

Ce soir - 22h35

2 France

Deux vies de « femmes alcoolisées » défilent devant la cour d'assises du Finistère

Un jour de boisson, Yvonne a poussé son amie Janine du haut d'un pont

Yvonne Léon, quarante-huit ans, a comparu, jeudi 29 février, devant la cour d'assises du Finistère. Poursuivie pour meurtre, éroulée pendant huit

mois, elle est accusée d'avoir poussé son amie Janine Rolland du haut d'un pont, un après-midi où elles avaient bu. A la barre, Yvonne Léon a lon-

guement raconté leurs vies de « femmes alcoolisées ». Elles s'étaient rencontrées, en 1993, lors d'une cure de désintoxication.

QUIMPER
de notre envoyé spécial
C'est une histoire de vertiges suicidaires et de rechutes éthyliques, le récit de deux vies-galères, dont s'est achevée le 8 avril 1994, en contrebas du pont Robert-Schuman, à Brest. Yvonne et Janine



avaient alors la quarantaine tassée par l'errance, et absorbaient quotidiennement deux ou trois litres de rosé et de bière. Des vies à la Zola, minées par l'alcool, taraudées par les dépressions et la mort qui rôde.

Yvonne Léon, quarante-huit ans, s'avance ce jeudi 29 février vers le box des accusés comme elle avait approché, ce jour de grosse pluie, la rambarde du pont brestois. Elle dit ne savoir pas grand-chose et ne se souvient de rien. Et puis là, face aux jurés des assises du Finistère, elle tend soudain la main pour mimer le geste. « Janine avait passé une jambe par-dessus la rambarde. Je suis arrivée et j'ai retiré sa jambe. Après, je ne sais pas. Elle s'est penchée à demi dans le vide. J'avais ma main sur son dos et... Il me semble que j'ai dû la pousser. Je peux pas vous l'affirmer, mais, oui, j'ai dû faire un geste pour la pousser. »

Il était 5 heures de l'après-midi, le pont était encombré par les embouteillages. Les témoins de la scène sont plus formels. Janine Rolland, alors âgée de quarante-trois ans, a une première fois enjambé le pont « toute seule », puis s'est ravisée. Une vive altercation a eu lieu entre les deux femmes. Janine a de nouveau franchi la rambarde. Yvonne l'a d'abord retenue par la taille, puis, soudainement, l'a « basculée », « poussée », « jetée », « lancée », selon les termes employés par les témoins. S'est-elle rendu compte de ce qu'elle avait fait ? « J'm'en fous, c'est ce qu'elle voulait », a-t-elle lancé à un

passant. Au poste de police, on lui a compté 2 grammes d'alcool dans le sang. Poursuivie pour meurtre, Yvonne Léon a été éroulée pendant huit mois. Pour la défense, il pourrait s'agir d'aide au suicide. Hébétée le jour des faits, comme à l'audience, l'accusée n'a même pas jeté un regard 35 mètres en contrebas du pont pour y voir l'image brisée d'une vie-miroir. Toute deux avaient un Roger pour mari, une Sonia parmi leurs filles. Leur amitié était née au cours d'une cure de désintoxication, en août 1993. Elles y avaient échangé leurs vies de « femmes alcoolisées », selon l'expression d'Yvonne.

DISSEMBLABLES
Janine, apprend-on par sa sœur, avait eu « une enfance difficile ». Celle d'Yvonne avait commencé sous le joug d'un père alcoolique et

violent, un couvreur-zingueur aux vertèbres brisées par un accident du travail. Elle a sept sœurs, dont quatre « alcoolisées », et l'alcool a tué prématurément son seul frère. Yvonne et Janine avaient toutes deux fondé un foyer, éduqué des enfants. Mais les maris avaient fait défaut. Celui de Janine était décédé. Celui d'Yvonne, un CRS « qui buvait avant d'entrer dans la police », était toujours en mission. Alors, elles ont bu. « Un petit verre d'alcool pour donner un petit coup de fouet », confesse Yvonne, ça a commencé comme ça. Elles ont bu, puis somnolent. De cure en cure, pour Yvonne. De tentatives de suicide en tentatives de suicide, pour Janine, chez qui la famille avait fini par « installer des plaques électriques pour éviter qu'elle n'ouvre les bouteilles de gaz ».

Mais Yvonne et Janine n'étaient pas non plus totalement fâchées du même bois. Alors que Janine ne

cessait de parler de mort et jetait en pâture à ses proches ses envies d'autodestruction, Yvonne s'était impliquée activement dans l'association Vie libre, où d'anciens alcooliques prennent en charge des malades. Elle avait trouvé un petit boulot d'aide ménagère, puis un poste de gardienne d'immeuble. Janine broyait du noir. Les derniers temps, elle s'était faite plus pressante. Yvonne avait dû se mettre sur liste rouge. L'amitié était devenue violente. « On peut imaginer, note un expert psychiatrique, que, pour Janine Rolland, cette volonté de suicide n'était qu'un nouvel appel à l'aide. Mais que, cette fois, l'accusée n'était plus en mesure de répondre. » Ce fut donc une nouvelle rencontre, trois kits et deux demi avalés dans un bar, et un taxi commandé pour se rendre vers un pont.

Jean-Michel Dumay

Garde à vue prolongée pour un orteil écrasé

ONZE HEURES de garde à vue dont six en dépit d'une remise en liberté ordonnée par le parquet : Baya Zouaoui, sobriquet trois ans, et sa fille, Sadia Kaced, ne sont pas près d'oublier ce que peut coûter de marcher sur les pieds d'un policier. Surtout lorsque, comme ce mardi 27 février, l'incident se transforme en affrontement et en insultes. Entre 12 heures et 23 h 30, elles sont passées par trois commissariats parisiens, sans oublier l'Institut médico-judiciaire de l'Hôtel-Dieu.

Lorsque les deux femmes montent dans l'autobus 29, ce matin-là, elles pensent simplement à la consultation d'ophtalmologie à l'hôpital des Quinze-Vingts, où la mère a rendez-vous. Mais, dès le départ du véhicule, les choses se gâtent. M^{me} Zouaoui marche sur les pieds d'un grand blond d'une trentaine d'années. Le jeune homme réclame des excuses, la vieille femme s'exécute. A partir de là, les versions divergent. Elles racontent qu'il ne veut rien entendre, se met à crier des propos racistes, puis giffe l'une d'elles. Lui assure que la senégaïse lui marche à nouveau sur le pied et l'insulte. Tous les trois se retrouvent sur le trottoir, rue Vieille-du-Temple. Nouveaux cris, nouvel échange de coups, sous le regard de quelques témoins aujourd'hui introuvables. Les deux femmes veulent appeler la police. C'est alors que le jeune homme sort sa carte d'inspecteur.

Les deux femmes sont conduites au commissariat de

la rue Beaubeourg (3^e arrondissement), où elles sont placées en garde à vue. Vers 17 h 30, le parquet de Paris, averti par la famille, ordonne leur remise en liberté. Reste une formalité à accomplir : un examen aux urgences médico-judiciaires de l'Hôtel-Dieu. La mère souffre en effet d'ecchymoses, la fille, encoincée, a perdu deux dents à pivot et se plaint de maux de ventre. Toutes deux reçoivent une incapacité temporaire de travail (ITT) de trois jours, tandis que l'inspecteur, lui aussi examiné pour des contusions et des griffures, est arrêté deux jours.

Loin de retrouver alors leur liberté, elles sont ramenées au poste de police, puis transférées au commissariat de la mairie du 3^e, avant de finir leur course à la 3^e division de police judiciaire, dans le 10^e arrondissement. Ce n'est que vers 23 h 15, après une nouvelle intervention du parquet, que les deux femmes seront finalement libérées.

L'inspecteur a déposé plainte pour violence volontaire et outrage à agent. La mère et la fille s'apprentent à faire de même. Le parquet de Paris a, « par simple précaution », souligné-t-il, saisi l'inspection générale des services (IGS), la police des police, afin d'y voir plus clair.

Nathaniel Herzberg

Un médecin est interdit d'exercice pour avoir prescrit du Temgésic

« IL EST INFLIGÉ au docteur Albert Cohen la peine d'interdiction d'exercer la médecine pendant deux ans, qui prendra effet le 1^{er} mars 1996 et cessera de porter effet le 28 février 1998 à minuit. » La sentence est tombée le 13 décembre 1995. Elle est signée par le docteur Coudurier, président de la section disciplinaire du conseil national de l'ordre des médecins. Qu'a donc fait le docteur Cohen ? Il est accusé d'avoir « fait courir à ses patients des risques injustifiés en prescrivant du Temgésic à raison de huit comprimés par jour » alors que « ce médicament ne doit pas être utilisé dans le sevrage des toxicomanes ». En octobre 1994, le généraliste avait été condamné à un « avertissement simple », pour ces mêmes

faits, par la section disciplinaire du conseil régional de l'ordre des médecins.

Après avoir longtemps été hors la loi, la prescription de ce médicament antidouleur aux héroïnomanes est désormais officiellement préconisée. La décision prise à l'encontre du docteur Cohen a d'ailleurs précédé de quelques semaines seulement la mise sur le marché du Subutex, une version rigoureusement identique au Temgésic (buprénorphine), mais plus dosée. Le médicament est cette fois expressément indiqué dans le « traitement de substitution des pharmacodépendances majeures aux opiacés, dans le cadre d'un suivi médical et psychosocial fondé sur un accord entre le patient et son méde-

cin ». Le docteur Cohen a certes un passé pour deux certificats préjudiciaires délivrés lors d'un « mariage blanc ». Dans une lettre adressée le 9 février au président du conseil national de l'ordre, il explique n'avoir agi « que par compassion et sans aucun but lucratif » et il estime s'être fait « piéger ».

UNE STRATÉGIE LÉGITIME

En l'absence de cadre légal, il bricolait sans doute la délivrance des médicaments de substitution à ses patients toxicomanes. Cette stratégie thérapeutique visant à diminuer au minimum les risques sanitaires (sida, hépatites) et sociaux (délinquance) chez les usagers de drogues par voie intraveineuse a ensuite été légitimée par Simone Veil et Philippe Douste-Blazy lorsqu'ils étaient en charge de la santé.

Accusation plus lourde à porter : le généraliste aurait signé un certificat de décès par mort naturelle « alors qu'il n'ignorait pas que le défunt avait succombé à une dose excessive de stupéfiants », a indiqué le conseil. Le condamné s'occupe de toxicomanes depuis trente ans. Il soutient que « ce certificat fut rédigé devant l'inspecteur de police appelé par (ses) soins justement pour déclencher une enquête et à sa demande » et assure que le parquet a abandonné les poursuites qu'il en courait. La branche parisienne du

syndicat MG France s'est émue du sort réservé au médecin. Dans un communiqué publié mercredi 28 février, MG Paris « s'étonne que (...) des soins de substitution à des toxicomanes fortement dépendants aux opiacés aient été jugés contraires à l'honneur de la médecine ». Le syndicat s'en prend au conseil de l'ordre à propos des pratiques thérapeutiques de réduction des risques, « dont on peut se demander si leur validation plus précoce n'aurait pas permis de mieux contrôler l'épidémie dramatique de sida et d'hépatites ».

Jugeant « suspect l'acharnement procédurier dont est victime le docteur Albert Cohen », MG Paris évoque le fait que le praticien soit « un témoin capital dans une affaire de trafic de stupéfiants dans laquelle le conseil départemental de l'ordre de la Ville de Paris pourrait être mis en cause pour complicité d'homocides ». Le généraliste avait en effet signalé, le 27 avril 1993, au conseil départemental de Paris les agissements du docteur Khouli, un médecin parisien arrêté trois mois plus tard par la brigade des stupéfiants, condamné pour homicides involontaires et incarcéré (Le Monde daté 13-14 juin 1993). Le docteur Cohen a déposé un recours devant le Conseil d'Etat.

Laurence Folléa

Toxicomanes et généralistes

Une étude sur « la place des généralistes dans la prise en charge des toxicomanes » réalisée par la société EVAL pour l'année 1995 révèle une certaine « fidélisation de la clientèle des toxicomanes ». La moyenne, sur tout le territoire, est de 4,3 toxicomanes vus par médecin et par an, soit une file active d'environ 200 000 personnes. Plus de la moitié prescrivent des médicaments de substitution à l'héroïne, dont la buprénorphine. « La perception de ces produits a changé : ils sont actuellement souvent considérés comme des outils de traitement et non plus comme le remplacement d'une drogue par une autre », commentent les chercheurs. Parmi les médecins refusant de recevoir des toxicomanes, les trois quarts invoquent « l'absence de demande » et le quart restant « refuse personnellement » ce type de patient.

La commission de contrôle expertise les comptes rendus des écoutes visant M. Krivine

Son président réserve ses conclusions à M. Juppé

LA COMMISSION nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS) poursuit ses investigations sur les écoutes téléphoniques visant le dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) Alain Krivine et l'ancien gendarme Paul Barril récemment révélées par Le Journal du dimanche (Le Monde du 27 février). Son président, Paul Bouchet, entend réserver la primeur de ses conclusions au premier ministre, Alain Juppé, dans le courant de la semaine prochaine. Si la réalité des écoutes ne semble faire aucun doute, selon ceux qui en ont été victimes, en revanche la nature des transcriptions dactylographiées laisse planer un doute sur leur origine. La présentation de ces comptes rendus diffère en effet sensiblement des transcriptions d'écoutes réalisées par le Groupement interministériel de contrôle (GIC), chargé d'effectuer les écoutes administratives d'origine gouvernementale et placé sous l'autorité directe de Matignon.

Selon les victimes de cette opération d'espionnage, qui ont désormais pu consulter les comptes rendus les concernant, la réalité de l'interception de leurs conversations n'en est pas moins avérée. A la lecture de la transcription d'un entretien téléphonique daté du 25 mars 1992 avec un journaliste parisien, Alain Krivine est ainsi formel : « Il est absolument évident que cette conversation a été écoutée, nous a-t-il déclaré. Mais il y a eu réécriture complète de l'entretien, dont je ne reconnais ni le style ni la tonalité. » Marquées d'un tampon « Source secrète » et rédigées sous le nom de code « Pêcherie » (la ligne branchée est celle du siège de la LCR), ces deux pages dactylographiées reproduisent un entretien au cours duquel sont évoquées des considérations sur l'actualité politique du moment.

La question que devra trancher la CNCIS est de savoir si une telle transcription d'écoute administrative peut avoir été effectuée au GIC. Une réponse positive ne manquera pas d'embarrasser la commission elle-même dans la mesure où, à cette époque (mars 1992), les vérifications que la loi du 10 juillet 1991 l'a chargée d'effectuer sont devenues régulières et effectives. Depuis octobre 1991, une fois par semaine, son président, Paul Bouchet, se rend au centre d'enregistrement des invalides pour s'assurer que les écoutes en cours sont justifiées par l'un des cinq motifs légaux mentionnés dans l'article 3 de la loi de 1991 : « Peuvent être autorisées, à titre ex-

ceptionnel (...), les interceptions de correspondances émises par voie de télécommunications ayant pour objet de rechercher des renseignements intéressant la sécurité nationale, la sauvegarde des éléments essentiels du potentiel scientifique et économique de la France, ou de la prévention du terrorisme, de la criminalité et de la délinquance organisée, et de la reconstruction ou du maintien de groupements dissous en application de la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et les milices privées. »

Il est clair que les écoutes révélées par Le Journal du dimanche contreviennent à ces dispositions légales, tant par leurs cibles que par le contenu des conversations enregistrées dont la transcription viole aussi bien la vie privée que le secret professionnel. Les services du GIC ont-ils couru le risque d'être pris en aussi flagrant délit d'illégalité ? D'autant que les écoutes visant directement les lignes de MM. Krivine et Barril ne correspondent pas davantage à la loi qui stipule : « Dans les correspondances interceptées, seuls les renseignements en relation avec l'un des objectifs énumérés à l'article 3 peuvent faire l'objet d'une transcription. »

« PROFESSION DITE SENSIBLE »

La commission de contrôle avait, en outre, exigé que les écoutes demandées par Matignon soient accompagnées des « renseignements les plus complets sur la profession des personnes dont l'écoute est demandée, afin qu'elle puisse s'assurer qu'il ne s'agit pas d'une profession dite sensible [avocat, journaliste], pouvant légitimement prétendre à une protection particulière ou d'une fonction politique ou syndicale. »

La commission a déjà examiné les sept comptes rendus concernant Alain Krivine et Paul Barril (code « Rillon ») qui sont à sa disposition. Elles les soumet à des expertises, avant de se prononcer sur leur authenticité et leur caractère légal, puis de rendre ses conclusions au premier ministre. Vouloir savoir qui a commandité l'espionnage de ses communications pendant plusieurs mois – un deuxième compte rendu est daté du 23 octobre 1991 –, M. Krivine envisage de saisir prochainement la commission. Ses deux avocats, M^{rs} Henri Leclerc, président de la Ligue des droits de l'Homme, et Antoine Comte, s'apprennent parallèlement à porter plainte devant la justice pénale.

Erich Inciyan

Reynolds France dément avoir cherché à contourner la loi Evin

LA SOCIÉTÉ RJ Reynolds Tobacco France (Camel, Winston), a affirmé, jeudi 29 février, n'avoir jamais cherché à contourner la loi Evin contre la publicité en faveur des produits du tabac. Le fabricant a réagi à la publication, dans ces colonnes, des plans stratégiques de la firme pour les années 1993-1997, saisis voilà plus d'un an lors d'une perquisition (Le Monde du 28 février). RJ Reynolds Tobacco France précise que ces études ont été effectuées avant l'application effective de la loi Evin, le 1^{er} janvier 1993.

Ces études « envisageaient différentes hypothèses d'application de la loi », se justifie le fabricant, assurant que « dès qu'un premier jugement hostile à l'utilisation de marques de tabac par des produits de diversification est intervenu – en 1994 seulement –, les titulaires de licences Camel et Winston ont cessé toute publicité en faveur des produits concernés ».

■ **SIDA** : le tirage au sort des malades pour un médicament « peut être utilisé lors d'expérimentations cliniques » mais est « inacceptable par le médecin en thérapeutique » pour des malades atteints de sida, a estimé le conseil national de l'ordre des médecins dans un communiqué publié jeudi 29 février.

■ **RWANDA** : l'évêque de Viviers (Ardèche), Mgr Jean Bonfils, a pris vigoureusement la défense du prêtre rwandais Wenceslas Munyeshyaka, soupçonné d'avoir participé aux massacres dans son pays, affirmant, dans un communiqué publié jeudi 29 février, que l'Église catholique était victime en France d'un « tribunal de l'opinion publique ».

■ **GAFFAIRES** : Elie Castor, ancien député et président du conseil général de Guyane et actuel maire de Sinnamary, a été mis en examen jeudi 29 février dans le cadre de l'affaire Pacary par le juge d'instruction parisien Edith Boizette. Le juge le soupçonne d'avoir élaboré et autorisé une fausse délibération du conseil général de Guyane, au terme de laquelle celui-ci se portait caution à 100 % auprès des banques pour une entreprise locale. Le financier Michel Pacary, déjà mis en examen et éroulé dans cette procédure, se serait chargé de débiter un crédit pour le compte de l'entreprise visée, moyennant une commission de 800 000 F.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Attendu que par jugement rendu le 26 Octobre 1995 par la 3ème Chambre Section 2 du Tribunal de Grande Instance de PARIS, le Tribunal a dit que le Centre LECLERC de LEVALLOIS-PERRET (Société Anonyme LEVALLOIS DISTRIBUTION) avait :

Par l'usage abusif du titre de pharmacien, décliné sur une pancarte et sur des badges portés par le personnel ;

Par la présentation extérieure et intérieure du magasin qui fait appel à un jeu de couleurs, lequel ne peut que rappeler celui utilisé dans les officines de pharmacie ;

Par la présence dans ses rayons d'un produit que seuls les pharmaciens et les opticiens sont en droit de distribuer ;

Cherché à bénéficier du renom acquis par les pharmaciens d'officines dont l'activité relève du contrôle du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens.

Le Tribunal a dit dans cette même décision que le Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens est bien fondé à demander que l'atteinte portée à l'intérêt collectif de la profession par de tels agissements parasitaires soit réparée.

Ainsi le Tribunal a :

- condamné la Société LEVALLOIS DISTRIBUTION à cesser d'utiliser les

affiches publicitaires, pancartes et badges faisant état du titre de « pharmacien » et de la qualité de « pharmacien conseil » et ce, sous astreinte de 1.000 F par jour de retard passé un délai d'un mois qui suivra la signification de la décision.

- condamné en solidaire la Société LEVALLOIS DISTRIBUTION, le Groupement d'achat Edouard LECLERC et l'Association des Centres Distributeurs Edouard LECLERC à verser au Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens une somme de 80.000 F en réparation de l'atteinte portée à l'intérêt collectif de la Profession de Pharmacien.

- autorisé le Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens à faire publier le présent

jugement en entier ou par extraits dans 3 journaux ou revues aux frais de la Société

LEVALLOIS DISTRIBUTION, du Groupement d'achat Edouard LECLERC et de l'Association des Centres Distributeurs Edouard LECLERC.

سكس ايام

DISPARITIONS

Jean-François Saily

Vingt ans au service du « Monde » dans la fidélité à la culture ouvrière

Jean-François SAILY, directeur de la préparation au Monde, est mort, mercredi 28 février, à l'âge de quarante-neuf ans.

Il était entré dans la vie professionnelle à quatorze ans, comme apprenti dans une imprimerie de Meaux. Avec ses yeux d'adolescent, il découvre un métier dont il ne devine pas encore la richesse et qui va transformer son existence. Il apprend sur le tas les différentes tâches du typographe, allant de donner vie à un texte en jouant avec des lettres mobiles jusqu'au travail minutieux du rangement des caractères dans les cases un par un.

Le métier le passionne. Il s'y engage avec détermination. Linotypiste chez Moriamé de 1969 à 1974, il entre au Monde en avril 1975. Parallèlement, il occupe de 1971 à 1982 des responsabilités importantes au bureau de la

Chambre syndicale typographique parisienne (CSTP).

Jean-François Saily s'aperçoit très vite que sa profession doit préparer l'avenir si elle ne veut pas disparaître. Le dur conflit du Parisien libéré, qui secoue la presse parisienne de mars 1975 à août 1977, en est l'illustration. Il met tout son savoir-faire et sa conviction au service d'une profession pour la faire évoluer dans les techniques qu'elle implique.

Cette philosophie inspirera, dès fin 1976, la direction du Monde dans sa démarche de modernisation, qui s'achèvera en décembre 1981. Mais le plus dur reste à faire : domestiquer la technique pour assurer la sortie du quotidien. Il s'investit complètement dans l'informatique de composition pour satisfaire les exigences de la fabrication.

Chargé du développement, il

participe au choix puis à la mise au point du nouveau matériel informatique SII, qui conduira sans heurts, en 1990, les journalistes au système rédactionnel.

En mars 1994, quand Jean-Marie Colombani accède à la direction du Monde, il charge Jean-François Saily d'étudier la prochaine étape de modernisation de l'entreprise.

Homme de dialogue et de réflexion, il avait su acquiescer l'estime de tous. C'est ainsi que les cadres actionnaires de l'entreprise l'ont élu en juillet 1995 à leur conseil d'administration avant de le choisir comme président.

En prenant ses fonctions, il avait su convaincre chacun avec sa courtoisie légendaire que l'ancien typographe qu'il était saurait être le représentant de tous les cadres de l'entreprise.

Alain Fourment

Le comité intersyndical du Livre parisien : « Nous perdons un homme remarquable, qui a joué un rôle important dans la vie et le développement du Monde. En témoignage de notre sympathie, nous adressons à la famille de Jean-François Saily, à ses proches et au personnel du journal, nos sincères condoléances. »

Les ouvriers et cadres techniques CGT du Monde : « Notre tristesse est grande devant la disparition d'un homme encore jeune, qui était apprécié pour ses qualités humaines et estimé pour sa rectitude dans les diverses fonctions professionnelles et syndicales qu'il occupa : d'abord délégué du personnel, représentant syndical CGT au comité d'entreprise, membre du bureau de la Chambre typographique, puis chef de la composition, et enfin, directeur de la préparation, par une nomination récente qui faisait de lui un interlocuteur direct de la direction générale. Comme militant syndical, habile négociateur maîtrisant parfaitement les dossiers techniques, il sut défendre les intérêts immédiats de ses camarades, tout en trouvant les solutions d'avenir qui permettaient aux anciens typographes de conserver leur place dans la fabrication de l'écrin. Ces qualités, il sut les mettre à profit quand il passa, par la promotion ouvrière, à l'encadrement, où il tenta de poursuivre la même ac-

tion sur un autre plan : permettre à de vrais professionnels sachant s'adapter de maintenir dans un nouvel environnement l'art des "hommes du plomb". »

Claude Fortin, délégué syndical CGT SA Le Monde : « Le 28 février, notre camarade Jean-François Saily a été emporté par la maladie. Bien que ces quelques mots ne suffisent pas à exprimer véritablement les sentiments que j'éprouve, c'est surtout le souvenir de l'homme avec un grand H que je garderai de lui. Sa gentillesse n'était pas une légende. Son humanisme restera la qualité première que je lui connaissais. C'est à sa femme, à ses enfants que je pense aujourd'hui. »

Les Journalistes CGT, CFDT et SNJ du journal Le Monde ont appris avec tristesse la disparition de leur camarade et ami Jean-François Saily, un humaniste aux convictions fortes, qui a servi avec succès et lucidité le journal dans le cadre des responsabilités diverses qu'il a assumées. Ils tiennent à exprimer leurs condoléances à sa famille.

La section employée CGT du journal Le Monde, extrêmement touchée par la disparition de Jean-François Saily, tient à dire à sa famille et à ses proches sa très profonde tristesse. « Nous l'estimons ; nous avons perdu un ami. »

La Société des rédacteurs du Monde : le conseil d'administration de la Société des rédacteurs du Monde apprend avec beaucoup de peine la disparition de Jean-François Saily, dont il avait su apprécier la gentillesse, la compétence et l'ouverture d'esprit à la tête de la Société des cadres de notre quotidien. Au nom des journalistes du Monde, il présente ses sincères condoléances à sa femme et à ses enfants.

CHOHREH FEYZDJOU, artiste d'origine iranienne, est décédée à Paris le 17 février, à l'âge de quarante ans. Née à Téhéran, elle vivait depuis peu à Paris. Son œuvre a été découverte par le public français lors des expositions au CAPC de Bordeaux (« GAS », « Grandiose Ambitieux Silencieux », 1993) et à la Galerie nationale du Jeu de Paume (« Invitations », 1994). A l'étranger, Chohreh Feyzjou a notamment exposé en Allemagne (à Coblenz en 1993) et aux Pays-Bas (à Rotterdam en 1994, à Otterlo en 1995). Depuis le 13 mai 1995, l'artiste avait transformé l'un des espaces de la galerie parisienne Le Monde de l'Art rive gauche en « Boutique ». Ce projet sera présenté jusqu'au 20 avril.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Brigitte LATAPPE, Mikl DARIN et Edith sont heureux d'annoncer la naissance de

Gabriel,

le 20 février 1996, à Paris.

59, rue du Temple, 75004 Paris.

Béatrice et Olivier VARENNE, Sophie et Nicolas ont la joie d'annoncer la naissance de

Matthieu,

le 23 février 1996.

Décès

Patrick BAUDET, ancien élève de l'Ecole normale supérieure (rue d'Ulm), agrégé de philosophie, ancien chargé de recherche au CNRS, ancien président des pensionnaires de la Fondation Thiers,

est décédé, à Paris, le 22 février 1996, à l'âge de trente-huit ans.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale.

Une messe sera célébrée le mardi 5 mars, à 10 heures, en l'église paroissiale de Fauguerolles (Lot-et-Garonne).

De la part de M. et Mme Pierre Baudet, ses parents, Jérôme, son frère.

32, rue du Faubourg-Saint-Arnaud, 75012 Paris.

47400 Fauguerolles.

- Son épouse,

Ses enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Lise BADOUC-DENNERY,

survenue en son domicile, le 28 février 1996.

L'inhumation aura lieu ce vendredi 1er mars, au cimetière de Chazelles (Allier), dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Le 27 janvier 1996, disparaissant

brutalement

Thierry DORIDANT,

DRH.

A tous ceux qui l'ont connu et aimé,

- Sa fille, son épouse, toute sa famille et tous ses amis.

L'inhumation aura lieu le mercredi 6 mars, à 10 h 45, au cimetière du Père-Lachaise, Paris-20.

- Mme Mireille Gay,

son épouse,

Ses enfants et petits-enfants,

Ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Marie GAY,

survenu le 21 février 1996, à Paris, dans sa soixante-dix-huitième année.

Le service religieux en l'église d'Orgeval (78), et l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière d'Orgeval, ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

- Notre amie le docteur pédiatre

Salka KLAJNER DIAMENT,

nous a quittés le 27 février 1996.

Avec Salka, disparaît un peu de notre histoire d'enfant et d'adolescent.

Après avoir combattu dans la Résistance, elle poursuit son engagement auprès des enfants de déportés.

Toujours disponible, ne ménageant pas sa peine, elle a toujours su nous offrir son aide et son réconfort pour nous-mêmes, et plus tard pour nos enfants.

Avec émotion, nous nous associons à sa famille, à ses amis, pour lui rendre un dernier hommage d'affection et d'estime.

Les Enfants de déportés recueillir dans les foyers de l'Union des Juifs pour la Résistance et l'entraide (UJRE).

- Le président de l'université Claude-Bernard Lyon-1,

Le vice-président de la Fédération sciences,

Tous les personnels de l'université Claude-Bernard,

Et en particulier ceux de biologie végétale,

ont le regret de faire part du décès de

M. Robert KUHNER,

professeur honoraire

de botanique et mycologie,

membre correspondant

de l'Académie des sciences.

- François Saily,

son épouse,

Frédérique, Laurence, Nicolas, ses enfants,

M. et Mme Jean Saily,

ses parents,

Ainsi que tous les membres de sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Jean-François SAILY,

survenu le 28 février 1996, à l'âge de quarante-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Magny-le-Hongre (Seine-et-Marne), le lundi 4 mars, à 14 h 30.

L'inhumation se fera au cimetière de Magny-le-Hongre, à l'issue de la cérémonie.

Chemin de Saint-Maur, 77700 Magny-le-Hongre.

- Les membres du comité d'entreprise de la SA Le Monde

ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Jean-François SAILY,

et s'associent à la peine de sa famille.

C'est en tant que représentant syndical que Jean-François a collaboré avec efficacité aux activités du comité d'entreprise.

- La Société des cadres du Monde a la tristesse de faire part du décès, le 28 février 1996, de

Jean-François SAILY,

son président.

- Très émue par la disparition de notre

ami

Jean-François SAILY,

la section CGT cadres administratifs et techniques du journal Le Monde présente à sa famille ses plus sincères condoleances.

(Lire ci-dessus)

- Le président,

Le secrétaire général,

Le conseil d'administration,

Ses collègues,

Et l'ensemble du personnel de la

Fédération des conseils de parents

d'élèves des écoles publiques,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Edmond LANIER,

leur collaborateur depuis de nombreuses

années.

Nous perdons en lui un homme généreux. Ses qualités d'homme libre et intègre, sa culture et son souci permanent d'œuvrer pour les droits des jeunes le rendront inoubliable au sein de notre Fédération.

Ses amis et ses collègues pourront assister à ses obsèques civiles le lundi 4 mars 1996, à 12 h 15.

Elles auront lieu en crématorium du Père-Lachaise.

René LE VAN KIM,

architecte DPLG,

est décédé accidentellement à l'île de la Réunion le 26 février 1996.

L'espoir est maintenant éternel.

Sa famille, ses amis.

- Rose Zilberg,

son épouse,

France et Bernard Zilberg,

Arlette Zilberg et René Colbey,

Bruno, Liza, Jérémie, Jonathan,

Martine,

ses enfants et petits-enfants,

Sa famille, ses amis et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Georges ZILBERG,

survenu le 28 février 1996, dans sa

soixante et onzième année.

Interné à Drancy et ayant échappé à la déportation, il n'a cessé de lutter toute sa vie pour un idéal humaniste, socialiste et juif. Il croyait en la paix, la fraternité et la solidarité.

Les obsèques auront lieu le lundi 4 mars, à 10 h 45, au cimetière parisien de Bagneux (porte principale).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

72, avenue Parmentier, 75011 Paris.

- L'Union des socialistes juifs

« Bund »,

Le Cercle amical Arbeter Ring,

Le Club laïque de l'enfance juive

(CLEJ),

ont la douleur de faire part du décès de

leur fidèle camarade et ami,

Georges ZILBERG,

président du CLEJ,

secrétaire général de l'Arbeter Ring,

survenu le 28 février 1996, dans sa

soixante et onzième année.

Son souvenir restera profondément

marqué dans notre cœur.

Nos abonnés et nos action-

naires, bénéficiant d'une

réduction sur les insertions

du « Carnet du Monde »,

sont priés de bien vouloir

nous communiquer leur

numéro de référence.

Souvenirs

- A mon grand-père,

Jacob DZIALOSZYCKA,

né à Paris, à l'âge de soixante-deux ans, déporté le 2 mars 1943, par le convoi n° 49, assassiné à Auschwitz.

« Ecoute, Israël, l'Eternel, notre Dieu, l'Eternel est un. »

Jeanne Strubel.

Débats

- La revue Passages et l'Association des amis de Passages, avec le concours de l'Alliance des femmes pour la démocratie, organisent le 8 mars au Sénat, de 14 heures à 19 heures, un après-midi de témoignages et de débats autour de la question : L'intégration des femmes migrantes en Europe. Les invitations sont à adresser à la revue Passages. Tél. : 45-86-30-02. Fax : 44-23-98-24.

Remerciements

- Mme Jean Duque, son épouse,

Et toute sa famille, très touchées des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

général Jean DUQUE,

remercient très sincèrement toutes les personnes qui, par leur présence, leurs messages, se sont associées à leur profond

chagrin.

“GRAND JURY”
RTL-Le Monde

DOMINIQUE
STRAUSS-KAHN

ANIMÉ PAR
OLIVIER MAZEROLLE
AVEC
MICHEL NOBLECOURT (LE MONDE)
ET
JEAN-PIERRE DEFRAIN (RTL)

DIMANCHE
18 H 30
RTL
DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

Samedi 2 mars à 11 h 50

France 3 Ile-de-France

TÉMOINS

Le magazine de Paris - Ile-de-France

Dominique PERRAULT

architecte de la Bibliothèque de France

sera interrogé par

Jean-Jacques CROS (France 3)

et

Michèle CHAMPENOIS (Le Monde)

France 3 Le Monde

HORIZONS

PORTRAIT

Depuis six ans qu'il préside le Parti populaire, ce quadragénaire froid, tenace, patient et rigoureux a su restructurer la principale force d'opposition de droite d'Espagne pour préparer l'alternance

A la suite de son premier entretien officiel avec José María Aznar, Felipe González avait lâché : « Je n'en ferai qu'une bouchée. » En août 1989, Manuel Fraga Iribarne, le vieux patron de l'opposition de droite, avait désigné Aznar sous la pression d'un groupe de jeunes loups, pour prendre en main les destinées du parti. Cet inspecteur des finances, timide, n'avait que trente-six ans. Il succédait à une kyrielle de dirigeants de l'Alliance populaire (ancienne appellation du Parti populaire) qui tous avaient échoué dans l'unification et le renforcement du parti. Personne ne donnait de chance à ce freluquet moustachu faisant penser à Chariot, dans sa tâche de redressement d'une droite qui ne parvenait pas à dépasser son plafond de 25 % de voix et dont la direction ressemblait à un panier de crabes. Pour Felipe González, ce nouveau rival finirait comme les autres, décliné par les rivalités internes. « Aznar est un leader sans substance, inconsistant, qui va peu durer », répétait en mai 1991 le président du gouvernement.

Felipe González n'était pas le seul à refuser de miser sur ce novice en politique. Tout le monde aurait ri au nez de José María Aznar, s'il avait affirmé à cette époque, comme il le fit en mai dernier : « Je suis un lutteur et un gagnant. Je joue pour gagner. Et parce que je veux gagner, je me bats toujours plus que tout autre. Toujours, tout le temps. »

Face au politicien confirmé qu'est Felipe González, le président discret et sans relief du PP faisait figure de challenger sans espoir. David contre Goliath. Les rires ont cessé lorsque José María Aznar a mis en difficulté celui qui ne l'avait jamais pris au sérieux lors du premier face-à-face télévisé des élections législatives de juin 1993. Toute l'Espagne a découvert l'œil noir et le verbe incisif d'un petit homme teigneux qui posait hardiment ses banderilles dans la cuirasse d'un adversaire qui n'était pas préparé à un assaut en règle. Les huit millions de suffrages et les 9 points gagnés par celui qui, en trois ans, avait su redonner l'espoir à la droite ont transformé le mépris en respect. Felipe González a continué à le tolérer, mais il a su que, désormais, il fallait tenir compte de cette force montante et de son patient artisan.

Demain, le rénovateur de l'opposition a des chances de succéder à celui qui l'accusait encore, il y a quelques mois, d'être un robot qui répète ce que ses conseillers lui disent. La machine Aznar a en tout cas trompé tous ses détracteurs. Elle a été suffisamment efficace pour forger en cinq ans un parti soudé, recadré au centre et offrant une alternative crédible de gouvernement. Quel est donc le secret de cet homme ordinaire ? Quelle a été sa recette pour s'imposer dans la douceur, presque furtivement ? Où a-t-il puisé son autorité pour faire taire les vieux crocodiles du PP et imposer sa marque ? Une autorité dont il était a priori dépourvu. « C'est une personne qui fait les choses sans bruit, sans soubresaut, explique son ami intime Miguel Blesa. Il les a faites en silence, pendant vingt ans, donnant chaque jour un petit coup de marteau, un marteau silencieux, un marteau en plastique. »

Son véritable ressort, sa dynamique interne, réside sans doute dans cette volonté farouche de démontrer à tous ceux qui ne lui ont prêté aucune considération, qui



l'ont ravalé au rang de personnage fatot, qu'il était capable de s'imposer, de se faire respecter. « Je suis vivant parce qu'ils m'ont méprisé », a-t-il un jour confessé. Petit à petit, José María Aznar a réussi à écarter, sans éclat, sans crise, tous ceux qui étaient susceptibles de lui faire de l'ombre ou de contrecarrer son assise. Les uns après les autres, à commencer par Isabel Tocho, qui avait été choisie par Manuel Fraga pour lui succéder. Immédiatement, il s'est entouré de gens à lui, de jeunes, de nouveaux venus, jouant avec les ambitions sans jamais rien promettre. Jusqu'à présent, il s'est toujours refusé à garantir à ses plus proches les postes qu'ils obtiendraient en cas de victoire, pratiquant le jeu des récompenses et des disgrâces qui suscite la crainte. « La vie est un mélange de chance, de talent et d'efforts », dit-il, philosophe. Certains m'ont aidé, mais personne ne m'a fait de cadeau. »

José María Aznar cultive l'image du self-made-man, arrivé à la force du poignet grâce à deux qualités majeures, une incroyable ténacité et une énorme prudence. La recette de son succès a toujours été de se garder des luttes d'influence, des factions, de ne pas donner prise aux critiques par des intui-

tives trop originales. La tactique est celle du passe-partout, idéale pour ne pas se faire d'ennemis. Son mot d'ordre pourrait être : la neutralité active. La formule lui a réussi.

Peu expansif, « à tel point que, quelquefois, j'ai envie de le bousculer », raconte Miguel Blesa, José María Aznar est un personnage pudique, réservé, maître de ses sentiments et de ses attitudes. Un jour, il eut cette formule : « Tu peux seulement te repentir de ce que tu dis, jamais de ce que tu fais. » Lors de la tentative d'attentat dont il fut victime, le 19 avril 1995 - à laquelle il échappa de justesse grâce au blindage de sa voiture et à la petite seconde d'avance qui fit que la déflagration se produisit vers l'avant du véhicule -, son sang-froid et sa maîtrise lui valurent l'admiration de l'Espagne entière. Calmement, il a expliqué à son fils aîné que cela pouvait se reproduire et qu'il fallait qu'il soit « préparé à cela parce que son père avait une tâche à accomplir pour ce pays ». Avec ironie, il a donné une raison à cette popularité soudaine : « Il semble que maintenant on me trouve du charme. »

« Blindé », comme il le répète,

face à toutes les critiques quant à son manque de charisme, il revendique en revanche d'être un « homme de convictions » et que, demando, « il sera un gouvernant normal, ce qui pourra être le petit et à la fois le grand changement révolutionnaire ». Il se définit lui-même comme « un homme discipliné qui sait se contrôler ». « Je ne suis pas une personne qui perd les pédales, dit-il, je suis de ceux qui croient que, pour avoir de l'autorité, il n'est pas nécessaire d'élever la voix. Je suis sérieux, tranquille, mais en même temps j'ai fait un énorme effort, pendant plusieurs années, d'auto-discipline. Ma femme en revanche est d'un caractère très vif et je lui ai dit : "Si tout le monde exprimait ses sentiments à ta manière, ce serait très ennuyeux car la vie ne serait qu'une bagarre perpétuelle". Ce qui m'interdit pas à José María Aznar d'élever de temps à autre la voix, d'être particulièrement pun-

Tout le monde se souvient d'un discours très virulent prononcé au Congrès des députés, en avril 1994, au cours duquel le leader de l'opposition avait lancé à plusieurs reprises au chef du gouvernement : « Allez-vous-en, monsieur González, allez-vous-en. Assumez la responsa-

José María Aznar ou la stratégie de la tortue

bilité qui est la vôtre et partez ! » José María Aznar sait donc sortir de sa réserve. Il a appris à se montrer dur. Il l'a toujours été, pour Pedro Casals, auteur du livre *Portraits intimes de José María Aznar*. « Dans le groupe qui a combié le vide laissé par la disparition de l'UCD (Union du centre démocrate), Aznar fut le plus dur, le plus décidé », ce qui explique qu'il se soit imposé. Il sait aussi se mettre en colère. « Il se fâche seulement quand il a tort. C'est de sa faute et en plus il le sait », fait remarquer Miguel Ángel Rodríguez, l'un de ses plus proches lieutenants.

Tout est allé très vite pour ce Madrilène né le 25 février 1953. Sa vocation politique est, paraît-il, née après avoir assisté à un meeting de Manuel Fraga, ancien ministre de Franco qui avait nommé son père à la tête de la Radio nationale d'Espagne. Son grand-père, diplomate, directeur du quotidien *El Sol* et biographe de Caudillo, aura une grande influence sur le jeune Aznar. Il n'a pas contesté avoir écrit, à seize ans, une lettre dans laquelle il se déclarait « phalangiste indépendant » et admirateur du dictateur Antonio Primo de Rivera. Simple-ment « une démonstration de l'ingénuité propre à l'adolescence », dira-t-il plus tard. Après avoir voté une première fois pour l'UCD d'Adolfo Suárez, il adhère à l'Alliance populaire (AP) en janvier 1979. Neuf mois plus tard, il accède

leur, ce fils de la bonne société, élevé comme il se doit au collège du Pilar, pépinière de la bourgeoisie, n'a laissé de son passage au lycée, puis à la faculté de droit de l'université de Madrid, que le souvenir d'un étudiant sans histoire, ne se faisant remarquer en rien. « Son obsession, se souvient un professeur, était toujours de maintenir intact le pli de son pantalon. » A la mort de Franco, son unique souci était de réussir ses examens. Marié à vingt-quatre ans avec Ana Botella, une compagne de classe qui est, dit-il, son « seul et unique engagement », ce père de famille (trois enfants), bon catholique, bon époux, était promis à la vie moyenne d'un fonctionnaire, buvant peu, mangeant modérément, appréciant la lecture et le confort familial (à tel point qu'il rechignerait à s'installer à la Mucioa, siège du gouvernement).

La vie semblait toute tracée pour cet homme apparemment sans passion. Ses proches avouent que sa femme est sa meilleure conseillère, que sans elle il est perdu. Bourgeoise influente, souvent comparée à Hillary Clinton, elle aurait, dit-on, de l'ambition pour deux. Son rôle n'est sans doute pas étranger à l'engagement politique de son mari.

Depuis, ce coureur de fond proche de son objectif final clame

« Tu peux seulement te repentir de ce que tu dis, jamais de ce que tu fais »

au poste de secrétaire général local de la région de la Rioja en raison d'une démission. En octobre 1982, lors des élections qui virent le triomphe des socialistes, il est élu député à Avila, siège remporté de haute lutte.

Rapidement, il gravit les échelons au sein de l'AP et conquiert sa respectabilité politique en enlevant par seulement 5 000 voix de majorité la présidence de la communauté autonome de Castille et León en juin 1987. Devenu le plus jeune président d'une région, celui que l'on surnomme « le sherpa » utilise ce tremplin pour s'imposer auprès des jeunes turcs du parti qui sollicitent de Manuel Fraga sa désignation au poste de président. Le 1^{er} avril 1990, lors du congrès de Séville, il est élu à la tête de la principale formation de droite, rebaptisée Parti populaire. Méthodiquement, en bon stratège, il débarrasse le parti de ses caciques et de ses pesanteurs franquistes pour en faire une nouvelle force, construite en partie sur les lambeaux de l'UCD. Il ne lui restera plus alors qu'à se forger une stature nationale. Sa discrétion légendaire lui aura, au cours de son ascension, été un instrument efficace. Tout au long de sa carrière, il n'a cessé de se persuader que la victoire était à sa portée. Signe révélateur, répondant au fameux questionnaire de Proust, il a inscrit comme devise : « Il n'y a pas d'objectif que ton effort ne puisse atteindre. »

Pourtant, le petit dernier d'une famille de quatre enfants n'avait pas d'autre but dans la vie que de fonder un foyer et de mener la vie tranquille d'un inspecteur des finances. « Je n'aurais jamais imaginé qu'il arriverait à cela, raconte sa mère. Mon aîné a toujours eu de meilleures notes. En plus, José María a toujours été celui qui discutait le moins, qui était le moins polémiste. » Sérieux, obéissant, travail-

qu'il ne convoite que deux mandats (huit ans), qu'il ne deviendra pas un « caudillo », comme il reproche à Felipe González de l'avoir été.

Maniège de l'ordre, José María Aznar abhorre le manque de loyauté. Il n'a jamais pardonné à l'Andalou ronflant qu'est Felipe González d'avoir révélé le contenu de certains entretiens privés. « Il a élevé la tricherie au niveau de l'art », a amèrement regretté cet homme de nature méfiant. Tout sépare ces deux personnages nés sous le signe du poisson. D'un côté le lisse, froid, rigoureux. De l'autre, l'enjôleur, le bon vivant, le passionné. Le premier reproche à l'autre d'être un funambule. Le second taxe son adversaire d'être une marionnette. Le fossé entre un Andalou et un Castillan. En plus, ils se détestent. D'ores et déjà, José María Aznar a assuré que, « dès le premier instant, le changement de style de gouvernement et de politique sera visible ».

Accusé d'être un homme mystérieux, le leader du PP réplique qu'il est un homme libre, indépendant, qu'il ne doit rien à personne, qu'il n'est lié par aucun contrat sinon électoral. Souvent blessé sans qu'il le fasse paraître par les critiques sur son comportement, sur son physique, il répond sur le ton badin : « Ils ont voulu me retrousser la moustache. » Et il attend son heure. Lorsque Jordi Pujol, président de Catalogne, lui a lancé, en mai 1995, qu'il n'avait « pas la stature pour être le chef du gouvernement espagnol », il a attribué le propos à un dérapage de campagne électorale, mais il a enregistré. Le 3 mars pourrait être la plus belle de ses revanches. Un jour, comme on lui demandait quel était son homme politique modèle, il a simplement répondu : « Aznar... »

Michel Bole-Richard
Dessin Nicolas Vial

Alice et Léonie : un passé qui ne passe pas

par Miguel Benasayag et Michael Löwy

LES événements sont connus et la justice française s'est déjà prononcée : le capitaine de frégate argentin Alfredo Astiz est directement responsable de l'arrestation, torture et assassinat en 1977 de deux religieuses françaises, les sœurs Alice Domon et Léonie Duquet, coupables d'avoir soutenu les « Mères de la Place de Mai ». « La France n'oublie pas », avait déclaré en octobre 1994 M. Juppé, alors ministre des affaires étrangères.

Peu avant le voyage en France de Carlos Menem, président de l'Argentine, les autorités ont mis Alfredo Astiz en retraite anticipée, à partir du 1^{er} septembre 1996. En attendant cette confortable retraite militaire, le capitaine-tortionnaire a été mis en « congé spécial ». Vacances au bord de la mer ? En tout cas, impunité garantie.

Des déclarations contradictoires d'anciens militaires argentins font référence au destin des deux religieuses : après les tortures subies à la tristement célèbre Ecole de mécanique de la marine, ont-elles été jetées vivantes dans la mer, comme des milliers d'autres victimes de la dictature militaire, ou enterrées dans une fosse commune ? La presse argentine s'en émeut, des ministres s'empressent de démentir.

Pendant ce temps, en France, le silence règne. Seules quelques voix de protestation isolées se font entendre. Le gouvernement français ne semble plus demander l'extradition du criminel. L'Eglise ne fait pas entendre sa voix. La France aurait-elle oublié ?

Nous sommes quelques-uns à refuser l'amnésie des uns et l'autosatisfaction des autres. Parce que le jour où aucune voix ne s'élèvera plus pour protester contre l'impunité et l'impunité, ce sera comme si Alice et Léonie étaient tuées une seconde fois.

Nous avons affaire ici à deux gouvernements - le français et l'argentin - très compétents dans la gestion aseptisée, neutre et « moderne » des affaires, et en particulier des relations économiques et commerciales. Mais derrière ce masque lisse se cache un passé barbare - celui de la dictature argentine - qui ne peut pas être évacué si facilement.

Le sens commun nous dicte que « le passé est passé, que les morts enterrent les morts ». A l'heure du réalisme politique et économique, deux grands gestionnaires se sont rencontrés. Menem comme Juppé sont deux modèles différents du même impératif marchand qui sait laisser derrière lui tout principe, souvenir ou contradiction qui fasse obstacle aux besoins du marché international. La marchandise existe dans un présent éternel, dans l'instantanéité des échanges financiers qui s'opèrent à la vitesse informatique. Toute évocation du passé

n'est donc qu'un grand court-circuit dans l'internet des cours de la Bourse.

Il existe essentiellement deux façons de se rapporter au passé : la première, considérée comme désoignée, mais néanmoins celle sur laquelle se fondent les civilisations et les cultures, consiste à traiter le passé comme un élément ordonnateur du présent. La seconde, aujourd'hui dominante, est celle de la tentation du refoulement. Mais, qui dit refoulement dit retour imprévisible, sous d'autres formes, de ce qu'on a voulu laisser derrière.

La seule chose qui n'est pas possible, c'est la réalisation de la chimère omnischematique souhaitée par la gestion : effacer le passé une bonne fois pour toutes.

Le capitaine Astiz est ici et maintenant un symptôme de nos sociétés qui essaient d'effacer toute contradiction. Car on peut procéder avec les contradictions sociales de la même façon qu'avec le passé : les refouler.

Nous avons affaire à deux gouvernements, le français et l'argentin, très compétents dans la gestion aseptisée, neutre et « moderne » des affaires

Les deux religieuses ont été tuées sous la torture parce qu'elles s'opposaient à l'horreur. On nous objectera : quel poids ont deux vies quant il y a tellement de victimes, en Argentine ou ailleurs ? Il existe, n'en déplaise à nos gestionnaires, des dimensions non quantifiables qui ont leur signification pour la vie et la culture des peuples.

Il dépend aussi de nous que la mort physique d'Alice et Léonie ne soit pas, comme certains le souhaitent, la mort de deux idéaux, de leurs espoirs et de leurs luttes. L'enjeu n'est pas seulement juridique ou historique. Alice et Léonie nous lancent un défi ici et maintenant.

Miguel Benasayag est philosophe et psychanalyste. Il a connu Alice Domon lors d'une campagne d'alphabétisation dans la banlieue de Buenos Aires.

Michael Löwy est directeur de recherche au CNRS.

AU COURRIER DU MONDE

EN GARE DE LILLE Usager régulier de la ligne TGV de Paris-Lille, j'ai lu avec un intérêt amusé l'article : « La SNCF soigne le confort psychologique de ses voyageurs » (Le Monde du 6 février) et puis, à cet égard, vous donner quelques précisions sur la nouvelle gare TGV de Lille-Europe.

La gare est un véritable palais des courants d'air, les quais (situés en contrebas) sont trop étroits, et les voyageurs arrivant à Lille ont à leur disposition des escaliers classiques pour monter vers la sortie avec leurs bagages. Il y a bien quelques escaliers mécaniques, mais ils fonctionnent à la descente vers le quai et ne peuvent donc servir qu'à ceux qui vont prendre le train, ce qui est très judicieux. Il n'y a pas de composteur sur les quais, si bien que tout voyageur au départ ayant négligé de composer son titre de

transport doit remonter les escaliers pour acquiescer cette formalité.

Il y aurait encore bien des choses à dire sur cette gare qui pourrait opportunément être reliée par un trottoir roulant souterrain à la gare de Lille-Flandres, distante de 350 mètres.

Jean Martin, Versailles

CONFUSION

J'ai entendu à la radio : « C'est Mardi gras, il faut faire des crêpes. » Non ! les crêpes se font à la Chandeleur (le 2 février). Le jour du Mardi gras, selon la tradition, on confectionne des bûches, ou beignets ou pets de femme ! Et à l'Épiphanie nous fêtons les Rois. Bien sûr, ce sont des détails, il y a des problèmes plus aigus en cette fin de siècle, mais il est désolant que toutes les traditions soient si mal connues ! Est-ce un mal parisien ?

Françoise Robert, Paris

Mondialisation, Europe, emploi

par Martine Aubry

Si la France va mal, si les Français sont inquiets, cessons de mettre tous nos maux sur le dos de l'Europe. Ce n'est pas la libéralisation des échanges qui est à l'origine du chômage de masse que nous connaissons : 80 % de nos échanges sont réalisés dans la zone OCDE. Et quand nous achetons à la Corée des produits d'habillement ou de l'électronique grand public, nous vendons en même temps des TGV ! Ce n'est pas l'Europe qui nous empêche d'avoir une politique vigoureuse d'abaissement de la durée du travail. Les Allemands le font depuis 1984, sous l'impulsion de IG Metall et du DGB. Ce n'est pas la déréglementation qui rend illusoires les monopoles dans l'audiovisuel, les télécommunications, le transport aérien. Ce sont les évolutions technologiques, d'une part, et la préférence naturelle des consommateurs pour le service le moins cher à qualité donnée, d'autre part.

Si l'Europe n'est pas la cause première de nos difficultés, elle n'a pas été à la hauteur des réponses à y apporter. Elle doit retrouver un sens, et en premier lieu défendre son modèle historique et culturel, souvent oublié ces dernières années : la recherche de meilleures conditions de vie pour les citoyens, pour les citoyens, un niveau de protection sociale garantissant des droits pour tous (à l'éducation, à la santé, au logement, à l'accès aux services publics...), une démocratie vivante et décentralisée. N'en déplaise aux participants de Davos, c'est cette Europe-là pour laquelle nous nous battons et nous nous battons.

Elle n'a pas su consolider la croissance par des politiques économiques communes, aider au développement des nouveaux emplois, engager un mouvement fort de développement de la réduction de la durée du travail et permettre un accès de nos services publics. Ce doit être son ambition pour l'avenir le plus rapidement possible l'Union économique et monétaire.

Celle-ci crée, en effet, un espace économique vaste - le premier du monde - et plus homogène que les autres, propice à l'investissement et à la croissance. Elle permet la puissance monétaire, que seuls aujourd'hui détiennent vraiment les États-Unis qui, naturellement, l'utilisent à leur profit.

Enfin, sa mise en place nous ferait sortir de cette période d'instabilité et d'incertitude qui pénalise la croissance et l'emploi. Les raisons de craindre l'Union sont limitées. Une union monétaire a des effets déstabilisateurs, quand il existe de grands écarts de productivité en valeur dans la zone de sa mise en œuvre. Ce n'est pas le cas entre les pays concernés aujourd'hui : les écarts de productivité sont plus forts à l'intérieur de chaque pays qu'entre ceux-ci. Il faut relativiser aussi la peur de la dépendance vis-à-vis de la politique monétaire allemande. Celle-ci a été, dans la décennie passée, moins restrictive que celle de la France. La politique économique et monétaire allemande ignore moins l'emploi que la nôtre.

L'Europe monétaire est un moyen, une condition aujourd'hui indispensable pour retrouver la prospérité en Europe. Bien sûr, elle ne suffit pas, car la croissance et même la baisse du chômage n'empêchent pas la croissance de la pauvreté. Les États-Unis ont créé beaucoup d'emplois dans les vingt dernières années, beaucoup plus que l'Europe, mais au prix d'une paupérisation et d'une précarisation d'un grand nombre de travailleurs. Ce n'est pas cette société-là que nous voulons.

Nous avons en France des problèmes structurels que nous devons régler nous-mêmes, et dont il serait illusoire d'attendre des réponses de la seule action européenne. Nous devons prendre des initiatives internes, qui favorisent des dynamiques élargies au niveau de l'Europe et nous permettront de tirer au mieux parti d'une meilleure régulation conjoncturelle européenne. Nous pouvons, nous devons agir.

En vingt ans, la richesse par tête a augmenté de 60 %. Nous avons surmonté les lourds handicaps qui, si l'on en croit les débats de l'époque, nous conduisaient à l'impasse. L'inflation a été maîtrisée, l'équilibre du commerce extérieur rétabli. Et pourtant la croissance est plus faible, le chômage est plus fort, les inégalités s'agrandissent, la cohésion sociale est fragilisée.

Les ratés du partage des revenus sont une cause essentielle de notre inefficacité économique et sociale. Si on veut assurer tout à la fois plus de croissance, moins de chômage et le maintien d'un haut niveau de garanties sociales, il faut plus de partage, beaucoup plus de partage. Donnons-en trois illustrations, qui sont autant de pistes d'actions.

Pendant trente ans a fonctionné dans notre pays un cycle d'enri-

chissement collectif : accroissement des revenus qui crée la demande, qui engendre de la croissance et de l'emploi, qui entraîne à son tour l'amélioration des revenus sous toutes ses formes. Si ce cycle vertueux s'est brisé, c'est d'abord à cause de la baisse vertigineuse de la part des salaires dans la valeur ajoutée, qui conduit à une sorte de fuite de la consommation, car les revenus du patrimoine, eux, débouchent moins que les salaires sur la consommation. Dans la zone OCDE, la France est, avec l'Italie, le pays dont la part des salaires dans la valeur ajoutée est la plus basse et un de ceux où ce ratio a le plus baissé dans la décennie 80. Les salaires ont perdu dix points dans le partage de la richesse nationale en dix ans.

C'est en résolvant les problèmes qui relèvent de sa responsabilité que la France sera plus forte pour défendre l'Europe politique et sociale que nous souhaitons

Ce mouvement doit être inversé. Aux branches et aux entreprises de se saisir du sujet, en fonction de leur situation propre. Mais les pouvoirs publics ne sont pas impuissants. Ils sont d'abord eux-mêmes employeurs. Ils peuvent créer les conditions pour que la question du temps de travail soit abordée simultanément, de telle sorte qu'on débâte conjointement de l'évolution de la masse salariale, du temps de travail et de l'emploi.

Faire baisser dans les trois ans le temps de travail en moyenne de 10 %, plus largement mobiliser les entreprises, et en particulier les salariés, dans un grand projet de plus grande maîtrise du temps, en particulier par un développement massif et mutualisé de formes de capital-temps, garantir le maintien de la rémunération pour les revenus les plus bas, telles pourraient être les bases d'une action qui favoriserait tout à la fois la croissance et l'emploi. Celle-ci doit être menée en cohérence avec la réforme fiscale.

Dans la décennie 80, les prélèvements sur le travail se sont accrus fortement, de 38 à 43 %. Pendant ce temps-là, la fiscalité sur les revenus du patrimoine a baissé, alors que ceux-ci étaient en fort accroissement. Aujourd'hui, si on excepte le RDS, près de 50 % des revenus du patrimoine ne paient aucun impôt.

En outre, compte tenu du poids très élevé des cotisations sociales, les prélèvements totaux sur les salaires (impôt, CSG, cotisations) sont très peu progressifs, moins qu'à l'étranger. En définitive, le financement des dépenses collectives pèse trop lourdement sur les bas salaires. Il s'ensuit des réticences à l'embauche de la part des employeurs du fait du coût du travail, une pression sur l'évolution du pouvoir d'achat de ceux qui ont des bas salaires, et une difficulté à financer les dépenses collectives.

Une grande réforme fiscale est indispensable. Les cotisations sociales sur les bas salaires doivent baisser, compensées par un certain accroissement de celles sur les salaires supérieurs à 14 000 F par mois. L'ensemble des revenus du capital doit donner lieu à un prélèvement fiscal au taux de 15 %, taux aujourd'hui « de droit commun » qui, malgré sa modestie, ne touche pas la moitié de ces revenus. Les cotisations maladie des salariés doivent baisser de 3 points, remplacées par 3 points de CSG, celle-ci ayant été étendue à l'ensemble des revenus.

Cette réforme facilitera la résorption des déficits publics et donnera des moyens supplémentaires aux collectivités publiques, de l'ordre de 100 milliards. Elle donnera à l'État la possibilité de financer un vrai programme de logements sociaux, un véritable plan national pour les banlieues, et de favoriser le développement de vrais emplois de service. Elle permettra de supprimer les mesures les plus inéquitables prises par le gouvernement, en particulier l'augmentation de la cotisation assurance-maladie de certains chômeurs, et l'application du RDS à ceux qui sont proches des minima sociaux.

C'est en résolvant les problèmes qui relèvent de sa responsabilité que la France sera plus forte pour défendre l'Europe politique et sociale que nous souhaitons.

Martine Aubry (PS) est ancien ministre.

Brummell.

Veste chevrons, 4 boutons, 91 % laine, 9 % polyamide, 995 F

845 F₇₅

avec la Carte.

Brummell.

Chemise popeline unie, manches longues, col souple, 100 % coton, 249 F

211 F₆₅

avec la Carte.

Brummell.

Cinture en cuir, 199 F

169 F₁₅

avec la Carte.

Brummell

vous séduire les hommes.

-15 %*

réservés à tous ceux qui ont la Carte Printemps.

* Cette offre vous est proposée jusqu'au 16 mars sur une "Sélection Privilege" d'articles coordonnés, signalés en magasin. Carte délivrée gratuitement après acceptation du dossier par FINEDIS.

PRINTEMPS

Le grand magasin qui a l'esprit boutique.

Thomas Cottrill

ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 2 MARS 1996

FINANCE Les critiques du chef de l'Etat sur la mauvaise gestion des banques et leur incapacité à soutenir les entreprises pour s'implanter à l'étranger ont suscité de vives réactions.

● LES REPROCHES formulés par Jacques Chirac semblent d'autant moins fondés que le secteur bancaire français dispose du second réseau mondial, après les Etats-Unis. ● L'ELY-

SÉE ET JEAN BOISSONNAT, membre du conseil de politique monétaire, ont tenté de minimiser la portée des propos du président de la République. Yves Thibaud de Silguy,

commissaire européen chargé des affaires économiques et monétaires, a souligné que, au-delà de celui des banques, c'est le problème du financement des PME qui est posé. ● LE MI-

NISTRE DE L'ECONOMIE, Jean Arthuis, s'est pour sa part montré impatient que les banques répercutent la baisse des taux directeurs de la Banque de France sur leurs taux de base.

La polémique se développe entre les banques et les pouvoirs publics

Plusieurs ministres relaient les critiques du chef de l'Etat contre les établissements financiers. Leurs responsables réfutent les accusations de filiosité et rappellent le contexte économique et concurrentiel difficile

JACQUES CHIRAC doit regretter d'avoir réagi aussi épidermiquement aux critiques formulées par des représentants de PME lors d'une table ronde organisée à l'occasion de son voyage à Singapour (Le Monde du 1^{er} mars). Depuis sa jeunesse, témoigne un de ses amis, il fait montre d'une totale incompréhension de la manière dont fonctionne le système bancaire, et ne comprend toujours pas pourquoi les banques françaises ne gagnent pas d'argent alors que leurs concurrents étrangers, et en particulier les banques britanniques, affichent des bénéfices records.

L'Elysée n'a d'ailleurs pas tardé à réagir en minimisant la portée des propos du chef de l'Etat, tenus dans un contexte particulier. Ce discours a été relayé par Jean Boissonnat, membre du conseil de la politique monétaire de la Banque de France, organisme de tutelle du système bancaire français. Interrogé sur Europe 1, M. Boissonnat a indiqué qu'« il faudrait voir dans quel contexte le président a été amené à s'exprimer, et si à une question brève il a fait une réponse courte (...). Il ne faut pas exagérer la portée de ses propos. » « Certaines banques, a-t-il ajouté, ont pris des risques dans l'immobilier, mais le plus gros risque que les banques ont pris était les risques sur les entreprises en 1993, et c'était normal qu'elles les prennent, car 1993 a été une année de récession en France. »

Le président a également reçu le soutien d'Yves de Silguy, commissaire européen chargé des questions économiques et monétaires - et membre du cabinet du premier ministre Jacques Chirac lors de la seconde cohabitation -, qui a élargi le débat. « Bien au-delà du problème des banques, c'est le problème généralement du financement des PME qui est posé. » « Il y a une difficulté d'accès aux marchés financiers pour les PME », a déclaré vendredi 1^{er} mars M. de Silguy au micro de RMC.

Tout au long de la journée qui a suivi les déclarations de M. Chirac, les banquiers, pour la plupart sous couvert d'anonymat, n'ont pas épargné les propos acerbes contre

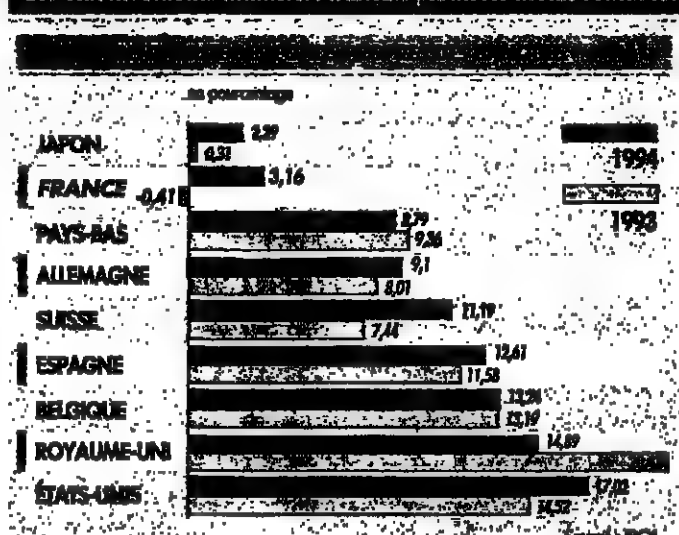
la mauvaise connaissance du Président de la République. Comme le soulignait M. Boissonnat, « les banques françaises en Asie ont été les plus actives, et si, aujourd'hui, les industriels français s'installent en Asie, c'est largement grâce au système bancaire ».

OUVRIR LE DEBAT

Les établissements français ont le plus beau réseau à l'étranger (2^e réseau mondial après les Etats-Unis), en particulier en Asie, où elles sont actives dans le domaine notamment du financement de projets. Un porte-parole de la Société générale a indiqué, non sans une pointe d'ironie, que sa banque ne réagissait pas « officiellement » aux propos de M. Chirac en l'absence de son président, Marc Viénot, qui « est actuellement en visite en Argentine, où il s'emploie à promouvoir le développement des exportations françaises ».

Les banques françaises n'ont donc pas gâché l'occasion inespérée de se draper dans leur dignité grâce à la maladresse des propos du chef de l'Etat, déformant ainsi le projet d'autres critiques qui pourraient être plus fondées. Les déclarations de Jacques Chirac ont par ailleurs permis au ministre des PME, du commerce et de l'artisanat, Jean-Pierre Kalfon, et au ministre de l'Economie, Jean Arthuis, de plaider pour leurs chapelles. M. Kalfon a souligné « l'incompréhension grandissante entre les banques et les petites et moyennes entreprises ». Quant à M. Arthuis,

Les établissements financiers français parmi les moins rentables



La rentabilité des fonds propres des banques françaises est la plus faible des pays industrialisés, à l'exception du Japon.

tout en reconnaissant que les banques françaises souffraient de « problèmes structurels », il s'est montré « impatient que les banques puissent répercuter la baisse des taux d'intérêt » de la Banque de France. Les banquiers estiment cependant que la répercussion de la baisse des taux directeurs sur celle du taux de base bancaire a ses limites. Le coût de fonctionnement des banques s'inscrit en effet aux alentours de 4 %. Plus les taux d'intérêt se rapprochent de ce niveau, moins les

banques disposent de marges de manœuvre.

Les déclarations de M. Chirac auront eu la vertu d'ouvrir le débat public sur la situation des banques françaises. Le premier responsable du pays s'est ainsi mis en première ligne. Il sera désormais difficile de ne pas mener une réflexion en profondeur sur le rôle des banques dans l'économie et sur la nécessité d'une refonte du système.

Babette Stern

COMMENTAIRE

HYPOCRISIE

Le soubresaut des pouvoirs publics face aux insuffisances de financement de l'économie, des entreprises, et surtout des PME, est compréhensible. Mais la dénonciation par le président de la République et par certains ministres de l'incapacité des banques n'en reste pas moins un sujet d'étonnement. Les pouvoirs publics portent une lourde responsabilité dans le déclin du système bancaire.

La dérégulation financière a été orchestrée par les gouvernements successifs depuis une dizaine d'années. Elle a eu pour conséquence

une concurrence plus forte et des marges plus faibles pour les banques. La concurrence est souhaitable, mais elle devient destructrice quand elle s'accompagne de distorsions. Les établissements financiers français sont loin d'avoir tous les mêmes contraintes. Le Poste et les Caisse d'épargne n'ont pas à rémunérer leurs fonds propres.

« Plus grave », les groupes publics ont longtemps bénéficié de la main-tendue ou pitié de la régulation de leur actionnaire. Les établissements les plus mal gérés, qui ont gagné des parts de marché en cassant les prix et ont pris les risques les plus hasardeux, étaient pour la plupart sous-tutelle de l'Etat. Le Crédit lyonnais, le Comptoir des entrepreneurs, le Crédit foncier

Eric Leser

INFORMATION ACTIONNAIRES

CPR

GRUPPE BANCAIRE
DE GESTION
ET D'INTERMEDIATION

Résultats 1995

LE RÉSULTAT DE CPR AUGMENTE DANS UN ENVIRONNEMENT BANCAIRE PEU FAVORABLE

- Bénéfice net : 282,6 MILLIONS DE FRANCS (+ 3 %)
- Produit net bancaire : 1 854 MILLIONS DE FRANCS (+ 0,5 %)
- Bénéfice net sur capitaux propres : 10,7 %
- Dividende net par action : 20 FRANCS plus 10 francs d'avoir fiscal

proposé à l'Assemblée Générale du 24 avril 1996

Le Conseil d'administration de CPR s'est réuni le 26 février 1996.

Le bénéfice net consolidé, part du groupe, s'élève à 282,6 millions de francs, contre 276,0 millions de francs en 1994.

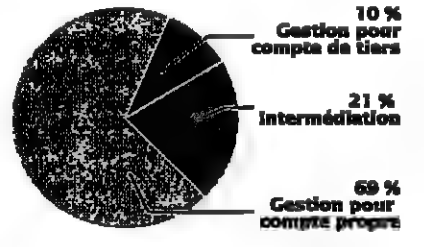
La production bancaire a enregistré une nouvelle progression en ressortant à 1.854 millions de francs, contre 1.844 millions de francs en 1994.

Les fonds propres consolidés et assimilés atteignent 4,09 milliards de francs au 31 décembre 1995, pour un total de bilan de 190,5 milliards de francs.

Le ratio de solvabilité s'élève à 15,2 %, dont 10,3 % sur les fonds propres durs. En 1995, les activités de CPR ont continué à se développer dans un environnement bancaire globalement difficile. Malgré l'évolution favorable des taux d'intérêt, les investisseurs finaux ont conservé une attitude prudente, à la suite des contre-performances qu'ils avaient enregistrées en 1994 et de la dégradation de la qualité de certaines signatures. En conséquence, bien que CPR ait connu une nouvelle progression de ses parts de marché, les activités tournées vers la clientèle ont souffert d'un

CONTRIBUTION DES TROIS MÉTIERS AU RÉSULTAT DU GROUPE*

* résultat net consolidé avant amortissement des écarts d'acquisition (333,3 MF)



déplacement des volumes vers des produits à plus faible marge.

Dans ce contexte, CPR a poursuivi sa stratégie de diversification dans les activités de gestion pour compte de tiers et d'intermédiation.

Toujours plus vigilant dans le contrôle et la gestion des risques de marchés et de signature, CPR poursuit également sa politique d'investissement en matière de recherche, de moyens techniques et de compétences humaines, maintenant ainsi le haut niveau de professionnalisme qui fait sa réputation sur les marchés financiers.

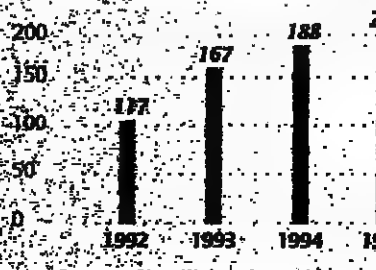
Perspectives

L'activité sur les premières semaines et les anticipations pour l'ensemble de l'année 1996

laissent entrevoir un contexte plus favorable aux métiers de gestion pour compte de tiers et d'intermédiation. Conscient des enjeux de la mise en place de l'Union monétaire européenne et du mouvement d'intensification et de globalisation de la concurrence, le groupe continuera à développer ses activités de marchés et à renforcer la qualité de ses services, pour s'ajuster toujours mieux à des standards internationaux élevés.

Distribution (en millions de francs)

* Proposée à l'Assemblée Générale du 24.04.96



Le Conseil d'administration a décidé de convoquer les actionnaires en Assemblée Générale Ordinaire le 24 avril 1996 au siège social. Il sera proposé à l'Assemblée le versement d'un dividende net de 20 francs par action. Comme les années précédentes, la possibilité de convertir le dividende en actions sera offerte aux actionnaires. Le taux de réinvestissement en actions du dividende de l'exercice 1994 a été de 82 %.

BP et Mobil unissent leur raffinage

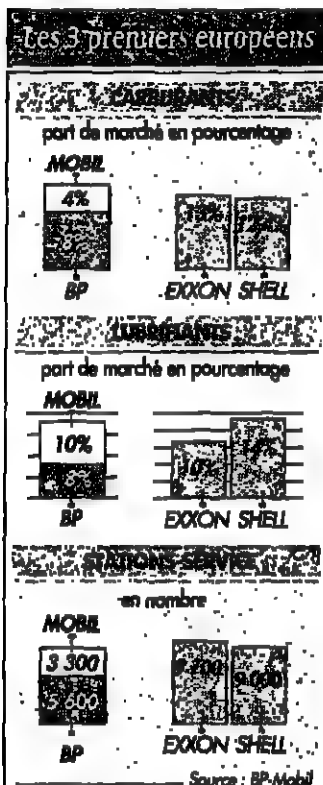
Cette association, qui est une première dans le pétrole, doit permettre de lutter contre les surcapacités

PRIORITÉ au raffinage. Sept mois après son accession à la direction générale de British Petroleum (BP), John Browne prouve une fois de plus que la réorganisation du secteur aval de son groupe doit être menée tambour battant. La cinquième compagnie mondiale privée vient de prendre coup sur coup deux décisions majeures : une réduction de 30 % de son activité de raffinage dans le monde, annoncée le 11 janvier, et un mariage avec l'américain Mobil en Europe, dont les bans ont été publiés le 29 février.

Cette « association », la première du genre dans l'aval pétrolier, crée un ensemble de 5 mil-

lions de stations-service, de logistique, ainsi que les activités marketing comprenant ses 5 600 stations-service, auxquelles s'ajouteront les 3 300 appartenant à Mobil. Toutes seront peintes en vert et mise à son logo. Dans la corbeille de ce mariage, les deux groupes mettent en commun leurs raffineries, soit plus d'une dizaine, BP étant présent dans huit unités et Mobil dans six.

Pour Michel de Fabiani, président de BP France, son groupe « s'est toujours distingué de l'ensemble de la profession ». Après avoir été le premier à s'être attaqué aux surcapacités de raffinage, il est le premier à nouer une alliance de ce genre en aval. « Jusqu'à présent, les associations se sont toujours faites au cas par cas, mais jamais avec une telle ampleur », affirme-t-il. « Culturellement nos deux groupes ont beaucoup de points communs », avance pour sa part Christian Schneebeli, président de Mobil Oil française, pour justifier la rapidité des discussions. « Nous sommes les deux seuls à avoir réorganisé nos activités européennes dès le début des années 90. »



Les stations-service seront aux couleurs BP et les lubrifiants à la marque Mobil.

liards de dollars d'actifs (20 milliards de francs), réalisant 20 milliards de dollars de chiffre d'affaires (100 milliards de francs). Opérant dans une vingtaine de pays européens, ce nouveau groupe rejoindra les deux leaders, l'anglo-néerlandais Shell et l'américain Exxon, dans la distribution du carburant avec 12 % des parts du marché sur le Vieux Continent et même 13,5 % en y ajoutant la participation de Mobil dans l'allemand Aral. L'ensemble prendra la tête dans le secteur des lubrifiants avec 18 % du marché européen.

Ce rapprochement leur permettra surtout de résister à la crise du raffinage et de la distribution, les deux partenaires étant convaincus que les difficultés chroniques sur les marchés occidentaux sont plus structurelles que cycliques. Les économies annuelles attendues d'ici à trois ans oscillent entre 400 et 500 millions de dollars et les restructurations nées de cette fusion devraient entraîner la suppression de 2 000 à 3 000 postes sur les 17 500 existants, hors stations-service, soit une réduction de 17 % des effectifs.

Pour plus d'efficacité dans la mise en œuvre du plan, les deux compagnies se sont réparties la tâche. Mobil prend les lubrifiants, et BP les produits pétroliers. Le britannique gèrera les activités

L'OFFENSIVE D'EXXON

La présence européenne dans les activités de raffinage représente un tiers de l'activité de Mobil et la moitié de celle de BP dans ce secteur. Au fil des ans, les deux groupes ont réduit les capacités de leurs installations, pour produire moins que de besoin, préférant acheter le reste sur le marché. Ainsi la compagnie américaine a-t-elle fermé son site de Woerth en Allemagne et entrepris en 1995 une réorganisation permettant de réduire les coûts en Normandie et en Grande-Bretagne. De son côté, la firme britannique a annoncé en début d'année la fermeture de l'unité de Paris sur le site de Neferco, aux Pays-Bas et la mise en vente de la raffinerie de Lavéra, dans les Bouches-du-Rhône.

Si les pétroliers sont confrontés aux difficultés dans le raffinage, depuis de nombreuses années, provoquées par les surcapacités sur un marché stagnant, ils regardent avec inquiétude leurs marges s'éroder dans la distribution sous le poids de la concurrence de la grande distribution. Après la France, c'est désormais au tour du marché britannique d'être dans la tourmente. La guerre des prix s'est intensifiée au début de l'année dans ce pays où les marges sur le super sont déjà les plus faibles d'Europe avec celles de l'Hexagone. Afin de garder sa position de leader, Exxon a donné le ton en affichant désormais un prix égal au plus bas offert dans un rayon de cinq kilomètres. « Cette décision sans précédent en Europe », selon les grandes marques concurrentes, risque de déséquilibrer profondément le marché insulaire et d'accélérer les restructurations, surtout si le mouvement fait tache d'huile sur le continent.

Destiné avant tout à réagir aux difficultés dans le raffinage et la distribution, l'alliance BP-Mobil se veut aussi offensive pour se développer vers l'Europe de l'Est. Elle n'a pour l'heure entraîné aucune réaction des majors du secteur. Chacun préfère sans doute créer la surprise, par une annonce, le moment venu.

Dominique Gallois

Pas de changement pour la vente de Lavéra

En France, le projet de rapprochement concerne trois mille personnes, hors stations-service, mais aucune décision n'a encore été arrêtée sur les réductions de poste. Au niveau du raffinage, le projet ne change rien à la décision de mise en vente du site de Lavéra annoncée par BP. Le Britannique reste associé à Elf dans une unité à Dunkerque produisant des lubrifiants. Mobil conserve son installation de Notre-Dame-de-Gravenchon, en Seine-Maritime, qui produit des lubrifiants de haute qualité. Les deux sociétés gardent leurs parts (12 % pour BP et 5 % pour Mobil) dans la raffinerie de Reichstett près de Strasbourg.

Avec neuf-cent-dix stations-service, le futur réseau détiendra 10 % du marché français arrivant au niveau de Shell et Esso, loin derrière Total et Elf. Selon Michel de Fabiani, directeur général de BP France, les points de vente sont situés dans les mêmes régions mais « il n'y a pratiquement pas de doublons ».

Les salariés du chantier naval ouest-allemand Bremer Vulkan réclament les mêmes aides qu'à l'Est

Le groupe, en cessation de paiement, aurait détourné des subventions

Le chantier naval allemand Bremer Vulkan (9 500 salariés) est accusé par la Commission européenne d'avoir détourné des aides reçues

pour ses filiales dans les nouveaux Länder. Les malversations concernaient 716 millions de deutschemarks, selon l'office public chargé des

privatisations qui a porté plainte contre les anciens responsables du groupe. Bonn refuse d'apporter de l'argent frais.

BRÈME

de notre envoyé spécial
Depuis bientôt deux semaines, les ouvriers bloquent les accès du chantier du groupe Bremer Vulkan à Vegesack. L'administrateur judiciaire a garanti le versement des salaires jusqu'à fin avril mais ils se savent en sursis. « Nous restons vigilants, car nous voulons que notre site soit vraiment sauvé », commente Jörg Drost, un des membres du conseil d'entreprise. Les dons en aliments, boissons, charbon continuent d'affluer et sont entreposés sous une grande tente. Un panneau recueille les multiples messages de soutien.

Nuit et jour, les volontaires se relaient devant l'entrée. Le travail n'a pas cessé mais la plupart des sous-traitants ne livrent plus faute d'avoir été payés.

La tension de la semaine dernière semble avoir baissé d'un cran : « C'était difficile à supporter. Maintenant, nous disposons d'un répit », estime Frank Dzialek, un jeune ouvrier dont la famille travaille depuis quatre généra-

tions aux chantiers de Vegesack, le plus ancien du groupe.

Pourtant, les salariés en faction devant le portail restent prudents. L'administrateur judiciaire n'a pas exclu l'éventualité d'une faillite, synonyme de catastrophe, dans une ville où plus de 15 % des actifs sont au chômage. Les promesses d'un nouveau « concept industriel » n'affaiblissent pas la mobilisation : « C'est une petite lumière qui brille loin à l'horizon, mais nous ne sommes pas fous », juge Günter Götsche, employé dans les ateliers de réparation.

PAS D'ARGENT FRAIS

De passage à Brême, le ministre de l'économie, Günter Rexrodt (FDP), aurait voulu une intention qu'il a par la suite démentie - venir participer à une assemblée d'entreprise. « Nous l'en avons dissuadé et il a bien fait de ne pas se présenter car les policiers n'auraient pas réussi à le protéger », remarque un ouvrier qui ajoute : « Les politiciens de Bonn ne disent pas clairement s'il faut

garder et aider les chantiers. » Günter Rexrodt a refusé d'accorder le moindre « argent frais ». La ville-État de Brême cultive une indépendance qui alimente un certain sentiment d'abandon. « Nous n'avons jamais intéressé le moindre gouvernement fédéral », affirme un boucher-charcutier sur le marché du centre-ville, sous les fenêtres du siège social de Bremer Vulkan. Mercredi, cent quarante « vulkanesen », le surnom des salariés du groupe, sont quand même allés à Bonn assister au débat du Bundestag qui les concernait, « pour montrer qu'on existe ».

Autre sujet de rancœur, les chantiers des nouveaux Länder. Sentant la menace, les syndicats ont réaffirmé leur volonté de se battre ensemble pour sauvegarder les sites et les emplois à l'Est comme à l'Ouest. Mais le conflit reste latent car la modernisation des anciens sites de l'ex-RDA fait des envieux. « Nous payons un impôt de solidarité pour les nouveaux Länder qui sert à financer des

chantiers qui seront plus modernes que les nôtres avec des coûts moins élevés », regrette Frank Dzialek. Dans le bus qui sert de quartier général aux responsables syndicaux, Jörg Drost reste plus nuancé et demande simplement que les chantiers de l'Ouest « soient à leur tour modernisés » : les salariés estiment que ces différents sites doivent continuer à faire partie du même groupe pour ne pas se livrer à une concurrence sauvage.

DES OUVRIERS PRAGMATIQUES

Les ouvriers sont pragmatiques : beaucoup admettent que pour sauver leur chantier, il faut supprimer de nouveaux emplois : en 1973, ils étaient encore cinq mille six cent quatre-vingt-dix sur le site contre deux mille trois cents en 1995. Devant le portail principal, sur la pancarte qui rappelle ces chiffres aux visiteurs, un gros point d'interrogation est dessiné pour 1996.

Philippe Ricard



الخدمة

Un TGV entre Londres et le tunnel entrera en service en 2003

Le gouvernement a confié à un consortium emmené par Richard Branson et l'américain Bechtel la construction et l'exploitation de la ligne à grande vitesse

La ligne à grande vitesse reliant Londres au tunnel sous la Manche devrait entrer en service en 2003. Le gouvernement britannique a octroyé à London and Continental Railway (LCR) une concession de 999 ans pour

construire et exploiter cette nouvelle ligne. D'un coût total de 3 milliards de livres (environ 23,1 milliards de francs), le projet - non rentable - devrait recevoir du gouvernement britannique une subvention de 1,4 milliard

de livres. LCR prévoit de s'introduire en Bourse pour lever les fonds nécessaires à ce projet. En attendant, le consortium hérite de European Passengers Services (EPS), société qui exploite les TGV Eurostar côté britan-

nique. Le savoir-faire marketing de Richard Branson, patron du groupe Virgin, qui fait partie de LCR, devrait permettre d'améliorer les performances commerciales d'EPS, qui a perdu 200 millions de livres en 1995.

MIEUX VAUT TARD que jamais ! Si tout se passe comme prévu, les Britanniques devraient avoir construit une ligne à grande vitesse reliant Londres à Folkestone en 2003, soit neuf ans après l'ouverture du tunnel sous la Manche. Cette ligne devrait faire économiser une demi-heure sur le trajet Paris-Londres, actuellement de trois heures. Le gouvernement britannique a en effet choisi, jeudi 29 février, London and Continental Railway (LCR) pour construire et exploiter cette voie rapide.

Le consortium LCR est emmené par le flamboyant Richard Branson, propriétaire du groupe Virgin, et le groupe d'ingénierie américain Bechtel, spécialiste des grands travaux, qui a participé à la construction des métros de Washington et de San Francisco. LCR a aussi pour actionnaires la banque d'affaires britannique SBC Warburg, la société de transport par autocars National Express, le distributeur britannique d'électricité London Electricity et Systra, filiale

commune de la SNCF et de la RATE qui a une forte expérience dans la construction de TGV.

D'un coût total de 3 milliards de livres (environ 23,1 milliards de francs), la ligne à grande vitesse aura une longueur de 108 kilomètres, dont 26 kilomètres de tunnel pour l'arrivée sur Londres.

LCR devra aussi rénover la gare de Saint Pancras et créer une gare internationale à Stratford, à l'est de Londres, pour désengorger la gare de Waterloo. LCR devra construire aussi une bretelle de contournement de Londres, pour gagner une heure sur la desserte de Glasgow, Manchester ou Bir-

mingham. La concession accordée au consortium est de 999 ans.

La ligne n'étant pas rentable, elle ne sera pas financée exclusivement sur fonds privés : le gouvernement britannique a dû se résoudre à verser une subvention de 1,4 milliard de livres. Mais il ne versera pas cette somme avant

octobre 2001, pour être certain que les travaux sont suffisamment avancés. Car le parcours de cette ligne à grande vitesse est semé d'embûches. Ce n'est qu'en avril 1997 que le Parlement autorisera la construction de la ligne nouvelle, tandis que les travaux ne commenceront pas avant le second semestre 1997. Entre-temps, LCR doit s'introduire à la Bourse de Londres pour lever des capitaux et recevoir les appels d'offres pour la construction du projet. Pour éviter de se faire dicter la loi par des entreprises de travaux publics, la construction de la ligne a été divisée en quarante mini-projets qui feront chacun l'objet d'un appel d'offres séparé.

SAVOIR-FAIRE MARKETING

Dès le 1^{er} avril 1996, LCR va hériter gratuitement de European Passengers Service (EPS), qui exploite les Eurostar côté britannique et emploie 1 500 salariés. EPS, qui a perdu 200 millions de livres en 1995, ne possède pas l'ancienne ligne de chemin de fer et n'a pour actifs que quelques rames de TGV Eurostar, la gare internationale de Waterloo et celle d'Ashford. La première tâche de LCR sera de remettre EPS à flot. Elle compte sur le savoir-faire marketing de Richard Branson pour faire décoller le trafic passager sous la Manche.

En 1995, seuls trois millions de passagers ont emprunté l'Eurostar, alors que les prévisions de trafic initiales tablèrent sur seize millions au bout de quelques années. LCR, qui compte avoir une politique commerciale agressive, aura toute liberté pour fixer ses tarifs et la fréquence des Eurostar, en accord avec les chemins de fer français et belges. Les lignes aériennes Paris-Londres et Paris-Bruxelles étant encombrées, Richard Branson compte bien dégager ses synergies entre l'Eurostar, ses propres compagnies aériennes et ses agences de voyages.

Ar. Le.

COMMENTAIRE

EVITER LE SYNDROME EUROTUNNEL

Comment confier au privé le financement d'un projet d'infrastructures qui ne peut pas être rentable ? Les Français ont fait du « tout Etat », avec la SNCF ou - poussés par les Britanniques - du « tout privé » avec Eurotunnel. Les deux ont conduit à une catastrophe financière. Pragmatiques, le gouvernement de Sa Majesté a adopté, pour la construction d'une ligne à

grande vitesse reliant Londres au tunnel sous la Manche, une solution hybride : l'Etat étant mauvais gestionnaire, les Britanniques préfèrent donner au projet une subvention massive qui rende le projet attractif pour les investisseurs.

Le consortium LCR, qui construira la ligne à grande vitesse, bénéficie d'un monopole privé pour 999 ans. La concurrence avec l'avion devrait limiter sa rente. Le projet demeure risqué mais gouvernement et actionnaires ont des règles claires. S'il échoue, les actionnaires auront été prévenus. En cas de succès, ils toucheront une rémuné-

ration raisonnable. LCR a cherché à éviter les erreurs d'Eurotunnel, créé dans un complet brouillard : la société ne restera pas huit ans sans recettes ; elle exploitera dès le mois d'avril les Eurostar avec la SNCF et les chemins de fer belges. Les prévisions de trafic et de recettes sont plus faciles à établir, les Eurostar roulant déjà - lentement - du côté britannique. Enfin, LCR ne sera pas, contrairement à Eurotunnel, l'otage des géants du BTP : l'ouvrage a été divisé en quarante mini-projets sujets à quarante appels d'offre.

Arnaud Leparmentier

La Générale des Eaux s'allie avec le japonais Marubeni

LA GÉNÉRALE des Eaux a annoncé, jeudi 29 février, la signature d'un accord avec le groupe japonais Marubeni, pour développer son activité de production indépendante d'électricité. La société de commerce japonaise (« sogo shisha ») lancera une OPA de 260 millions de dollars (1,3 milliard de francs) sur les 30 % du capital dans le public de la Sithe, filiale américaine du groupe français, spécialisée dans la production d'électricité. La Générale des Eaux conservera environ 60 % de la Sithe, aux côtés des managers (10 % du capital). Cet accord va permettre à la Générale des Eaux de bénéficier du soutien d'une des plus puissantes maisons de commerce mondiales, pour attaquer le marché de l'électricité dans les pays émergents, notamment en Asie.

DÉPÊCHES

■ TRANSPORTS AÉRIENS : l'Allemagne a conclu, jeudi 29 février, avec les Etats-Unis un accord total de libéralisation du transport aérien des passagers entre les deux pays. Cet accord va permettre aux compagnies d'opérer sans restriction sur le territoire de l'autre, de choisir librement leurs aéroports et d'organiser sans limitation les dessertes vers des pays tiers.

■ BOSCH : l'équipementier automobile allemand a racheté, jeudi 29 février, les activités freinage pour véhicules légers de l'américain Allied Signal pour 1,5 milliard de dollars (7,5 milliards de francs). Bosch ne produisait que des dispositifs de freinage pour les véhicules utilitaires lourds.

■ BULL : la direction et trois syndicats (CFDT, CFE-CGC et FO) de Bull SA ont signé, jeudi 29 février, un accord salarial pour 1996. Cadres et non-cadres bénéficieront de 100 francs d'augmentation générale au 1^{er} janvier et d'une prime de progrès de 850 francs en juin. Par ailleurs, les non-cadres percevront 2,5 % d'augmentation générale ainsi que 0,5 % d'augmentation individuelle. Les cadres qui n'ont bénéficié d'aucune augmentation individuelle depuis janvier 1992 seront augmentés d'au moins 2 %.

Le rapport Martinand met en cause la politique commerciale de la SNCF

ON NE PEUT PAS indéfiniment demander à la collectivité de mettre au pot pour la SNCF 66 milliards de francs par an : c'est le constat fait par Claude Martinand, directeur des affaires économiques au ministère de l'Équipement, dans le rapport sur l'avenir du transport ferroviaire, remis au ministre des transports jeudi 29 février.

Avant de s'attaquer au statut et aux retraites des cheminots, à la prise en charge par l'Etat de la dette de la SNCF (175 milliards de francs) et du financement des nouvelles infrastructures, M. Martinand affirme que la SNCF doit d'abord devenir une entreprise commercialement viable et enrayée à tout prix la baisse de ses activités. L'exemple de l'Allemagne de l'Est, à cet égard, est instructif. « S'il n'apparaît sans doute pas juste de subordonner l'apurement du passé à des résultats futurs, les engagements ou les dispositions à prendre par l'entreprise (SNCF) pour éviter le retour d'une telle situation sont indispensables vis-à-vis des contribuables pour qu'ils consentent à cet effort considérable à bon escient », écrit M. Martinand.

C'est donc l'intégralité de la loi d'orientation des transports intérieurs (Loi) de 1982 qu'il faudrait réformer, et plus particulièrement l'article définissant les missions de la SNCF, suggère M. Martinand dans son rapport. « Le transport ferroviaire n'est plus le mode prédominant et n'assure plus la desserte fine de l'ensemble du territoire ; il n'y a donc plus, à proprement parler, de service public ferroviaire, se confondant avec une entreprise publique nationale, mais un service public des transports, multimodal et intermodal ». Dans cette logique, les lignes régionales, non rentables, qui coûtent plus de 1 franc par voya-

geur-kilomètre, ne doivent pas être systématiquement maintenues. Il existe d'autres moyens de transport tout aussi pratiques et nettement moins coûteux, comme le bus.

CONCURRENCE DE L'AÉRIEN

La politique du « tout TGV » est aussi mise en accusation. Faut-il poursuivre le schéma directeur de la grande vitesse alors même que la « rentabilité des nouveaux TGV se dégrade sous le double effet de la hausse des coûts de construction et de la concurrence accrue de l'aérien » ? Etait-il nécessaire d'engager 24,2 milliards de francs dans la construction du TGV Méditerranée, qui permettra en 1999 de faire Paris-Marseille ou Paris-Montpellier en trois heures, alors que le ciel français sera complètement ouvert à la concurrence le 1^{er} avril 1997 et que la guerre des prix entre Air Inter, AOM et autres Air Liberté, se traduit déjà par des tarifs extrêmement compétitifs.

Enfin, M. Martinand évoque l'avenir du fret et suggère une plus grande autonomie de cette activité. Elle ne serait ainsi pas systématiquement reléguée au second rang, derrière le transport passagers, qui mobilise en priorité tous les cheminots : les dédommagements aux entreprises clientes sont coûteux. Pour un service optimal, le transport de la marchandise doit être assuré porte-à-porte, et non gare-à-gare. La SNCF doit donc développer la coopération avec les transporteurs routiers. Dans cette optique, n'est-il pas contre-productif pour la société nationale de détenir les deux principaux acteurs du transport routier français, Calberson et Bourget-Montreuil ?

Virginie Malingre



■ À TOKYO, vendredi, l'indice Nikkei a gagné 0,21 % (à 20 168,63 points), le rapport de la Banque du Japon ayant éloigné la perspective d'une augmentation des taux d'intérêt.

■ L'OR a ouvert en baisse vendredi 1^{er} mars sur le marché international de Hongkong, à 399,10-399,40 dollars l'once contre 400,00-400,40 dollars la veille en clôture.

■ LE DOLLAR a poursuivi sa hausse vendredi sur le marché des changes de Tokyo, où il s'échangeait en fin de séance à 105,31 yens contre 104,60 yens en clôture la veille.

■ LES RÉSERVES de changes du Japon ont connu, en février, la plus importante progression - 17,04 milliards de dollars par rapport à janvier - de l'histoire du pays.

■ À FRANCFORT, l'indice DAX a inscrit jeudi 29 février un nouveau record de clôture, terminant la séance en hausse marginale de 0,04 % à 2 473,55 points.

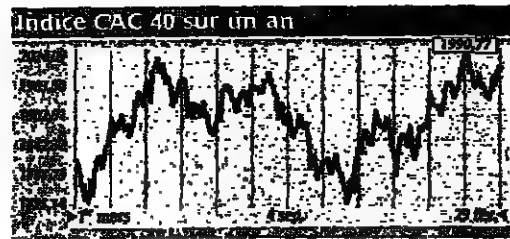
LES PLACES BORSIÈRES

	CAC 40	CAC 40	CAC 40	MIDCAC
	Coture	1 mois	1 an	1 mois

Vive reprise à Paris

DOPÉE par la hausse des marchés de taux, dans le sillage du dollar, et par le lancement de plusieurs opérations d'engorgement, notamment sur la Mixte et sur Charbon, la Bourse de Paris progressait très nettement vendredi 1^{er} mars. Affichant un gain de 0,9 % à l'ouverture, les valeurs françaises gagnaient en moyenne 1,24 % à 2015,46 points à la mi-journée. Les volumes de transactions étaient très étoffés, avoisinant 2,2 milliards de francs sur le compartiment à règlement mensuel, dont 1,6 milliard sur les valeurs de l'indice CAC 40.

Selon un intervenant, il y a beaucoup de rumeurs sur des opérations d'achat. Et le marché se rappelle que c'est comme cela que ça a démarré aux États-Unis il y a plus d'un an. Les rumeurs circulent en particulier sur Schneider, dont 11 % du capital a changé de mains depuis deux mois et qui progresse de 32 % depuis le début de l'année, a-t-il ajouté, se faisant l'écho de l'intérêt pour le groupe



de construction mécanique prêt à Siemens et General Electric. Le titre Schneider (+5,1 % à 233,30 francs) était de nouveau activement recherché, avec 1,3 million

Paribas, valeur du jour

VIVE ACTIVITÉ autour de Paribas, jeudi 29 février, à la Bourse de Paris, après une journée de suspension. Le titre a terminé à 281,60 francs (+3,53 %), avec 1,78 million de pièces échangées pour un montant de près de 500 millions de francs. Le maintien du dividende 1995, malgré quelque 4 milliards de francs de pertes, a rassuré, mais les interrogations sur l'avenir du groupe bancaire subsistent. Les observateurs se demandent si le provisionnement

sur l'immobilier est suffisant et s'interrogent sur le programme de cessions d'actifs (15 milliards de francs).



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

	Cours au 29/02	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30			
Union Aéro-Fin	601	+0,48	+2,75
SGE	125,50	+0,40	+16,74
Suez NSC NSV	512	+0,39	+2,8
Schneider	233,30	+5,1	+23,3
Legros Indus	210	+2,38	+31,74
Schneider SA	233,30	+5,1	+23,3
Cap Gemini Sogefi	162	+0,62	+17,38
Tecnote	440	+0,45	+30,54
BS	490	+0,20	+3,98
Groupes Aéro SA	480	+0,42	+37,24

	Cours au 29/02	Var. %	Var. %
BAISSES, 12h30			
Crédit Lyonnais CI	254,10	-0,48	+0,46
Suez NSC NSV	14,50	-0,39	+2,8
Suez NSC NSV	285,50	+0,40	+16,74
Alstom	461,50	+0,40	+40,37
Rossmore	1055	+0,40	+25,46
Asime	559	+0,40	+40,37
Finis-Lille	492	+0,40	+35,69
WEP	567	+0,40	+1,47
Suez NSC NSV	1380	+0,40	+21,55
Selephar	105,00	+0,40	+3,48

VALEURS LES PLUS ACTIVES

	01/03	02/03	Capitalisation
SEANCE, 12h30			
Schneider SA	233,30	233,30	2171482,76
Paribas	281,60	281,60	1460320,20
Sanofi-Sintabo	200,01	200,01	1099907,77
Total	268,72	268,72	8979554,10
Peugeot	108,19	108,19	791411,10
Carrefour	224,27	224,27	777922,28
BP Aquitaine	228,85	228,85	7707713,48
Saint-Gobain	107,21	107,21	762213,58
Suez	226,77	226,77	6561686,70
Accor	77,23	77,23	532487,77

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

	Cours au 29/02	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30			
MCI Center	264,40	+0,40	+39,15
Relais et Châ	179	+0,40	+27,20
Schneider	233,30	+5,1	+23,3
Dalmeida	280	+0,40	+14,8
Mar-Louis-Pro	280	+0,40	+14,8

	Cours au 29/02	Var. %	Var. %
BAISSES, 12h30			
Alstom	461,50	+0,40	+40,37
Rossmore	1055	+0,40	+25,46
Asime	559	+0,40	+40,37
Finis-Lille	492	+0,40	+35,69
WEP	567	+0,40	+1,47
Suez NSC NSV	1380	+0,40	+21,55
Selephar	105,00	+0,40	+3,48

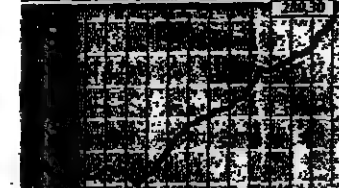
INDICES SBF 120-350, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

	Cours au 29/02	Var. %	Var. %
Ind. SBF 120	1395,44	+0,40	+0,4
Ind. SBF 350	1395,44	+0,40	+0,4
Ind. Second Marché	280,30	+0,40	+0,72
Ind. MIDCAC	1234,34	+0,40	+0,72

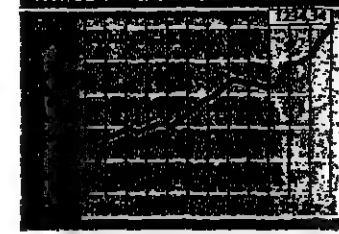
Indice SBF 250 sur 3 mois



Indice second marché sur 3 mois



Indice MidCac sur 1 mois



Nouvelle hausse à Tokyo

AU TERME d'une séance agitée, la Bourse de Tokyo a affiché une petite hausse, vendredi 1^{er} mars en clôture, grâce au rapport trimestriel de la Banque du Japon, qui a éloigné la perspective d'une augmentation des taux d'intérêt. L'indice Nikkei a gagné 43,26 points, soit 0,21 %, à 20 168,63 points.

La veille, pour la quatrième séance consécutive, Wall Street a poursuivi sa correction. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a perdu 20,59 points, soit 0,37 %, à 5 485,62 points. Une remontée du taux d'intérêt sur les obligations du Trésor à 30 ans, à 6,53 %, après l'annonce d'une baisse supérieure aux prévisions des demandes d'allocation-chômage la semaine dernière, a pesé sur Wall Street en début de journée. A ce niveau, les investissements à rendement fixe

sont plus rémunérateurs que les valeurs boursières. En Europe, la Bourse de Londres a vécu une journée morose, l'indice Footsie terminant en baisse de 10,6 points, à 3 727,6 points, soit un recul de 0,3 %. La Bourse de Francfort a, en revanche, inscrit un nouveau record, franchissant la séance sur un gain marginal de 0,04 %, à 2 473,55 points.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 29/02	Var. %	Var. %
Paris CAC 40	2015,46	+0,9	+0,9
New-York Dow Jones	5485,62	-0,37	-0,37
Tokyo Nikkei	20168,63	+0,21	+0,21
Londres FT100	3727,6	-0,3	-0,3
Francfort Dax 30	2473,55	+0,04	+0,04
Frankfurt Commer	879,28	+0,04	+0,04
Bruxelles C20	1661,85	+0,45	+0,45
Milan MIB 30	1004	+0,45	+0,45
Amsterdam AEX	347,80	-0,48	-0,48
Stockholm OMX	1475,81	+0,45	+0,45
Oslo OBX	2753,70	-0,48	-0,48
Hong Kong Hang S	11125,70	+1,25	+1,25
Singapour Strait	2438,51	+0,45	+0,45

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

	29/02	28/02
Alcoa	55,57	54,53
American Express	45,37	46
Allied Signal	54,25	55,12
AT & T	64	64
Bethlehem	13,67	14,12
Boring Co	87,23	87,23
Chrysler Inc	67	67,25
Chevron Corp	65,17	64,75
Coca-Cola Co	61	61,37
DuPont Corp	65,37	65,27
DuPont Nemours & Co	76,50	76
Eastman Kodak Co	71,37	70,75
Exxon Corp	78,87	78,50
Gen Motors Corp	56,75	56,62
Gen Electric Co	76,12	76,12
Goodyear T & Rubber	47	47,45
IBM	128,57	127,90
Intl Paper	84	84,63
J.P. Morgan Co	87,25	87
Mc Don Doug	89,60	90
Merck & Co Inc	66,87	66,87
Minnesota Mining & Mfg	64,87	65
Philip Morris	100	99,97
Procter & Gamble C	81,87	82,12
Sears Roebuck & Co	45,75	45,75
Tecumseh	79,75	79,50
Union Carb	45,57	45,25
Univ Tech	108,50	108,25
Westingh Electric	18,25	18,50
Woolworth	12	12,37

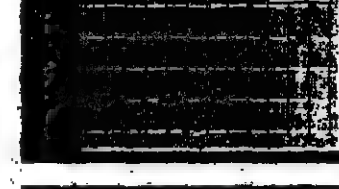
LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

	29/02	28/02
Allied Lyons	5,17	5,28
Bardley Bank	1,75	1,75
S.A.T. Industries	5,71	5,73
British Aerospace	6,70	6,69
British Airways	5,09	5,04
British Gas	2,37	2,38
British Telecom	1,71	1,71
British Telecomm	1,71	1,71
B.T.R.	3,22	3,21
Cadbury Schweppes	5,49	5,44
Baronnet	0,82	0,81
Forre	3,48	3,48
Imperial Chemical	1,03	1,03
Imperial Chemical	1,03	1,03
Legal	7,14	7,18
Marks and Spencer	4,19	4,19
National Westminster	6,97	7
Peninsular Oriental	5,28	5,24
Reuners	7,08	7,08
Savills and Savills	1,69	1,72
Shell Transport	1,44	1,44
Smithkline Beecham	6,96	7
Tate and Lyle	4,76	4,76
Unilever Ltd	12,07	12,11
Zanussi	12,57	12,47

FRANCFORT Les valeurs du Dax 30

	29/02	28/02
Allianz Holding N	2811	2809
Bayer AG	367,40	370,90
Bayer AG	446,50	450,50
Boehringer Mannheim	37,70	37,55
Bayer AG	44,02	43,77
BMW	426	422
Commerzbank	78	78
Continental AG	25,08	24,90
Daimler-Benz AG	811,50	810,70
Deutsche Bank	390	388
Deutsche Bank AG	99,50	99,50
Deutsche Bank AG	74,07	73,67
Dresdner Bank AG	36,40	36,40
Haniel AG	578	578,50
Hoechst AG	462,20	462,50
Karstadt AG	378	368
Rheinhold AG	465,50	459,80
Unilever	388	393,50
DTL Ludwigs	229,50	228,80
Man AG	418	418,60
Mannesmann AG	525,50	521,20
Mittelbank AG	32,98	33
Preussag AG	458	457
Rohr AG	61,08	60,57
Schering AG	102,25	102,25
Siemens AG	284,50	281,50
Thyssen	281,50	276
Veba AG	69,20	68,55
Vig	625,50	625,50
Welling AG	731	735

New York, Dow Jones sur 3 mois



Londres, FT100 sur 3 mois



Francfort, Dax 30 sur 3 mois



LES TAUX

	PARIS	PARIS	NEW YORK	NEW YORK	FRANCFORT	FRANCFORT
	Jour le jour	OAT 10 ans	Jour le jour	Bonds 10 ans	Jour le jour	Bonds 10 ans

Progression du Matif

LE CONTRAT notional du Matif a ouvert en hausse vendredi 1^{er} mars. Après quelques minutes de transactions, l'échéance mars gagnait 38 centimes à 121,24 points. Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 6,64 %, soit un écart de 0,27 % par rapport à celui du titre d'Etat allemand à dix ans de même échéance. La veille, le marché obligataire avait terminé sur

une note stable, à l'issue d'une journée heurtée qui avait vu le rendement de l'emprunt à trente ans remonter jusqu'à 6,54 %, son niveau le plus élevé depuis le début du mois d'octobre 1995.

La Banque de France a laissé inchangé, vendredi matin, à 4,13 %, le taux de l'argent au jour le jour. Jeudi, la Bundesbank avait choisi de ne pas modifier sa politique monétaire.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 7,00 %)

	Achat	Vente	Achat	Vente
Jour le jour	2902	2902	2902	2902
1 mois	3,12	3,12	3,12	3,12
3 mois	4,18	4,31	4,20	4,35
6 mois	4,25	4,37	4,30	4,45
1 an	4,35	4,50	4,40	4,60
PIBON FRANKS	2902	2902	2902	2902
Pibor Francs 1 mois	4,30	4,30	4,30	4,30
Pibor Francs 3 mois	4,30	4,30	4,30	4,30
Pibor Francs 6 mois	4,30	4,30	4,30	4,30
Pibor Francs 9 mois	4,30	4,30	4,30	4,30
Pibor Francs 12 mois	4,30	4,30	4,30	4,30
Pibor Ecu 1 mois	4,30	4,30	4,30	4,30
Pibor Ecu 3 mois	4,30	4,30	4,30	4,30
Pibor Ecu 6 mois	4,30	4,30	4,30	4,30
Pibor Ecu 9 mois	4,30	4,30	4,30	4,30
Pibor Ecu 12 mois	4,30	4,30	4,30	4,30

MATIF

	échéance 29/02	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Mars 96	19039	121,24	121,25	121,25	121,25	121,25
juin 96	4887	121,24	121,24	121,24	121,24	121,24
Sept. 96	2	121,24	121,24	121,24	121,24	121,24
Dec. 96	22	121,24	121,24	121,24	121,24	121,24
PIBON 1 MOIS						
Mars 96	2548	95,62	95,64	95,64	95,56	95,56
juin 96	18716	95,62	95,64	95,64	95,57	95,57
Sept. 96	5983	95,62	95,64	95,64	95,52	95,52
Dec. 96	424	95,62	95,64	95,64	95,58	95,58
ECU LONG TERM						
Mars 96	3109	89,66	89,66	89,66	89,44	89,44
juin 96	275	89,66	89,66	89,66	89,42	89,42

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

	échéance 29/02	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Février 96	32131	1999	2001	1997	1998,50	1998,50
Mars 96	29530	2000	2000	1998,50	1998,50	1998,50
Avril 96	148	2001	2001	1998,50	1998,50	1998,50
juin 96	542	1998	1998	1998,50	1971,50	1971,50

LES MONNAIES

US/¥	US/DM	US/£	DM/£	£/¥
↗	↗	↗	↘	↗
5,0460	1,4690	105,3000	3,4262	7,7165

AUJOURD'HUI

SCIENCES

PALÉONTOLOGIE Faudra-t-il rebaptiser Lucy, ce fossile vieux de 3,2 millions d'années, découvert en 1974 en Éthiopie ? Deux anthropologues suisses viennent de montrer

que l'étréité de son bassin ne lui aurait pas permis de donner naissance à un bébé hominidé. Ce qui pourrait être lié au fait que cet Australopithecus afarensis était en fait

un mâle. ● CETTE ÉTUDE ICONOCLASTE est vivement combattue par les paléontologues américains, car elle remet en cause leur théorie selon laquelle l'ensemble des fossiles dé-

couverts dans le désert de l'Afar appartiennent à une même famille. ● SI LUCY EST BIEN de sexe masculin, les restes d'hominidés d'apparence plus robuste, et plus « humaine », décou-

verts à proximité pourraient appartenir à une espèce différente. Cette hypothèse, défendue depuis plus de dix ans par certains anthropologues français, se trouve ainsi renforcée.

La mère supposée de l'humanité pourrait être son père

Une controverse oppose les anthropologues européens aux équipes de chercheurs américains sur le sexe de Lucy, le squelette vieux de trois millions d'années découvert en Afrique

LES BEATLES ont-ils été de mauvais conseils ? La petite histoire raconte que leur chanson *Lucy in the Sky With Diamonds* a inspiré le groupe d'anthropologues, qui, en novembre 1974, venaient de découvrir dans le désert éthiopien de l'Afar un petit tas d'ossements voués à la renommée mondiale. Le squelette, vieux de 3,2 millions d'années et conservé à 40 %, allait devenir le plus célèbre des fossiles d'hominidés. Pour ses découvreurs, Yves Coppens, Donald Johanson et Maurice Taieb, il ne faisait guère de doute que ces os étaient ceux d'un être dont la taille ne devait guère dépasser le mètre, appartenait à un animal de sexe féminin, aussitôt surnommé Lucy.

Mais cet *Australopithecus afarensis*, ce petit bout de femme qui fait désormais partie de l'imaginaire collectif, ne serait-il pas, en fin de compte, un mâle ? Cette hypothèse, un brin iconoclaste, évoquée depuis une dizaine d'années par certains chercheurs européens, fait un re-

Afrique du Sud. Ils ont recherché sur ces squelettes des similitudes avec ceux d'humains modernes. Ils ont également évalué la taille du crâne d'un fœtus d'*Australopithecus* et ont modélisé un accouchement.

Leur conclusion est surprenante : si le bassin du fossile sud-africain, « Sts 14 », est bien féminin, « il paraît impossible que Lucy ait été capable de donner naissance à un primate normal », assure Peter Schmid. Son bassin est trop étroit pour permettre le passage du nouveau-né. Il ne présente en outre que quelques-uns de la douzaine de caractères anatomiques qui permettent, chez l'homme actuel, de distinguer une femme d'un homme. « Cela conduit à formuler deux hypothèses », précise Peter Schmid. Soit l'espèce *afarensis* avait un étrange bassin, soit Lucy est un mâle. L'anthropologue ne cache pas sa préférence pour la seconde solution, même s'il souligne que des doutes subsistent, dans la mesure où l'étude ne porte que sur un seul individu, qui peut très bien n'avoir pas été un représentant parfait, ou tout au moins « moyen », au sens statistique, de son espèce.

« Il paraît impossible que Lucy ait été capable de donner naissance à un primate normal »

tour en force grâce aux travaux présentés récemment dans le *Journal of Human Evolution* par deux anthropologues suisses de l'université de Zurich, Martin Haider et Peter Schmid ont en effet procédé à une comparaison des reconstitutions du bassin de Lucy avec celui d'un autre australopithecine, *afarensis*, découvert sur le site de Sterkfontein, en

l'étude helvète est une nouvelle pierre dans le jardin anthropologique américain. Outre-Atlantique, l'hypothèse d'une Lucy mâle tient de l'hérésie. C'est qu'elle ouvre une nouvelle brèche, et de taille, dans la théorie formulée par les « papes » locaux de la paléontologie, Donald Johanson et Tim White. Des fouilles effectuées à 2,6 kilomètres seulement du site 288, où Lucy avait été exhumée, ont en effet permis de mettre au jour, entre 1975 et 1978, les fragments d'une « famille » d'australopithecins qui lui ont aussitôt été apparentés. Ces individus sont d'apparence plus robuste que Lucy. Le plus évident, même si le site 333 dont ils proviennent est antérieur de 200 000 ans, était d'en



faire des *afarensis* mâles, accompagnés d'enfants, pour les plus petits.

Or cette « famille » originelle, universellement popularisée, ne fait pas l'unanimité. Brigitte Senut, paléontologue au Muséum d'histoire naturelle, a été avec sa collègue Christine Tardieu (CNRS), parmi les premières à avancer l'hypothèse selon laquelle les différences entre les fossiles des sites 288 et 333 pouvaient ne pas être liées au « dimorphisme sexuel », aux distinctions naturelles, en l'occurrence la taille, entre représentants mâles et femelles d'une même espèce. « Dans le site 333 cohabitaient des ossements d'apparence très « humaine », et d'autres moins. Il s'y dessinait la présence de deux types d'hominidés bipèdes, d'un, proche de Lucy, aurait grimpé aux arbres, tandis que l'autre, plus massif, aurait déjà été le béré de l'arboricole. » Lucy vacillerait ainsi de la plus haute branche de l'arbre généalogique susceptible,

selon les Américains, de la relier à *Homo sapiens*, l'homme moderne.

Cette distinction, qui s'appuie aussi sur l'analyse des tibias et des humérus, a donc été vivement combattue. Elle se trouve aujourd'hui renforcée par l'étude de Haider et Schmid, elle aussi déclinée par certains, qui, tel Owen Lovejoy, de la Ken State University, n'y voient qu'une analyse « tortueuse et labyrinthique » (Science du 24 novembre 1995). Lovejoy, responsable de la reconstitution originale du pelvis de Lucy, met en doute la pertinence de la modélisation du crâne d'un fœtus d'australopithecine, fondée sur des estimations controversées de la taille du cerveau d'un individu adulte. Mais alors, pourquoi cela « coïnciderait-il » pour Lucy, mais pas pour *afarensis* ?

La querelle illustre en tout cas la difficulté à déterminer le sexe d'un individu, tant au sein d'une même

espèce qu'en comparaison avec une autre, à partir de simples ossements. « Certains caractères morphologiques, comme l'allongement du pubis, qu'il est en principe une caractéristique masculine, peuvent se retrouver chez certains primates arboricoles mâles et femelles », note Brigitte Senut. Ainsi l'os pubien de Lucy est-il allongé, ce qui peut en faire aussi bien une femelle (ou un mâle) arboricole qu'un mâle bipède terrestre. Pour réconcilier les thèses en concurrence, et éviter l'écla-

tement de l'espèce *afarensis*, une équipe américaine (Stony Brook) a même proposé une famille où les femelles auraient été arboricoles, tandis que les mâles auraient préféré la terre ferme. Mais ce partage des tâches, qui n'est pas sans rappeler l'antique distinction chasseur/coilleur, paraît difficilement soutenable.

Le plus décisif serait d'analyser le nouveau fossile du site 333. Malheureusement, ils ne contiennent aucun élément du bassin, seul déterminant du point de vue sexuel. Aussi Peter Schmid préfère-t-il se concentrer sur le « matériel » de Sterkfontein, vieux de 2,4 à 2,6 millions d'années, où, comme dans l'Afar, semblent avoir cohabité deux types distincts, l'un « simiesque », l'autre plus « humain ».

L'important, pour le chercheur suisse, est d'avoir pu démontrer qu'en matière de paléontologie « les choses sont plus complexes qu'on voudrait le faire croire. Lucy et sa famille ont été adoptées très rapidement par le public, mais il faut se méfier de la paléo-poésie. » Faudra-t-il rebaptiser Lucy ? Son collègue, Martin Haider, a proposé de la surnommer désormais Lucifer, « au risque de relancer la querelle entre créationnistes et évolutionnistes », plaisante Schmid. Lui préfère, jusqu'à plus ample informé, retenir la stricte terminologie scientifique, et l'appeler simplement AL 288-1.

Hervé Morin

Les cybernautes se délectent de spécialités culinaires françaises

MOUNTAIN VIEW
correspondance

Les Gaulois campent dans la plaine cybernétique, largement occupée par des légions d'Américains. De leur hameau virtuel, une bande de copains commencent

à faire frémir les environs à coups de bonne chère. Comme les temps changent, ils vendent leurs produits sur

Internet. A les en croire, la place du village que Fon découvre sur leur page d'accueil ressemble à celle d'une petite agglomération du sud de la France, avec café, boulangerie, épicerie et boucherie. On n'y trouve pas de sauteries, mais des fromages, des confits de canard, des cassoulets, de la moutarde, du foie gras et d'autres gauloiseries. Cerveau et vin ne figurent pas encore sur la liste des spécialités disponibles, mais cela ne saurait tarder.

Bertrand Gourmet Store a mis pignon sur Internet pour vendre au détail ces produits français. Les prix ne sont guère compétitifs par rapport au marché local, mais les produits peuvent être livrés dans des coins perdus dans des délais « raisonnables » de deux à cinq jours. « Cela permet à des gens du Mississippi de se procurer des choses dont ils ne pouvaient que rêver », explique Eric Bertrand, celui des sept associés qui a donné son nom à l'entreprise.

Conformément à la tendance dominante autour de la Silicon Valley, Bertrand Gourmet Store — qui se fait aussi appeler « Le Panier » — laisse le client choisir son mode de paiement. Téléphone et télécopie sont couramment utilisés, mais la commande peut se faire directement en ligne grâce aux systèmes de cryptage. Et, de toute façon, Eric Bertrand rappelle qu'aux États-Unis les usagers ne sont pas responsables des achats faits par d'autres avec leur carte ou leur numéro. « Ce sont les cartes Visa et Mastercard qui ont des problèmes, pas les clients », précise-t-il. Bertrand et ses compères sont convaincus que le public est favo-

nable aux méthodes les plus simples et les plus rapides. D'ici peu, les ordinateurs personnels seront équipés d'un lecteur dans lequel il suffira d'introduire sa carte bancaire.

Le Panier reçoit des commandes d'Inde, du Brésil, de Suisse ou d'Italie, mais 90 % de sa clientèle est américaine. Les pages, rédigées en anglais (sauf les recettes bilingues de certains produits), devraient s'étoffer bientôt de versions en espagnol et en japonais.

En attendant, les affaires vont bien. Merri. Lancée début décembre avec un investissement de 100 000 dollars, Bertrand Retail Inc. a vu son chiffre d'affaires multiplié par trois entre le premier et le second mois. Il pourrait être décuplé dans les prochaines semaines.

Sous le nom d'« Ariane », l'entreprise se « positionne » dans la vente au détail en ouvrant des sites pour d'autres. Elle a commencé avec les chaussures Achille et pense continuer avec chocolat, parfums, foulards de haute couture, produits de Provence, etc.

TOUTAUS UN PIED « ALLIÉS »
« Nous surfons sur la vague Internet », explique Philippe Barbier, ingénieur passé par Stanford et vice-reconverti dans les affaires. Il a pour cible les sociétés françaises et européennes désireuses de pénétrer le marché américain. « Avec Internet, nous leur offrons une nouvelle façon d'y parvenir », affirme-t-il.

Le secret de Barbier, Bertrand et de leurs amis, c'est peut-être d'avoir toujours un pied « allié ». Installés aux États-Unis, ils ont bénéficié de la facilité de création d'une société dans ce pays, et ils suivent de près les évolutions de la cyberculture.

Français, ils apportent aux Américains l'image de marque idéale pour les produits qu'ils vendent. Sans oublier « quinze ans de pratique du Minitel », insiste Barbier, qui précise : « Bien qu'informaticiens, nous n'oublions jamais que nous avons affaire à des êtres humains. »

Francis Pisani

«fpisani@aol.com»
http://www.lepanier.com

La longue patience de la première spatonaute française

Claudie André-Deshays, scientifique surdouée, devant rejoindre, le 6 juillet, la station spatiale Mir

MOSCOU

Séances de pose pour la télévision et les magazines féminins, interviews à la chaîne dans les salons d'un grand hôtel moscovite. Quatre mois avant son départ pour la station Mir, Claudie André-Deshays, première astronaute française, joue les stars obligées pendant une semaine, interrompant pour l'occasion l'entraînement qu'elle mène depuis un an avec les cosmonautes russes à la « Cité des étoiles » près de Moscou. Ne manquant que les parfums et les grands couturiers. « Nous aurions pu demander à Jean-Paul Gaultier de dessiner sa combinaison de vol, plaisante un représentant du Centre national d'études spatiales. Mais Claudie s'y serait opposée. »

On la voit mal, il est vrai, vanter les mérites du vin français, d'une assurance, d'une marque d'automobile ou d'un grand couturier. Ce qui frappe, chez cette jeune femme née voilà trente-huit ans au Creusot (Saône-et-Loire), c'est le sérieux. « Une bûcheuse, très motivée », affirme son entourage. « Je me suis toujours efforcée d'obtenir la meilleure note possible à mes examens », reconnaît-elle volontiers. A vingt-quatre ans (en 1981), elle décroche son doctorat de médecine, qu'elle complète, coup sur coup et en trois ans, par trois certificats d'études spécialisés (CES) : biologie et médecine du sport, médecine aéronautique et spatiale, rhumatologie. Le genre de panoplie qui vous mène tout droit à une brillante carrière de « mandarina ».

Mais Claudie André-Deshays n'apprécie pas les voies trop rectilignes. Le virage espéré prend la forme d'un appel à candidatures

lancé en 1985 par le CNES, qui recherche des spatonautes. « C'est arrivé juste au bon moment, se souvient-elle. Je terminais ma spécialisation au service de rhumatologie de l'hôpital Cochin, à Paris, et il me fallait choisir : ouvrir un cabinet, faire de la recherche ? Je n'avais pas d'enfant, j'étais libre ; je n'ai pas hésité. Sans doute n'aurais-je pas vraiment envie de m'installer. L'occasion était trop belle : on m'offrait l'aventure tout en me permettant d'exercer mon métier. »

Cette occasion lui donne, de surcroît, la possibilité de réaliser un rêve d'enfant. « Petite fille, j'avais été très impressionnée par les premiers pas des Américains sur la Lune. J'avais douze ans, mais j'ai passé toute la nuit à regarder alternativement la télévision et le ciel. La mémoire de tout cela s'était probablement accumulée dans un coin de mon inconscient. »

« BAC + 19 »
Sur mille dossiers reçus, le CNES retiendra sept candidats : quatre pilotes de chasse (dont Jean-Loup Chrétien et Patrick Baudry) et trois scientifiques, dont Claudie André-Deshays, seule femme de l'équipe. Commence alors une longue attente, qu'elle meuble à sa manière. « On m'a fait comprendre qu'un profil plus tourné vers la recherche conviendrait mieux pour un spatonaute », dit-elle. Reçu cinq sur cinq. Tout en continuant de travailler au service de rhumatologie et de réadaptation à l'hôpital Cochin, elle reprend des études, pour atteindre aujourd'hui « bac + 19 », après un DEA de biomécanique de physiologie du mouvement et une thèse de neurosciences soutenue en 1992. Parallèlement, elle prépare, au sein d'un laboratoire du CNRS, les expériences en physio-



CLAUDIE ANDRÉ-DESHAYS

logie humaine qui sont emportées à bord de la station russe Mir lors du second vol de Jean-Loup Chrétien, en 1988.

En 1990, enfin, elle entre à plein temps au CNES comme responsable des programmes de physiologie et de médecine spatiale. Mais la véritable aventure ne commence à prendre tournure qu'en octobre 1992, quand elle est désignée comme « doublure » de Jean-Pierre Haigneré pour la mission franco-russe Altair. Pendant neuf mois, elle partage le dur entraînement des cosmonautes russes, avant de reprendre sa fonction de responsable scientifique pour assurer, du centre de contrôle de Kaliningrad, près de Moscou, le suivi des expériences menées pendant trois semaines par Jean-Pierre Haigneré dans le « bidon » qu'elle rêve d'occuper un jour.

Aujourd'hui, c'est son tour. Depuis janvier 1995, c'est en tant que titulaire qu'elle a repris le chemin de la Cité des étoiles. Elle y a retrouvé les copains. Le 6 juillet prochain, elle rejoindra en orbite l'équipage russe qui a décollé le 23 février dernier pour une mission de cinq mois. Parmi eux, Youri Oussatchev, avec qui elle s'est entraînée en 1993. « Pour moi, il est

un peu comme un frère », dit-elle. Les longues heures passées sur les « instruments de torture » — centrifugeuse ou tabouret tournant —, les « crashes » — heureusement virtuels — vécus ensemble dans le simulateur du vaisseau Soyouz, « ça crée des liens ».

L'APRÈS-VOL

Son quotidien conjugué entraîne ment physique, séances de simulateur et cours théoriques. « J'ai fait très jeune des compétitions de gymnastique et, pour moi, le plus difficile est de me remettre à la mécanique spatiale et à la balistique. » Bûcheuse mais pas « polaire », elle meuble ses loisirs en visitant les expositions et les ateliers des artistes moscovites, à la recherche d'exemples moins connus d'« abstraction lyrique des années 50-60 », sa période préférée en peinture. Elle aime aussi discuter avec ses amis russes, qu'elle trouve « lucides et préoccupés, mais démolis » face à la situation dans leur pays.

Ouze ans d'attente n'ont pas altéré son jugement vis-à-vis des « moments très forts » qu'elle s'apprête à vivre. Elle pense déjà à l'après-vol, qu'elle imagine toujours consacré à l'espace — et vraisemblablement au CNES —, tout en reconnaissant que ses chances de voler de nouveau sont limitées, en raison du nombre de missions habitées programmées par les Français. En attendant, elle remplit son rôle d'ambassadrice de charme des vols spatiaux, répondant pour la centième fois aux mêmes questions. Apparemment sans lassitude, prête à renouveler l'épreuve, demain, avec la presse féminine.

Jean-Paul Dufour

Le cas de la gymnaste Elodie Lussac illustre les difficultés du sport de haut niveau pour les très jeunes athlètes

Au centre d'un contentieux entre ses parents et la Fédération, la jeune championne n'ira pas aux Jeux olympiques d'Atlanta

Les VII^e Internationaux de gymnastique ont lieu samedi 2 et dimanche 3 mars au Palais Omnisports de Paris-Bercy avec les meilleurs gymnastes mondiaux, les Françaises Ludovine Furnon, Isabelle Severino, Elvire Yezou, mais sans Elodie Lussac. A la suite d'une

blessure au dos, l'ex-leader de l'équipe de France et ses parents n'ont pu trouver un terrain d'entente avec la Fédération française

de gymnastique (FFG) pour reprendre l'entraînement. A seize ans et demi, la jeune fille est en retraite anticipée.

en pleure : « Lorsque Elodie gagnait, l'honneur revenait toujours à sa famille malgré les cinq ans qu'elle a passés à travailler avec nous, plus elle gagnait, plus son père prenait de l'assurance et critiquait le système d'entraînement. Aujourd'hui on m'accuse d'avoir cassé Elodie, c'est injuste. »

A LA MI-DÉCEMBRE, Elodie Lussac a raccroché son justaucorps de l'équipe de France de gymnastique artistique pour se consacrer à sa vie de lycéenne de première S. Bien que soignée, et guidée - selon le professeur Maurice Bergoin, chirurgien-orthopédiste, qui la suivait au CHU Nord de Marseille - pour une « rupture traumatique des isthmes de vertèbres lombaires », l'Avignonnaise renonce à une échec pour laquelle elle travaillait d'arrache-pied depuis dix ans : les Jeux olympiques d'Atlanta. La championne d'Europe juniors 1994, unanimement considérée comme « une gymnaste au mental de battante hors du commun », a donc capitulé à sept mois du but. Six mois de carcan dans un corset n'avaient pourtant pas eu raison de sa volonté.

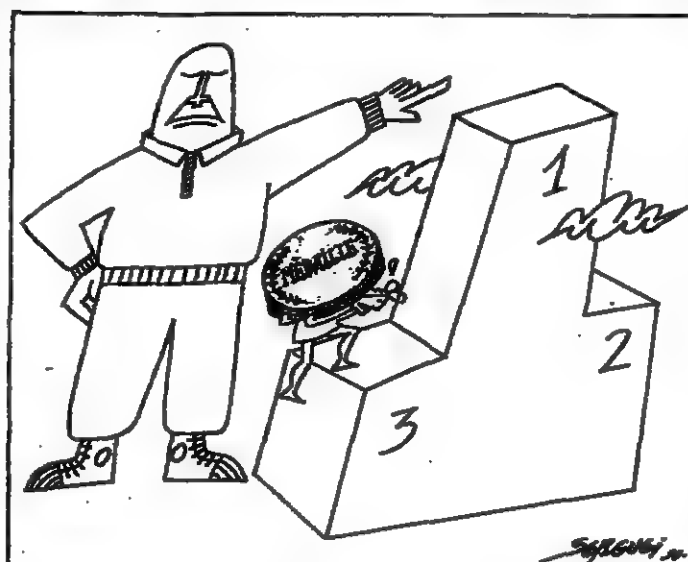
Tout semblait même se mettre en place pour un retour d'Elodie au plus haut niveau. La question était en voie de règlement entre Francis Lussac, le père de la championne, entraîneur assistant au centre national de Marseille, et les entraîneurs nationaux Lin Xuan et Shi Mao. Or, subitement inexplicablement, les ponts ont été rompus entre la championne et les instances fédérales.

« L'affaire Lussac » avait commencé par une blessure sévère aux championnats du monde à Dortmund, suivie par un arrêt de six mois. Francis Lussac avait mis en cause la Fédération et les méthodes d'entraînement au centre de Marseille (Le Monde du 10 janvier 1995). Pendant la convalescence d'Elodie, la Fédération a fait plusieurs propositions pour la reprise de l'entraînement. Mais la famille Lussac, les juges vagues. Au Pôle espoirs de Bercy, Elodie avait

émis le souhait d'aller reprendre l'entraînement avec le Russe Sacha Zarnouba, on l'attendait pourtant. Elle n'est jamais venue. « Même pas pour se rendre compte des conditions proposées », regrette Chantal Nallet, ancienne gymnaste internationale qui dirige le centre. Elle avait une petite chance de bien figurer aux JO, on aurait tout mis en œuvre, mais il aurait fallu commencer dès septembre, or le corps médical émettait encore des réserves en juin. » Effectivement, le professeur Bergoin avait invité Elodie « à reprendre une activité préparatoire à sa pratique sportive avec prudence et modération encore six mois ».

« Elodie et sa famille ne m'ont pas semblé prêts psychologiquement à vivre une séparation, et je ne voulais pas prendre pour eux une décision difficile », explique Jean-Claude Jacquet, le directeur technique national, qui avait organisé l'arrivée d'Elodie à Rouen pour janvier 1996. Elodie a-t-elle compris qu'il serait alors trop tard ? Le 9 décembre, elle a décliné, par courtoisie, une entrevue avec le président de la FFG, Jacques Rey. Sans explication très convaincante.

Avant sa rupture avec les responsables fédéraux, Elodie répondait consciencieusement aux questions des médias. Aujourd'hui, elle évite la presse écrite. L'évocation de son retour d'enfant brisé lui est trop pénible. Elle a choisi un moyen plus efficace, participant à une émission télévisée destinée à dénoncer les dérives du sport de haut niveau (Nimbus, le 5 janvier sur France 3) et à des colloques. « Il s'agit de faire valoir nos droits et ceux d'enfants qui ne sont pas des animaux sauvages », explique son père. La famille Lussac n'en dément pas : le système a



Depuis l'été 1994, Francis Lussac est en profond désaccord avec ses anciens collègues chinois. « Ils ont du talent, admet-il, mais devraient être cantonnés à leur rôle d'entraîneurs. Ils transposent en France les méthodes de leur pays, où les filles rentrent en centre à l'âge de cinq ou six ans. Je ne pouvais pas accepter ce rythme pour ma fille. » Pour la carrière d'Elodie, la famille a pourtant beaucoup sacrifié.

LE TALENT DU TALENT

Claude, toujours en poste à Avignon, a longtemps fait la navette, avec Roland, le petit frère, pour venir voir Elodie et son père installés à Marseille. Ils se défendent d'avoir forcé l'ambition de leur fille : « Elle s'est mise seule à la gym et n'a jamais cessé de nous donner, car, petite, elle était plutôt boulotte et saupé-

comme un verre de lampe. » « Pour l'instant, remarque Chantal Nallet, Elodie occulte les bons moments qu'elle a eus avec Xuan et Mao. Un jour, cela lui reviendra. » Francis Lussac estime, lui, qu'on l'a intégré à l'entraînement « pour [l]'obliger à se tenir ».

Le poste de cadre technique semblait pourtant taillé sur mesure pour lui par le ministère de la Jeunesse et des Sports. « Quand j'ai vu l'intérêt que portait Francis à l'entraînement de sa fille, j'ai pensé qu'il valait mieux travailler ensemble, dit Shi Mao, mais j'ai dû lui faire supporter ses critiques. Francis est un entraîneur plus dur que moi, il tenait encore plus que moi aux médailles. Quand je voyais un détail à changer, il en voyait plusieurs. Finalement Elodie ne savait plus où donner de la tête, alors je l'ai laissée de plus en plus avec son père. » Le procès d'intention qu'on lui fait le révolte, il

Patricia Jolly

Controverse autour d'une blessure

ÉLODIE LUSSAC se contente aujourd'hui de faire du footing. Dans un club d'athlétisme de la région d'Avignon, elle s'entraîne au saut à la perche. Pour oublier cette journée du 16 novembre 1994 qui lui donne encore des cauchemars. C'était aux championnats du monde par équipes à Dortmund, en Allemagne, le jour des imposés. Des tribunes, Claude Lussac, professeur d'éducation physique et juge international de gymnastique artistique, remarque une anomalie dans l'attitude de sa fille qui évolue sur la poutre. « Nous étions trop loin pour pouvoir intervenir », dit Francis Lussac, le père, alors cadre technique au centre de Marseille où se préparait sa fille sous la direction des entraîneurs chinois Lin Xuan et Shi Mao. « Elodie m'a bien dit qu'elle avait mal, explique Xuan, mais, chez les gymnastes de haut niveau, les douleurs musculaires sont fréquentes, surtout au dos, qui est très solli-

cié. Quand je lui ai proposé d'alléger son entraînement du sol, elle n'a pas dit qu'elle ne pouvait pas le faire, elle s'est juste inquiétée d'éventuelles difficultés avec la musique. »

UN CHAMPION

Version d'Elodie dans l'émission « Nimbus » (France 3, le 5 janvier) : « Je ne sais pas si les entraîneurs ne m'ont pas crue ou mal comprise, mais on n'a pas fait de radio. Je suis arrivée à Dortmund avec un petit mal au dos et j'ai fait la compétition avec le mal. » Lors du stage précédent la compétition, sous la surveillance de Michel Légière, médecin fédéral depuis vingt-cinq ans, toute l'équipe de France avait été soumise à un examen radiologique de la chambre lombo-sacrée, qui n'a rien révélé d'anormal chez Elodie. Le lendemain des imposés, le 18 novembre, elle a, selon son père, disputé les livres « contrainte

et forcée par un chantage des entraîneurs. Ils l'ont convoquée, lui disant combien sa participation était importante pour le classement de l'équipe de France, alors que cette épreuve ne qualifiait à rien du tout », accuse-t-il.

A l'issue de la compétition, l'équipe s'est vu prescrire par l'encadrement médical des soins et une récupération « pour une période d'au moins huit jours ». Dès le 22 novembre, un kinésithérapeute consulté par Elodie a exigé une radio, avant de recommander des exercices. « De l'entretien physique du sol, des abdominaux, du renforcement de la ceinture lombaire - car on n'a su que c'était si grave qu'à la fin de la semaine par une autre radio - mais elle n'a rien fait qui sollicitait le dos ou les jambes, car elle ne pouvait pas », se défend Francis Lussac. Des témoins jurent pourtant avoir vu travailler Elodie « avec des charges de 15 à 20 kilos » pendant cette période. La Féd-

ération en profite pour s'interroger sur l'origine véritable de la blessure d'Elodie. Le docteur Légière ne parle pas, comme le professeur Bergoin, de « rupture des isthmes », mais de « lèse isthmique ». « C'est une fissure, souligne-t-il, et non pas une fracture - de l'isthme, qui relie de chaque côté une vertèbre à celle du dessus ou du dessous. Cette fissure se retrouve dans 8 % de la population générale ; certains ayant même supposé que l'origine était congénitale. (...) On doit savoir que 18 à 20 % des gymnastes se présentent aux championnats du monde présentant cette fissure unilatérale ou bilatérale ; la plupart du temps, cette « atteinte » n'entraîne aucune douleur et il est parfois difficile d'attribuer l'origine d'une douleur lombaire, même vive, à une lèse ou à une lombalgie « banale » classique. »

P. Jo.

Les dirigeants européens pour un amendement du traité de Maastricht

LES PRÉSIDENTS des comités olympiques européens prennent le relais de l'Union européenne de football (UEFA) dans la lutte contre les conséquences de l'arrêt Bosman. Réunis à Rome, jeudi 29 février, ils ont demandé à leurs gouvernements d'amender le traité de Maastricht pour ne pas avoir à modifier leurs propres règlements.

Les dirigeants ont suggéré que la conférence intergouvernementale chargée de préparer la réforme des institutions européennes, qui doit s'ouvrir fin mars à Turin, insère dans les traités européens un article « sauvegardant la spécificité, l'identité et l'autonomie » du sport, comme le fait la disposition actuelle sur la culture, et ce au nom des « valeurs et idéaux du sport ». « Cet article ou disposition, poursuit le texte, devra : 1. garantir que les droits du sport soient pris en considération lors de la définition d'autres politiques ou réglementations de l'Union européenne, 2. assurer que toute action concernant les sports fasse l'objet de consultations avec les gouvernements nationaux et les organisations sportives au niveau national et européen. »

Au mois de décembre, la Cour de Justice des Communautés européennes a rendu illégaux certains règlements limitant la circulation des sportifs professionnels. Le football, premier concerné par cet arrêt, avait immédiatement fait pression auprès des gouvernements pour qu'une clause d'exception sportive soit insérée dans le traité de Maastricht lui permettant d'échapper au droit commun.

BASKET-BALL : Michel Gomez n'entraînera pas l'équipe de Pau-Orthez la saison prochaine, son contrat avec le club n'ayant pas été renouvelé. Le coach de l'Elan béarnais depuis six ans a été averti par une lettre reçue jeudi 29 février. La nomination de Michel Gomez à la tête de l'équipe de France, en octobre 1993, avait entraîné des dissensions avec le président du club. Elles n'avaient pas disparu lorsque Gomez avait quitté les Bleus en juin 1995. Pau-Orthez, actuellement en tête du championnat de France, disputera, en mars, les quarts de finale du championnat d'Europe des clubs contre le CSKA Moscou.

SKI ALPIN : Picabo Street s'est imposée dans la descente en deux manches de Narvik (Norvège), jeudi 29 février. L'Américaine, championne du monde de la spécialité, a devancé la Russe Warwara Zelenskaja et la Suisse Heidi Zurbriggen. - (APR)

L'Ecosse veut hisser son nouveau rugby jusqu'au grand chelem

POUR LA TROISIÈME FOIS en six ans, le XV d'Ecosse devra battre l'intime ennemi anglais, samedi 2 mars, pour réussir un grand chelem dans le Tournoi des cinq nations. En 1990, il y était parvenu au bout d'un match d'un Edinburgh vibrant encore.

En 1995, il avait échoué à Twickenham. Cette année, quoi qu'il puisse se passer sur la pelouse de Murrayfield, cette nouvelle participation à une « finale » du Tournoi vaudra comme une reconnaissance définitive du talent de la sélection locale. Celui d'une petite nation de l'ovale, qui, contre logique et pronostics, a force d'invention et d'adaptation, parvient à garder sa place au sein de l'élite du rugby européen.

Un homme symbolise à lui seul cette réussite, qu'il ne faudrait surtout pas assimiler à un miracle. Jim Telfer, ancien troisième ligne du XV du chardon, a voulu et poussé depuis vingt ans toutes les évolutions qui permettaient aux Écossais de tenir tête à des fédérations dix fois plus puissantes qu'eux. C'est lui qui a imaginé de copier le jeu des All Blacks, cette manière de privilégier la mêlée ouverte avec ballon à terre pour permettre sa libération la plus rapide possible. Le choix de ce rugby explique en grande partie les deux derniers grands chelems écossais, en 1984 et 1990, alors que Jim Telfer était entraîneur de la sélection.

C'est encore lui, devenu en 1992 le premier directeur technique rétribué de l'histoire du rugby écossais, qui a estimé que ce style, pratiqué de manière trop stéréotypée par ses joueurs, ne suffisait plus longtemps pour s'imposer. Deux sévères défaites en test-matches à domicile (51-5 contre la Nouvelle-Zélande en novembre 1993, 34-15 contre l'Afrique du Sud en octobre 1994) ont achevé de le convaincre qu'il

fallait à nouveau regarder vers l'hémisphère Sud pour trouver l'inspiration. Vers la Nouvelle-Zélande surtout, en train d'inventer le jeu qui a brillé pendant la coupe du monde sud-africaine. « Les Néo-Zélandais n'ont pas gagné la finale », dit Jim Telfer, mais ils étaient de loin l'équipe la plus impressionnante. Ils ont montré la voie de l'avenir. Comme d'habitude, ils nous ont appris énormément de choses. »

L'ATTAQUE POUR OBSESSION

Le nouveau jeu écossais avait été étreint lors du Tournoi de 1995, marqué par une victoire au Parc des Princes. Mais c'est surtout lors de la préparation pour le Tournoi de cette année que les joueurs de Jim Telfer et Richie Dixon, l'entraîneur de la sélection, ont négocié un virage psychologique et tactique. Plus extravertis, moins prévisibles, les Écossais sont partis, sous leurs ordres, à la recherche de leur ver-

son du rugby total, avec l'attaque pour obsession. « Nous ne sommes pas très compétitifs dans les phases statiques », explique Jim Telfer, mais, une fois que nous avons le ballon, nous pouvons rivaliser avec n'importe quelle autre équipe. Donc nous essayons de jouer à la main autant que possible, de franchir très vite la ligne d'avantage, d'éviter le jeu au pied et d'éloigner la balle au plus vite des points de fixation. » Pour impressionner ses joueurs de ce devoir offensif, Jim Telfer ne cesse de ressasser une image. Il leur fait « garder la balle dans l'île », c'est-à-dire dans l'aire de jeu. L'envoyer en touche revient à la jeter à la mer.

Mais la technique n'explique pas tout. L'organisation du rugby écossais est l'autre raison de ses succès internationaux. A rebours de ce qui se passe en France, où les sélectionneurs doivent se débrouiller avec les cultures et les styles divergents des clubs, le XV du chardon est placé au

sommet d'une construction cohérente. C'est son style qui irrite ce lui des clubs et des provinces, et qui assure jusqu'aux équipes de jeunes. En début d'année, Jim Telfer a ainsi écrit au huit clubs majeurs pour leur demander d'habituer leurs joueurs à pratiquer « le plus gros volume de jeu possible ». Soucieux de l'avenir, désireux d'étoffer une base encore trop restreinte, Richie Dixon a tenu à introduire le rugby dans les écoles de la région d'Edimbourg, où l'on enseigne les préceptes en vigueur dans l'équipe nationale. Telfer, lui, s'occupe du plan national de développement, dont la première consigne résume toute la philosophie, et le succès, du rugby écossais : « Pratiquer un style de jeu spectaculaire qui sera apprécié par le public et qui incitera les jeunes à vouloir jouer et gagner pour l'Ecosse. »

Ian Borthwick et Jérôme Fenoglio

HEAT DE NIRO

“TABULEUX” LE FIGARO

Les équipes

● Ecosse : 15. Rowen Shepherd (Melrose) ; 14. Craig Joyner (Melrose) ; 13. Scott Hastings (Watsonians) ; 12. Ian Jardine (Stirling County) ; 11. Michael Dods (Northampton) ; 10. Gregor Townsend (Northampton, o) ; 9. Brian Redpath (Melrose, m) ; 8. Eric Peters (Bath) ; 7. Ian Smith (Gloucester) ; 6. Rob Walwright (West Hartlepool, cap.) ; 5. Dodie Weir (Melrose) ; 4. Stuart Campbell (Dumfries) ; 3. Peter Wright (Boroughmuir) ; 2. Kevin McKenzie (Stirling County) ; 1. David Hilton (Bath).

● Angleterre : 15. Michael Catt (Bath) ; 14. John Slightholme (Bath) ; 13. Will Carling (Harlequins, cap.) ; 12. Jeremy Guscott (Bath) ; 11. Rory Underwood (Leicester) ; 10. Paul Grayson (Northampton, o) ; 9. Matthew Dawson (Northampton, m) ; 8. Dean Richards (Leicester) ; 7. Benjamin Clarke (Bath) ; 6. Lawrence Dallaglio (Wasps) ; 5. Martin Johnson (Leicester) ; 4. Garath Archer (Bristol) ; 3. Jason Leonard (Harlequins) ; 2. Mark Regan (Bristol) ; 1. Graham Rowntree (Leicester).

● Arbitres : Derek Bevan (pays de Galles) assisté de David Symmonds et Clayton Thomas.

● Retransmission : en direct de Murrayfield sur France 2 à partir de 15 h 55, puis résumé d'Irlande-Galles à partir de 17 h 35.

Recommandé par "Paris sur Choc" et "Paris Combines" pour mieux acheter : testez literies et canapés... de grandes marques

Appelez le 42.08.71.00 - 7/7

MOBECO

3800 m² d'exposition

127 rue de Valenciennes - 75019 Paris

JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

MOTS CROISÉS

Problème n° 905

HORIZONTALEMENT

1. Voue un culte aux métaux précieux. - II. Fut une résidence du sultan. Venus ni de la tête ni de la gorge. - III. Tendance propre à certains marchés. Direction. - IV. Prostré. Mondanités entre autres. - V. Pour le vainqueur. Redoutables élégances. - VI. Hugo l'aimait. Monnaie dans le désordre. En partie iranienne. - VII. Voilà ce qui arrive quand on butine. Acier. - VIII. Va à la côte. C'est le trou ! Sa ville se situe sur le premier de la ligne. - IX. Compte pour la note d'hôtel. Donne une exécution parfaite. - X. Testées ou n'en sont pas à leur coup d'essai.

VERTICALEMENT

1. Serait risible s'il n'était dangereux. - 2. Généralement en page 1. - 3. Fromage. Grecque inversée. - 4. Efface toute timidité. Vieil ex-

clu. - 5. En boucles. On y prend soin de l'instruction. - 6. Clean. On le suit. - 7. Contreplaqué. - 8. Assure le silence. - 9. Ont perdu quelques épaisseurs. Article. - 10. Rivière. Degré de culpabilité. - 11. Possessif. On en pense du bien. - 12. Égérie. Sans chef. - 13. L'attraction y est celle de l'espace et non plus celle de la planète.

SOLUTION DU N° 904

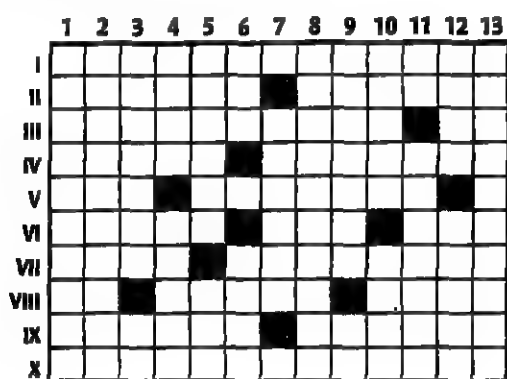
Horizontalement

1. Saucissonnage. - II. Après-midi. Lus. - III. Ipéca. Somalis. - IV. Nadirs. Réséda. - V. Tri. Dada. Agay. - VI. Cène. Huns. ESE. - VII. Liane. Tira. - VIII. Oïlé. Lo. Rente. - IX. Uléma. Pélican. - X. Désacralisent.

Verticalement

1. Saint Cloud. - 2. Appareille. - 3. Urédinales. - 4. Ceci. Enéma. - 5. Isard. Ac. - 6. SM. Sahel. - 7. Sis. Dû. OPA. - 8. Odorant. EL. - 9. Nime. Siril. - 10. Asa. Reis. - 11. Allégeance. - 12. Guidas. Tan. - 13. Essayèrent.

François Dorlet



SCRABBLE (R)

Problème n° 492

JACQUIERIES

Profitez des soldes d'agendas, éphémérides et calendriers pour allonger notre liste de pré-noms jouables (cf. nos chroniques 460 et 464) : JACK, fiche mâle à deux conducteurs coadjuvants, mot anglais lui-même dérivé d'un prénom - JACQUES, sobriquet du paysan français - IACO, JACOT ou JACQUOT, perroquet - JENNY, machine à filer le coton, mot anglais lui aussi dérivé d'un prénom - JOSEPH, papier-filtre, du prénom de l'inventeur, Joseph Mongolfier qui, comme chacun sait, donna aussi son nom à un aérostat qu'il réalisa avec l'aide de son frère - JULES et JULIE - JULIEN(ENNE), relatif à Jules César - ISABELLE, couleur café au lait : selon la légende, la reine de Castille Isabelle la Catholique avait fait vœu, lors du siège de Grenade en 1491, de ne pas changer de chemise avant la prise de la ville - KAREN, d'un peuple de la Birma-

nie et de la Thaïlande ; le prénom est un diminutif de Catherine ou de Carine - LAURÉ (LAURÉE), couronné de lauriers - LÉONARD (E), du pays de Léon (Bretagne) ; le prénom vient, dit-on, du latin leo, lion. LÉONTINE, chaîne de montre portée autour du cou - LISETTE, soubrette de comédie, diminutif d'Elisabeth - LOUISE, femme (helv.) - MANON, friandise pralinée belge, diminutif de Marianne - MARTIN, passereau, du latin martinus, guerrier : saint Martin, l'homme au manteau, était militaire - MATHURIN, religieux - MAX, maximum, diminutif de Maximilien - MELCHIOR, alliage (maillachort), un des rois mages - MÉLUSINE, fée, à long poil, personnage échelonné de la mythologie celtique.

Voici les anagrammes que génèrent cinq de ces pré-noms : OLEANDRE - ABELLES - RHUMANT + I - SÉLÉNIOUM - ENTOILE + N.

Michel Charlemagne

Solution des anagrammes : LÉONARDE - ISABELLE - MATHURIN - MÉLUSINE - LÉONTINE.

Club de Lorient, mercredi 27 décembre 1995.
Tournois à la Maison de quartier de Kervénec,
lundi et mercredi à 14 heures.

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est L'Officiel du Scrabble (Larousse).

N°	TIRAGE	MOT RETENU	RÉF.	PTS
1	IFAETH	HÂTIF	H 4	30
2	EIALNOUR	FLUORINE (a)	6 H	86
3	BETQAC	QAT	6 F	26
4	B-UNOTER	CABOTER	K 5	44
5	SFOYDTA	ÉBROUENT (b)	D 8	83
6	D-SEASNI	FAYOTAS (b) (c)	G 1	40
7	PSEWIZD	DESSINAT (d)	15 H	80
8	DSW-EOIE	PIFEZ	1 E	37
9	DEEIS-RE	WON	N 6	32
10	MSIVLIM	DIERÈSE	9 C	77
11	ILMMS+EO	VIA	N 13	21
12	ILM+GSEU	MÉOS	113	27
13	GL+KENTO	ÉMULSIVE	13 H	28
14	GL+ATRET	KOÏNE	L 1	30
15	HURNCEA	LETTRAGE	E 8	68
16	EGRU+DMA	KHAN	L 1	46
17	MU+IAELV	DRAGÉE	15 A	30
18	PKULPEC	VELARIUM	12 A	91
19	CLU+JNU	ÉPOXY	3 C	48
20	CLU	JEUN	10 J	27
21	CLU	PL(O)UC	E 1	16
				1 009

(a) OURALIEN, 5 E, 82. (b) BOURRENT, 11 G, 60. (c) ou OYATS, 12 I. (d) DINASSE, 9 C, 77.
1. Henriette Goulier, 91 ; 2. Céline Le Carvenec, 82 ; 3. Pascal Biennu, 76.

ANACROISÉS (R)

Problème n° 906

HORIZONTALEMENT

1. AACHIMR. - 2. ADEHST. - 3. ABEENOS. - 4. ABEILRU. - 5. ABEINOS. - 6. ACEJLRU. - 7. EINNOO. - 8. IIOSTTU. - 9. AGHINRU. - 10. EEFINS (+1). - 11. ACERSTU (+6). - 12. BEEGILL. - 13. AABLLT. - 14. BEEINSU. - 15. EEEIMN. - 16. EEMNORS (+4). - 17. ABEIRRT (+3). - 18. EHIINNOT. - 19. ABEINRSU (+1). - 20. AINSST (+1). - 21. DEISSTU (+2).

VERTICALEMENT

22. AELMMNO. - 23. AABERIT (+2). - 24. AABEJO. - 25. AFIORTT (+1). - 26. BEEINRS. - 27. AGLNOS (+2). - 28. ABEINNTU (+1). - 29. EEEIINNS. - 30. BEIILLOS. - 31. EEEHNT. - 32. AAEILMNR. - 33. EIIORS. - 34. ACEEENNT (+2). - 35. BEINORS (+2). - 36. DEEEINRU. - 37. AEEGIRR (+3). - 38. ADMNNOR. - 39. AAEORTTU. - 40. AAEGLS. - 41. EEMNRSU (+6). - 42. ABDEIR. - 43. ABEINSS (+1).

SOLUTION DU N° 905

1. ACCESSIT. - 2. ABSENCE (BEANCES, BÉANCES). - 3. POULAIN. - 4. URINOIR. - 5. PURULENT. - 6. PESEUSES. - 7. ITINÉRIANT (INTERNIT).

ÉCHECS

Étude n° 1678

TOURNOI DES HAUTS-FOURNEAUX

(Wijk aan Zee, 1996)

Blancs : V. Anand.

Noirs : I. Sokolov.

Partie espagnole. Anti-Marshall.

1. d4	e5	2. Tf1-d2	Dc5 (a)
2. Cf3	Cc6	3. Cc3 (b)	Dc7
3. Fb5	a6	4. Cc5 (c)	Dc8
4. Fd4	Cb6	5. Cd4	Tb8 (d)
5. d5	Fb7	6. Fd2 (e)	Tb7 (e)
6. Fd1	h6	7. Fd3 (f)	Cg6
7. Fb5	g4 (g)	8. Fd4	Tb1
8. Fd1	h4 (h)	9. Fd2	Tb2 (i)
9. Fd3	g5 (j)	10. Fd4	Tb3 (j)
11. Fb5	g6 (k)	11. Fd6	Tb4 (k)
12. C-d2 (l)	h5 (l)	12. Fd8	Dh1+ (l)
13. Fd1	h4 (l)	13. Fd8	Tf11
14. Fd3	g5 (m)	14. Fd8	Tb7
15. Fd5	Cg4	15. Fd8	Td6+ (m)
16. Fd5 (n)	Dd7	16. C-d2	Dd8
17. C-d2	Pf6	17. C-d2	Dd8
18. h5-c2 (g)	h4	18. C-f3	Rf7
19. Tf1	Td-d1	19. Fd8	h4
20. Tf1	Td-d1	20. Fd8	Dd5
21. C-d2 (h)	h5	21. C-d2	Dd5
22. C-d2 (h)	h5	22. Fd8	h4
23. Fd4 (i)	Td7	23. Fd8	h4
24. Fd4 (i)	Td7	24. Fd8	h4
25. Fd4 (i)	Td7	25. Fd8	h4
26. Fd4 (i)	Td7	26. Fd8	h4
27. Fd4 (i)	Td7	27. Fd8	h4
28. Fd4 (i)	Td7	28. Fd8	h4
29. Fd4 (i)	Td7	29. Fd8	h4
30. Fd4 (i)	Td7	30. Fd8	h4
31. Fd4 (i)	Td7	31. Fd8	h4
32. Fd4 (i)	Td7	32. Fd8	h4
33. Fd4 (i)	Td7	33. Fd8	h4
34. Fd4 (i)	Td7	34. Fd8	h4
35. Fd4 (i)	Td7	35. Fd8	h4
36. Fd4 (i)	Td7	36. Fd8	h4
37. Fd4 (i)	Td7	37. Fd8	h4
38. Fd4 (i)	Td7	38. Fd8	h4
39. Fd4 (i)	Td7	39. Fd8	h4
40. Fd4 (i)	Td7	40. Fd8	h4
41. Fd4 (i)	Td7	41. Fd8	h4
42. Fd4 (i)	Td7	42. Fd8	h4
43. Fd4 (i)	Td7	43. Fd8	h4
44. Fd4 (i)	Td7	44. Fd8	h4
45. Fd4 (i)	Td7	45. Fd8	h4
46. Fd4 (i)	Td7	46. Fd8	h4
47. Fd4 (i)	Td7	47. Fd8	h4
48. Fd4 (i)	Td7	48. Fd8	h4
49. Fd4 (i)	Td7	49. Fd8	h4
50. Fd4 (i)	Td7	50. Fd8	h4
51. Fd4 (i)	Td7	51. Fd8	h4
52. Fd4 (i)	Td7	52. Fd8	h4
53. Fd4 (i)	Td7	53. Fd8	h4
54. Fd4 (i)	Td7	54. Fd8	h4
55. Fd4 (i)	Td7	55. Fd8	h4
56. Fd4 (i)	Td7	56. Fd8	h4
57. Fd4 (i)	Td7	57. Fd8	h4
58. Fd4 (i)	Td7	58. Fd8	h4
59. Fd4 (i)	Td7	59. Fd8	h4
60. Fd4 (i)	Td7	60. Fd8	h4
61. Fd4 (i)	Td7	61. Fd8	h4
62. Fd4 (i)	Td7	62. Fd8	h4
63. Fd4 (i)	Td7	63. Fd8	h4
64. Fd4 (i)	Td7	64. Fd8	h4
65. Fd4 (i)	Td7	65. Fd8	h4
66. Fd4 (i)	Td7	66. Fd8	h4
67. Fd4 (i)	Td7	67. Fd8	h4
68. Fd4 (i)	Td7	68. Fd8	h4
69. Fd4 (i)	Td7	69. Fd8	h4
70. Fd4 (i)	Td7	70. Fd8	h4
71. Fd4 (i)	Td7	71. Fd8	h4
72. Fd4 (i)	Td7	72. Fd8	h4
73. Fd4 (i)	Td7	73. Fd8	h4
74. Fd4 (i)	Td7	74. Fd8	h4
75. Fd4 (i)	Td7	75. Fd8	h4
76. Fd4 (i)	Td7	76. Fd8	h4
77. Fd4 (i)	Td7	77. Fd8	h4
78. Fd4 (i)	Td7	78. Fd8	h4
79. Fd4 (i)	Td7	79. Fd8	h4
80. Fd4 (i)	Td7	80. Fd8	h4
81. Fd4 (i)	Td7	81. Fd8	h4
82. Fd4 (i)	Td7	82. Fd8	h4
83. Fd4 (i)	Td7	83. Fd8	h4
84. Fd4 (i)	Td7	84. Fd8	h4
85. Fd4 (i)	Td7	85. Fd8	h4
86. Fd4 (i)	Td7	86. Fd8	h4
87. Fd4 (i)	Td7	87. Fd8	h4
88. Fd4 (i)	Td7	88. Fd8	h4
89. Fd4 (i)	Td7	89. Fd8	h4
90. Fd4 (i)	Td7	90. Fd8	h4
91. Fd4 (i)	Td7	91. Fd8	h4
92. Fd4 (i)	Td7	92. Fd8	h4
93. Fd4 (i)	Td7	93. Fd8	h4
94. Fd4 (i)	Td7	94. Fd8	h4
95. Fd4 (i)	Td7	95. Fd8	h4
96. Fd4 (i)	Td7	96. Fd8	h4
97. Fd4 (i)	Td7	97. Fd8	h4
98. Fd4 (i)	Td7	98. Fd8	h4
99. Fd4 (i)	Td7	99. Fd8	h4
100. Fd4 (i)	Td7	100. Fd8	h4

ARTS Après avoir été présentée à Washington, la rétrospective Johannes Vermeer (1632-1675) a ouvert ses portes vendredi 1^{er} mars au Mauritshuis de La Haye. Elle regroupe les

deux tiers de l'œuvre réalisée par l'un des grands peintres du Siècle d'or hollandais. Suivant une chronologie nouvellement établie, cette exposition associe nombre de tableaux

peu connus à d'autres très célèbres comme la *Vue de Delft* ou *La Dentellière*. Cet ensemble révèle la difficulté de cerner une œuvre beaucoup plus changeante et déroutante qu'on

le croit. ● HUIT ANS de négociations ont été nécessaires pour rassembler vingt-deux tableaux qui appartiennent à dix grands musées et deux collections privées, dont celle

de la reine d'Angleterre. ● UNE VÉRITABLE « vermeermania » a gagné les Pays-Bas, mais aussi l'hexagone. Sur 350 000 personnes attendues, 100 000 sont en effet des Français.

Un peintre inconnu nommé Vermeer apparaît à La Haye

Pour la première fois depuis trois siècles, 22 tableaux du maître de Delft, sur les 35 connus, sont réunis en un seul lieu. D'abord présentée à Washington, l'exposition, pour laquelle 350 000 visiteurs sont attendus, surprend sans révéler les mystères qui entourent l'artiste

JOHANNES VERMEER. Musée Mauritshuis, Korte Vijverberg 3, La Haye. Tél. : 19-31-703-469-244. Tous les jours de 9 heures à 18 heures, les jeudis et vendredis jusqu'à 21 heures. Jusqu'au 2 juin.

LA HAYE

Cette exposition fait grand bruit, mais elle se résume à 22 tableaux qui tiennent dans quatre pièces. Les œuvres, pour la plupart de petits voire très petits formats, sont accrochées sur les murs tendus de tissu entre portes, fenêtres, glaces et cheminées, et pris entre les caprices de la lumière du jour et l'éclairage artificiel discret. Tout semble fait pour une dégustation lente au plus près des œuvres. Hélas ! ce n'est pas le cas. L'afflux de visiteurs empêche d'approcher les tableaux et de déceler sous les verres protecteurs le tissu des formes, la texture des tapis et des rideaux que Vermeer se plaît à mettre au premier plan, dans une pénombre où il entretient le flou pour valoriser l'ordre régnant au-delà, sous la lumière.

UNE MERVEILLE D'ÉQUILIBRE

L'approche est difficile et, pourtant, il y a beaucoup à découvrir dans cette réunion unique de tableaux, la première d'importance depuis trois cents ans. Depuis exactement la vente aux enchères de la collection Jacob Dissius, en 1696, où 21 Vermeer ont été exposés puis adjugés. L'exposition complique l'image familière du peintre de *La Dentellière* ou de *La Jeune Fille à la perle*. Elle est fondée sur une chronologie nouvellement mise au point et commence par trois grands tableaux de jeunesse traitant des sujets religieux ou mythologiques qui ne correspondent en rien à ce que qu'on sait du peintre et devant lesquels on est tenté de passer vite.

On reconnaît mieux Vermeer dans la salle 2, avec six tableaux dont trois populaires : la *Vue de Delft*, pour laquelle on ne meurt pas (et dont on retrouve le travail minutieux dans *La Ruelle*, seule et bien plus belle autre peinture d'extérieur connue, où le volet rouge en bas à droite sert d'assise à la composition géométrique) ; *La Laitière*, qui surprend tant les pains, le pot, le vêtement et le visage de la femme semblent modelés dans la même terre vernissée ; et puis *La Femme en bleu lisant une lettre*, un des thèmes privilé-



« La Ruelle » (vers 1657-1658), Rijksmuseum, Amsterdam.

giés de Vermeer. *La Jeune fille au verre de vin* rend compte des premières scènes de genre galantes que peint Vermeer avant de nettoyer son moule, de l'anoblir et de produire *La Leçon de Musique* : voilà une merveille d'équilibre pleine de notes bleues et de sons cristallins, où le peintre a pris le risque de contrebalancer le poids des objets rassemblés en oblique dans la partie gauche du tableau par les seuls plans horizontaux du virginal contre le mur et un triangle d'ombre claire tombant dans le coin sur le carrelage en

damier. Avec cette *Leçon de musique*, on prend la mesure du grand Vermeer, le plus dense, le plus abstrait des peintres de son temps, pour qui les objets parfois ont paradoxalement autant d'importance que les gens dans la mise en place de la composition, comme ce pot blanc aussi présent que la femme de dos au virginal, et que l'homme debout à son côté, probablement le maître de musique. Chaque chose, chaque pointe de clou brillant dans l'ombre participe d'une mise en ordre, d'une transformation pour

ne pas dire transfiguration, de scènes banales puisées dans le monde tangible, traitées par d'autres avec moins de tenue et de retenue.

Vermeer peint des femmes absorbées dans leur tâche : *La Dentellière*, par exemple, penchée sur son ouvrage, les mains tenant fils et bobines en pleine lumière, mais un peu en retrait d'un plan de fils en vrac sur une nappe chaotique au motif incertain. Ou bien une dame écrivant, recevant ou lisant une lettre, thème très commun au XVII^e siècle, qui fait partie des

jeux de séduction et d'amour dans la bonne société de Delft. Les salles 3 et 4 en montrent plusieurs exemples, parfois simplement, parfois inscrits dans un contexte un peu compliqué, comme cette *Dame écrivant une lettre* et sa servante, dont le tableau retient trois moments : au premier plan, sur le dallage bien sombre, une lettre froissée, donc lue ; à la table, dans la lumière dispensée par la fenêtre, la dame écrit ; derrière elle, la servante attend les bras croisés la réponse pour la remettre à qui de droit. Ce qui se passe n'est pas décrit, mais signalé par des images se-

De précieux documents manquent, comme les archives des guildes. On ne dispose pas non plus d'éléments permettant de clarifier son passage d'une grande peinture d'histoire et religieuse à une peinture de genre. Les experts doivent se contenter de remarquer que cette évolution participe d'un glissement du goût à Delft comme à Amsterdam, au milieu du XVII^e siècle, que l'on observe chez Metsu et de Hooch. Cela incite à chercher pour qui Vermeer travaillait : une clientèle huppée ou modeste ? On lui donne un commanditaire : Van Ruijven, mais ce n'est pas certain.

Un « maître » prématurément disparu

Que sait-on de Vermeer ? Peu de choses sur sa vie, peu de choses sur son œuvre : qu'il a été baptisé en 1632, qu'il s'est marié en 1653 avec Catharina Bolnes et qu'il est mort prématurément en 1675, à quarante-trois ans, criblé de dettes et laissant derrière lui onze enfants. On sait qu'à Delft il était « maître peintre » en 1654, qu'il était reconnu, qu'il y a été salué par quelques amateurs de passage comme le diplomate français Balthazar de Monconys.

Sur sa production, les témoignages manquent. Les experts, particulièrement échaudés par des affaires de faux, se montrent très prudents : ils s'accrochent à peu près pour lui reconnaître trente-cinq tableaux conservés, soit moitié moins qu'à la fin du siècle dernier, lors de la « redécouverte » du peintre. On sait qu'il a peu produit et qu'il travaillait lentement. Et on n'est sûr que de la date de trois tableaux signés et datés : *Sainte Praxède* (1635), *L'Entremetteuse* (1656) et *L'Astronome* (1668). Même réserve en ce qui concerne son iconographie. Vermeer n'ayant pas laissé d'écrits (ni de dessins) attestant de sa pensée, de sa philosophie.

condantes qu'il faut aller chercher dans le cadre des tableaux accrochés au mur, parfois signés de l'artiste, parfois signés de l'empereur. Aussi, *La Femme à la balance* semble mesurer ses richesses, mais la balance vide et le grand « Jugement dernier » derrière elle donnent à penser qu'il s'agit d'un thème autrement plus grave : peut-être celui du pesement des âmes.

Il n'y a apparemment rien de bien noble dans tout cela, que des scènes de la vie quotidienne, dans un cadre quotidien, ordinaire d'une bourgeoisie bien installée. Vermeer peint des sujets triviales avec beaucoup de gravité. Pour nous montrer qu'il ? L'émol, le trouble, la perplexité, le soupçon d'inquiétude. Avec une retenue extraordinaire qui avoue son enjeu : un équilibre intérieur qui n'est pas donné. Voir comment *La Jeune Fille au chapeau rouge* et ses livres de vampire peut venir décaler cet équilibre.

Les débuts de l'exposition dérangeaient. La fin aussi avec cette grande *Allégorie de la foi*, où pour la première fois on découvre Vermeer peignant directement une allégorie : emphatique, la femme a le pied sur un globe de la maison Hondius (d'où proviennent les cartes et le globe qui environnent aussi *Le Géographe*) et le serpent étreint sur le carrelage en damier apparaît comme une incongruité. Le rideau, un beau morceau de peinture, ne sauve pas le tableau. Les dernières peintures, avec *Dame au virginal*, sont un peu décevantes.

INCERTITUDES

On s'interroge donc sur le cours de l'œuvre, sur ce qui manque à La Haye (plusieurs tableaux majeurs), sur ce qui est perdu et sur les possibles lectures. Comment comprendre ce travail de la peinture, si présent, si expérimental, si archaïque et incroyablement moderne, capable sous le couvert d'une réalité ordinaire d'ouvrir les espaces les plus étroits sur les grands horizons du savoir ? Quelle formation Vermeer a-t-il reçue ? Où ? A-t-il quitté Delft pour une autre ville des Pays-Bas, pour la France, pour l'Italie ? Ou bien a-t-il bénéficié de la présence et de la circulation des tableaux dans son entourage ? Son père, tisserand, puis cabaretier, en faisait le commerce. Lui aussi d'ailleurs, dont on sait qu'il a été appelé comme expert d'art italien.

Avec le catalogue, l'exposition fait état de ces incertitudes et le point sur les connaissances : elle a été l'occasion de rassembler des tableaux et de les étudier dans la profondeur de leur trame. Nettoyés, dégrasés de leurs vernis, ils ont pu retrouver de la couleur et de la lumière. Mais ce n'est pas pour autant qu'ils livrent leurs dessous. La part d'obscurité qui entoure l'œuvre est toujours grande. En fait, l'exposition contribue à débarrasser Vermeer de lectures non fondées plus qu'elle n'affirme, à une exception près, de taille : l'attribution de *La Jeune Fille au chapeau rouge*, qui sert d'assise. Pour Vermeer, un tableau de plus, c'est beaucoup.

CASSE-TÊTE

L'exposition démolit notamment cette idée que Vermeer se servait d'une chambre obscure, comme on l'a souvent dit, pour restituer une réalité perdue. Qu'il ait pu s'inspirer des images produites par cet appareil d'optique qui enthousiasmait les contemporains du peintre expliquerait à la fois le flou de certains détails et le format des tableaux tendant au carré. Aujourd'hui, on pense plutôt que Vermeer se servait de moyens très simples d'artisan pour mettre au point ses perspectives et créer l'illusion d'un espace à trois dimensions. Des pigments dans les toiles montrent qu'il pouvait utiliser des épingles aux points de distance à partir desquels il déplaçait un fil et marquait les lignes de fuite de ses carrelages. On est en fait très loin de la perspective exacte dont on parlait pour expliquer la force de conviction de sa peinture.

Le travail de datation qui a été mené aboutit à l'élargissement de la fourchette dans laquelle les tableaux ont été réalisés (peu d'entre eux sont dans les inscriptions qu'ils portent sont souvent des rajouts). Le résultat, s'il est plus juste, ne permet pas pour autant de tirer des conclusions quant à l'antériorité d'une peinture de Vermeer sur d'autres tableaux de confrères et voisins qui traitent des mêmes sujets. Vermeer reste un casse-tête pour les historiens de l'art, auxquels il échappe. Ce qui permet sans doute aux amateurs de l'arracher plus facilement à son temps et de fantasmer sur la beauté de son œuvre.

Geneviève Brecrette

Les Pays-Bas saisis par la « vermeermania »

AMSTERDAM

de notre correspondant
Présentant la « vermeermania » qui allait défiler sur les Pays-Bas, le musée de Rotterdam a mis en place une exposition intitulée : « Jan van Meegeren, d'artiste (méconnu) à maître falsificateur ». Ce peintre médiocre du début du siècle s'est révélé génial faussaire, auteur de pastiches de Hals et surtout de Vermeer dont huit sont visibles au musée.

Cette exposition est sans aucun doute la retombée la plus curieuse de l'exposition Vermeer. Pour le reste, l'événement s'accompagne de la traditionnelle commercialisation de l'artiste. Un chapiteau de 1 500 mètres carrés attenant au Mauritshuis de La Haye accueille un restaurant de trois cents couverts et une boutique vendant des bouteilles de vin Vermeer, des reproductions de tableaux, des montres Vermeer, des presses-papier Vermeer ou des châles Vermeer, tirés à mille exemplaires.

Le directeur du Mauritshuis, Rik Van Koetsveld, n'est pas choqué par cet étalage de bibelots : « Nous ne sommes plus une institution artistique, mais une société de services spécialisée dans l'art du XVII^e siècle. La fur-

mule traditionnelle - ouvert de 10 heures à 17 heures, une exposition tous les trois ans, et des visites pour scolaires - n'attire plus assez de visiteurs. Il faut s'adapter aux consommateurs, « habiller » l'exposition, l'accompagner de la vente de souvenirs et autres événements pour rentabiliser notre travail », dit-il. Selon les estimations, les produits dérivés dégageront 6,2 millions de francs de bénéfices.

La « vermeermania » va toucher et enrichir l'économie néerlandaise. En premier lieu, l'hôtellerie. Trouver une chambre en week-end à La Haye prend des allures de quête du Graal. La compagnie aérienne KLM et le tour-opérateur Excellent Travel vendent autour de 1 200 francs des forfaits incluant deux nuits d'hôtel, un « cocktail-Vermeer », un ticket d'entrée, la visite guidée, un souvenir, et un « dîner Vermeer », billet d'avion en supplément. Près de 9 000 forfaits de ce genre ont été écoulés rien que sur le marché français. On retrouve l'engouement de la rétrospective Van Gogh de 1990, qui avait réalisé un chiffre d'affaires touristique de 1,2 milliard de francs. Vermeer fera-t-il mieux ?

A. F.

L'engouement du public français

Les Français ont déjà radé les trois quarts des 100 000 billets mis à leur disposition. Quand on sait que les organisateurs tablent sur 350 000 visiteurs en trois mois dont au quart de Néerlandais, on constate que la France est le pays moteur de cette exposition. « Un rush sans précédent », dit-on à la FNAC.

A l'Office néerlandais du tourisme à Paris, on a enregistré un rythme de « 10 000 réservations en trois jours », chiffres jugés « effrayants ». 300 000 billets ont déjà été vendus dans le monde entier, ce qui correspond au nombre des visiteurs de l'exposition de Washington.

Devant l'ampleur de la demande, la direction du musée envisage de prolonger jusqu'à mi-juin les nocturnes de certains jeudis et vendredis, prévus jusqu'à 21 heures.

« Le succès nous dépasse, affirme l'organisateur Frits Duijnt, nous pourrions monter à 700 000 entrées si l'exposition était prolongée d'un mois. Il faudrait l'accord de tous les prêteurs. Nous allons essayer. Y arriver serait un véritable miracle. »

PACINO

HEAT

DE MO

“UN THRILLER ÉPIQUE.” Le Monde

« Les spectateurs doivent être conscients que cette œuvre de art n'est pas une œuvre de art, mais une œuvre de art. »

Jeune fille



« La Jeune Fille au chapeau rouge » (vers 1665), National Gallery of Art, Washington.



« La Jeune Fille à la perle » (vers 1665-1666), Cabinet royal des peintures, Mauritshuis, La Haye.



« La Dentellière » (vers 1669-1670), Musée du Louvre, Paris.



« La Jeune Fille à la flûte » (vers 1665-1670), National Gallery of Art, Washington.

La course d'obstacles pour obtenir vingt-deux chefs-d'œuvre

Comment se rendre à La Haye

AMSTERDAM et WASHINGTON de nos correspondants

Un soir de 1988, au cours d'un dîner à Washington, Arthur Wheelock, spécialiste de la peinture baroque du Nord à la National Gallery of Art, évoque avec deux amis de passage son rêve le plus cher : monter une exposition Vermeer. « Quiconque a travaillé sur ce peintre a eu ce rêve », confie-t-il. Les deux convives ne sont pas difficiles à convaincre : Roger Mendel et Hans Hoetnik sont responsables du Mauritshuis de La Haye. Ensemble, ils décident de réaliser ce rêve.

Il aura fallu huit ans de négociations serrées avec les plus grands musées du monde pour arriver à rassembler, dans un même lieu, vingt-deux des trente-cinq tableaux connus du maître de Delft. « Je comprends pourquoi il n'y avait jamais eu d'exposition Vermeer auparavant... Croyez-moi, ça n'a pas été facile ! », s'exclame Arthur Wheelock. La genèse de l'exposition, telle qu'il la raconte, se vit comme une course d'obstacles : musées qui ne prêtent jamais, d'autres qui se font voler leurs chefs-d'œuvre, d'autres encore qui se font prêter, jusqu'au conservateur du musée de Francfort, dont la mort, au moment où la négociation aboutit, oblige à repartir de zéro.

Premier obstacle, de taille : les deux responsables du Mauritshuis quittent ce musée de La Haye et sont remplacés par Frits Duparc. Mais, grâce aux bonnes relations entre les deux musées, le projet est maintenu. La National Gallery et le Mauritshuis possèdent, à eux deux, sept Vermeers, « la base sur laquelle il nous a paru possible de construire l'exposition », explique Arthur Wheelock. Le musée de La Haye détient une œuvre capitale, la *Vue de Delft*, sans laquelle l'exposition n'était pas concevable. Mais ce tableau n'a jamais traversé l'Atlantique. Est-il raisonnable de faire un tel voyage ? L'exposition est en suspens pendant que les experts néerlandais se penchent sur la question. Et finissent par dire oui. En revanche, *La Lettre d'amour*, qui appartient au Rijksmuseum d'Amsterdam, n'était pas à Washington, mais il est présent à La Haye.

« UN CHOIX DÉCHIRANT »
Le plus gros morceau fut bien sûr de « convaincre les gens de se séparer de leurs trésors ». Dix musées, dix chefs d'œuvre, dix propriétaires privés dirent oui, dont la reine d'Angleterre, qui possède le magnifique *Une dame au virginal* et un gentilhomme (*La Leçon de musique*). Obtenir les trente-cinq tableaux était utopique - Arthur Wheelock espérait d'ailleurs en

réunir dix-huit : « Je pensais que c'était le minimum, mais je n'aurais pas pensé en obtenir plus. » Il y a d'abord les institutions qui ne prêtent jamais, comme la Frick Collection de New York - aux termes du testament de Frick, les trois Vermeer ne peuvent sortir de ce musée privé. « Nous avons essayé de discuter, mais la Frick s'est montrée très rigide », souligne Arthur Wheelock.

La plupart des musées refusent également de se séparer de tous leurs Vermeer pendant neuf mois. Seule la National Gallery de Londres a accepté de prêter les deux qu'elle possède. Au Louvre, Wheelock et Duparc sont placés devant « un choix déchirant » : *L'Astronome* ou *La Dentellière* ? « On était ravi d'avoir *La Dentellière*, mais on s'est donné beaucoup de mal pour décrocher *L'Astronome*, en faisant valoir que le musée de Francfort, qui ne prête jamais, nous confiait *Le Géographe*. » Petite perle perdue. D'où le regret de Frits Duparc : « Pensez à quel point il aurait été formidable d'exposer côte à côte *Le Géographe* et *L'Astronome* ! » Le Metropolitan Museum de New York possède pour sa part cinq Vermeer, dont deux - le superbe *Une jeune fille assoupie* notamment - ont été légués à la condition de ne pas être prêtés. Arthur Wheelock demande donc à emprunter deux autres toiles

« cruciales », *L'Allégorie de la foi* et *La Jeune Femme à l'aiguille*. Il est tellement émerveillé de les obtenir qu'il n'ose en demander un troisième, *La Femme au luth* : « J'ai eu le sentiment que c'était pousser trop loin... »

UN DESTIN ROCAMBOLESQUE

Le Concert, qui appartient au musée de Boston, n'a pu être prêté car... volé et resté introuvable. Une dame écrivant une lettre et sa servante à également connu un destin rocambolesque. Volé par un membre de l'IRA à la National Gallery of Ireland de Dublin, en 1974, il fut retrouvé une semaine plus tard légèrement endommagé. Volé à nouveau par la pègre de Dublin, en 1986, il a été récupéré en 1993 après des années de négociations secrètes. Et a donc pu être prêtée à La Haye... D'autres tableaux n'ont pu voyager à cause de leur état de conservation. « Lorsque l'on a affaire à de tels trésors, on ne peut leur faire courir aucun risque. Une toile, par exemple, n'a jamais été retendue : elle est toujours sur son châssis original, ce qui en fait un document extraordinaire mais extrêmement fragile. Nous ne l'avons pas demandée. »

L'absence de l'entrepreneur, qui appartient au musée de Dresde et dont le personnage de gauche pourrait être un autoportrait de Vermeer, laisse Arthur Wheelock

plus perplexe. « Les négociations étaient très avancées, mais ce musée a subitement changé d'avis. » Entre-temps, il est vrai, le mur de Berlin était tombé, Dresde a changé de régime politique - et de pays. Restait à boucler le budget d'une exposition qui aura coûté 23 millions de francs - déjà couverts par la vente des billets. La Rabobank a apporté son concours, notamment en finançant la restauration de la *Vue de Delft* et de *La Jeune Fille à la perle* (2,2 millions de francs). Le transport de chaque tableau est revenu à 300 000 francs : chaque toile a voyagé dans des climats doux, emballage antichoc et anti-vibrations hydrographiques. Environ 3 millions de francs de travaux de sécurité ont été réalisés dans un musée pour protéger des toiles dont l'ensemble est estimé à 4,6 milliards de francs. Comment assurer de tels trésors ? Comme pour la rétrospective Van Gogh de 1990, l'Etat apporte une garantie de 186 millions de francs. « Notre objectif est de permettre aux musées d'organiser des grandes expositions malgré le tarif des assurances », explique Annette Lubbers, porte-parole au ministère de la Culture. A l'arrivée, Arthur Wheelock peut dire « avec fierté » : « On y est arrivés. C'est là, sur les murs... »

Alain Franco et Sylvie Kauffmann

Deux expositions complémentaires...

On peut voir aux Pays-Bas, en marge de l'exposition Vermeer :
« Les maîtres de Delft au temps de Vermeer », Museum Hetzprunzenhof, 1, st. Agathaplein, Delft. Tél. : 015-60-23-58. Jusqu'au 2 juin. Catalogue, Flammarion.

... et quatre livres

● *Johannes Vermeer* (catalogue de l'exposition), d'Arthur Wheelock et Ben Broos, textes français. Disponible sur place uniquement, 230 p., 57,5 florins (180 francs environ). Le même livre est publié en France (rééd.) par Flammarion au prix de 295 F.
● *L'ABC de Vermeer*, collectif, Flammarion, 120 p., 59 F.

250 F. A paraître le 14 mars.
● *Le monde de la connaissance autour de Vermeer*, Museum Van Het Boek (musée du livre), Prinsessegracht 30, 2514 AP La Haye. Jusqu'au 2 juin.

● *Le Siècle d'or en Hollande*, de Mariët Westermann, traduit de l'anglais par L. Leymarie, Flammarion, « Tout l'art », 192 p., 139 ill., 98 F.
● *Le Marché de l'art aux Pays-Bas*, de John M. Montias, Flammarion, « Art, Histoire et Société », 192 p., 180 F.

« La peinture », ou « le » tableau manquant

« LA PEINTURE » est sans doute le tableau de Vermeer qui fait le plus cruellement défaut dans l'exposition de La Haye. Parce qu'il est l'un des plus grands (130 cm multiplie 110 cm), parce qu'il est l'un des plus beaux. Parce qu'on y voit aussi le peintre au travail, de dos, et qu'il pourrait s'agir de Vermeer lui-même. Cette allégorie de la peinture est conservée au Kunsthistorisches Museum de Vienne. Son histoire est « tragique et fascinante », explique Arthur Wheelock, de la National Gallery de Washington.

Ce tableau appartenait à la famille Schenning, qui l'avait vendu à Hitler, « volontairement, semble-t-il », mais les circonstances entourant cette acquisition n'ont jamais été éclaircies. Plus tard, la famille Schenning essaya - en vain - de le récupérer auprès de l'Etat autrichien. Pour cette exposition Vermeer, le musée ne souhaitait donc pas prêter son tableau, de crainte, à l'occasion de sa sortie d'Autriche, « de susciter de nouvelles réclamations et qu'il ne soit bloqué quelque part ».

raconte Arthur Wheelock. A force de négociations, le musée avait fini par céder, mais un autre problème s'est posé : *La Peinture* avait besoin d'être restaurée. « Les responsables du musée étaient très réticents - ce qui est légitime -, mais ils ont finalement accepté le principe. »

Jusqu'au moment où les spécialistes ont découvert avec stupeur que le tableau avait été peint avec un mélange d'huile et d'émulsion et qu'un vernis s'était formé dans des cavités sous la peinture. « La restauration était délicate », explique Arthur Wheelock : le musée nous a alors dit que le gouvernement autrichien allait probablement approuver notre demande de prêt, mais qu'à leur avis le tableau ne devait pas sortir. Ils nous ont alors suggéré de ne pas demander le tableau... Les organisateurs de l'exposition sont partis à Vienne pour examiner le Vermeer. Ils se sont rendus à l'évidence et, la mort dans l'âme, ont déclaré qu'ils ne le voulaient plus.

S. K.

La police saisit une œuvre exposée au Musée d'art contemporain de Marseille

« Tout ce que je vous ai volé », d'Hervé Paraponaris, présentait le fruit de ses larcins : l'artiste a passé 24 heures en garde à vue

MARSEILLE de notre correspondant

Une œuvre d'Hervé Paraponaris, intitulée « Tout ce que je vous ai volé », et exposée dans le hall du Musée d'art contemporain de Marseille, a été saisie, mardi 27 février, par la police qui a placé en garde à vue l'artiste et le directeur du musée, Philippe Vergne. Sur plusieurs tables colorées, l'œuvre était composée de quarante-deux objets dérobés par l'artiste à des amis, des associations, des entreprises. Dans cet inventaire à la Prévert, on découvrait ainsi un sac de confettis, un chapeau de carnaval, la paire de lunettes d'une vieille dame et sa liste de commissions, un œuf à repasser, les chaussures, un panier rouge d'un magasin de bricolage, une paire de chaussettes éculées de taille 46 dérobée dans un hôtel du Cap-Vert, un short immense... Devant chaque pièce de ce « jeu de société », un petit cartel indiquait le lieu et la date du vol ainsi que le nom de la « victime ».

« Mon objectif », expliquait récemment Hervé Paraponaris, vingt-neuf

ans, consiste à recadrer le lien qui existe entre l'objet et son propriétaire. Le vol n'est qu'un déplacement et un objet change de contexte et de signification au contact des différents propriétaires. » Un carton les invitait à venir découvrir l'œuvre avait été adressé à toutes les « victimes » de l'artiste. Certains ont franchement dit devant ce détournement d'un objet sans valeur leur ayant appartenu. S'ils le souhaitent, rien ne les empêchait de récupérer leur bien, mais, avant d'annoncer Hervé Paraponaris.

« INTIMIDATION »
C'est un poste de télévision qui a tout déclenché. Il avait été dérobé un an plus tôt à Brouillard Précis, atelier expérimental d'artistes spécialisés dans le domaine des nouvelles technologies de l'image. « Nous avons décidé de le récupérer », explique Mariëtne Pucini, fondatrice de Brouillard Précis. « Mais nous voulions faire de ce vol d'un objet volé une performance artistique. » Des caméras devaient filmer la scène mais, devant l'opposition des gardiens qui « refusaient notre vol », la

police a été convoquée à entrer dans l'acte artistique que nous étions en train de réaliser », selon Mariëtne Pucini.

Pour mettre un terme à ce fil de l'art, l'œuvre a été saisie. Placés en garde à vue dans le cadre d'une procédure pour vol et recel, Hervé Paraponaris et Philippe Vergne ont passé la nuit dans les cellules de l'évêché, l'hôtel du musée marseillais. Le directeur du musée devait être libéré le lendemain matin ; l'artiste ne l'a été qu'au terme de vingt-quatre heures de garde à vue. Philippe Vergne se déclare « affecté par la réaction médiatique » des artistes de Brouillard Précis. « Tout ce que je vous ai volé est une pièce sulfureuse, c'est vrai, mais la subversion, dit-il, fait partie de l'art contemporain. L'œuvre d'Hervé Paraponaris n'est en rien une incitation à la débauche, au vol mais bien plus un jeu, une réflexion critique sur le vol comme fait de société. Comment pourrait-on dire que l'enlèvement des Sabines est un encouragement à la prise d'otage et au vol ? »

Créateur du musée d'art contemporain, Bernard Blistène qui fut directeur des musées de Marseille jusqu'au 31 janvier 1996 pense qu'il est « atroce que des artistes s'en prennent par des procédés d'intimidation ». Défenseur de l'art contemporain, Bernard Blistène entendait proposer cette œuvre à la commission des acquisitions du centre Georges-Pompidou, car, pense-t-il, « c'est une pièce qui possède une formidable sensibilité au regard du temps ». En 1990, les musées de Marseille avaient acquis une œuvre d'Hervé Paraponaris.

Au palais de justice de Marseille, les magistrats estiment qu'« on ne

peut pas rentrer dans la provocation » et s'inquiètent de « l'impact » d'une telle affaire sur les décrets de la maison d'arrêt des Baumettes. La police devrait bientôt entendre les quarante-deux victimes auxquelles il sera proposé la restitution du sac de confettis, du caleçon bleu... Trois objets, l'œuf à repasser, une bouteille de vin et un catalogue du centre d'art contemporain Witte de With de Rotterdam, ne retrouveront jamais leur propriétaire : ils avaient été volés par des visiteurs du musée. Des chapardages qui avaient fait dire à Philippe Vergne que « l'art est en mouvement ».

Luc Leroux

PARO H.E.A.T. DE NERO

«SENSATIONNEL»

« Les spécialistes doivent être avertis que certains "vols" de ce film ont pour but de mettre à l'épreuve la sensibilité du public, le plus jeune »

JAZZ

BRUNO MEILLIER
Rapt

Dans ce troisième enregistrement sous son nom, le saxophoniste Bruno Meillier s'est attaché au solo et au duo, dans la suite de *Solo Saxophone* (SMI/Orchestra) et de son engagement au sein de Bruniford avec le bassiste Ferdinand Richard. A l'alto essentiellement, Bruno Meillier s'approche des fantômes d'Albert Ayler ou de John Coltrane. Il mêle à ces cris et chuchotements du jazz, une électronique discrète - claviers, bandes magnétiques, bruits - et convie sur la moitié des thèmes Pierre Bastien, trompettiste dans la manière naïve et belle de Don Cherry, percussionniste et inventeur d'instruments jouets. A chacun de ces *hôtels musicaux*, définis dès le premier thème, correspond une idée, et une seule, une ambiance.

Sylvain Siclier
★ 1 CD Saxophone & musiques innovatrices NM 205. Distribué par Orkhestra.

ANTHOLOGIE

Birth of Be-Bop
Wichita-New York, 1940-1945

A partir d'œuvres du domaine public, et de documents privés, Frémeaux & associés consacre certaines de ses anthologies à des thématiques. Ainsi, bien documenté et conçu, ce coffret qui cherche d'où est venu le be-bop, la première révolution du jazz. C'est le passage des années 30 aux années 40, où les premières innovations - irrégularité et accentuation rythmique, tonalités, grilles d'accords - détachent le jazz de l'héritage new orléans et des formations swing. L'essentiel des enregistrements retenus couvre ensuite la période 1942-1945. A coups d'expériences, d'échanges, de hasards, les solistes s'émancipent. Lester Young et Coleman Hawkins ont transmis leur savoir, Dizzy Gillespie, Thelonious Monk, Max Roach, Oscar Pettiford, Bud Powell, Charlie Parker jouent partout, en club (Minton's), dans des orchestres parfois oubliés. *Cherokee*, *Woody'n You*, *Night in Tunisia*, *Salt Peanuts*, *Hot House*... deviendront des « classiques ». En final, Charlie Parker est au centre de *Now's The Time* et *Koko*. Le bop prend son envol.

S. S.
★ 2 CD Frémeaux & associés FA046. Distribué par Night & Day.

CHANSON

KATERINE
Mes mauvaises fréquentations

Esthétique minimale, rigueur un peu distante, presque puritaine, hu-

Gérard Souzay, définitivement un grand chanteur

Philips réédite des enregistrements essentiels du baryton, qui avait été critiqué par Roland Barthes

LA DISCOGRAPHIE du baryton Gérard Souzay (né en 1918) doit être considérée avec précaution. Ses interprétations se sont succédées, provoquant parfois des doublons entre les différents labels pour lesquels il a travaillé (Decca, Philips, EMI). Aussi convient-il de considérer les versions d'une même œuvre en fonction de leur date d'enregistrement. Car il faut bien convenir que, dès les années 70, la tenue vocale du baryton s'est alourdie, le style s'est crispé et les effets se sont alourdis. Ce que lui reprochait Roland Barthes, à l'époque du célèbre article (« L'Art vocal bourgeois ») publié dans *Mythologies* (1957) s'est confirmé être un défaut inéluctable : « Un art signalétique, [qui] n'a de cesse d'imposer non l'émotion mais les signes de l'émotion ».

Barthes avait raison de défendre la « lettre totale », ou, plus tard, la « patine » du chant de Charles Panzera, baryton aussi merveilleux que discret (dont Dante-Lys a réédité les fantastiques enregistrements de Duparc et Fauré, et Pearl le *Dichterliebe*, de Schumann avec Alfred Cortot au

piano). Mais, à l'époque où il accusa Souzay, Barthes avait probablement tort de s'acharner sur un artiste aussi éloigné de l'art maniériste d'un Pierre Bernac, son professeur, qui, à l'époque, chantait encore aux côtés de Francis Poulenc.

En témoignage rétrospectivement la réédition, dans la collection « Historic » de Decca, des mélodies françaises qui mirent Barthes en ire. Quelle erreur ! L'expression est certes moins mate et mûle que chez Panzera, mais quel chant, quelle découpe des phrases, quel timbre ensorcelant, et quelle simplicité, si on la compare à ce que Souzay fera, vingt ans après, du même répertoire.

Ce nouvel arrivage de *Lieder* de Beethoven, Brahms et Schumann, publié dans la collection « The Early Years » de Philips fait suite à un coffret de mélodies françaises (4 CD Philips 436 964-2) et rééquilibre la carrière de Souzay, qui fut aussi, et jusque Salzbourg, un interprète du *Lied* très respecté et très demandé. A (ré)en-

tendre ces *Lieder*, on comprend mieux en quoi il fut un rival immédiat de sa majesté Dietrich Fischer-Dieskau : la diction est exemplaire, la voix chambrée, sensuelle, d'un velours qui n'écoute jamais la femme, l'intelligence des textes est sans reproches. Et quel phrasé, quel tenue de souffle !

Il suffit d'entendre les perleux Brahms, tout en étreintes (et au premier chef la grande phrase en arches de *Die Mainacht*, qui, prise à ce tempo, ferait peur à tous les réalistes), pour se persuader que Souzay est un vrai grand chanteur, habité par ce monde de fantasmes, de douleurs restreintes, de forêts touffues, c'est-à-dire un chanteur habitué des scènes, conscient de la portée de l'expression, de l'intelligibilité et de la coloration. Partout, au cours de ces deux disques, Souzay est stupéfiant, et souvent déchirant, aux côtés de son partenaire d'élection, le pianiste Dalton Baldwin.

Renaud Machart

★ 2 CD Philips « The Early Years » 442741-2.

CLASSIQUE

ORLANDO GIBBONS

Musique religieuse
et pièces pour orgue
Laurence Cummings (orgue), Oxford Camerata, Jeremy Summerly (direction).

La collection « Musique ancienne » de Naxos va du pire au meilleur. Ce disque rattrape heureusement la piètre qualité du dernier enregistrement de Sergio Vartolo. Gibbons, en revanche, bénéficie d'un excellent traitement : prise de son nette, interprétation raffinée, exemplaire justesse. Ce chœur de solistes se tient dans cette région affective typiquement britannique, plus plastique que lyrique, sans pour autant ennuier. Le son n'est pas éhéré tout en restant impeccablement homogène. Autant dire que la musique générale de Gibbons est idéalement servie.

R. Ma.

★ 1 CD Naxos 555130.

DANS LES SALLES DE CONCERT

HUGUES AUFRAY

An Casino de Paris, 16, rue de Cléry, Paris-9*. M^e Trinité. 20 h 30, jusqu'au 2 mars. Tél. : 49-95-99-99. De 120 F à 230 F.

Des jonglues aux premiers liras, le temps passe et l'homme, Hugues Aufray, demeure. Cette permanence du personnage impressionne : barbe et cheveux blancs témoignent d'un passé de star bien rempli, mais les jeans, les boots, la voix et les mélodies n'ont pas décollé du modèle établi au début des années 60. Cette musique de qualité est rassurante, elle confinerait au *cocooning* si les projets du troubadour à la voix italienne n'étaient marqués du sceau de Bob Dylan, dont Hugues Aufray est le chanteur européen depuis 1961.

Qu'il chante une pincée de nouvelles chansons, *Le Gorille* de Brassens, *La Ballade de Hollis Brown* ou *La Mort solitaire de Hattie Carroll* (Dylan), il donne toujours à ces chansons-témoignages ce ton effronté, irrémédiablement folk, à mi-chemin entre le cajun festif et le country naïf. Pour le tout nouveau *Aufray chante Dylan*, un album consacré à son idole, trente ans après *Aufray chante Dylan* (conçu avec le parolier Pierre Delamotte), le barde attaché aux bonnes causes (l'égalité raciale, les enfants, la justice...) s'est entouré d'excellents musiciens (Pierre Sabar aux claviers, Jean-Pierre Bucolo à la guitare...).

Au ton strict de l'album, on préfère les aïeux méditerranéens du spectacle : mandoline, accordéon, grande table où les musiciens s'installent dans un décor de garage. Tout se gâte avec *Dés que le printemps revient* (Eurovision 1965), soporifique, ou le *Petit Ane gris*, exercice de racrochage des 7-77 ans.

Véronique Mortaigne

LES TÊTES NOIRES

Au Centre Dunois, 61, rue Dunois, Paris-13*. M^e Chevaleret. 20 heures, le 28 février.

Les concerts de Naked Ape et Grobus ouvrent cette soirée-baniste. Ces deux bulldozers soniques martellent un rock tribal qui affirme de façon primaire et univoque sa virilité et son mal de vivre. Comparée aux exercices physiques de ces bûcherons d'apocalypse, la musique des Têtes Noires paraît brutalement cérébrale. Sur scène, le groupe a installé un agencement d'objets hétéroclites (miroirs, autel empilés, bougies, machine à fumer), sur la gauche un panneau indique « *Chirurgie Par Flaubert* ». Le bassiste porte une mini jupe rouge, un pansement lui ferme la bouche. Emmanuel, dit aussi le comte d'Eldorado, joue de l'ambivalence de ses traits féminins et chante dans le micro planté au sommet du crâne de Made In Eric, homme-objet, habituel partenaire des performances de ce quatuor parisien. « *Barde d'intellos* », huide quelqu'un. Pour la pochette de leur dernier album, *12 Têtes mortes* (distribué par PIAS), les Têtes Noires ont demandé à douze plasticiens (Ben, John Giorio...), d'illustrer chaque morceau. S'ils trahissent des climats oppressants et déclinent les figures de la douleur et de la démente, leurs textes d'influence surréaliste et leur langage techno-rock *hardcore* se préoccupent aussi de précision esthétique. On tourne souvent autour de cet art conceptuel - original et muni du sens de la décision - sans qu'il nous touche.

Stéphane Davet

MUSIQUE
DU MONDE

TAKFARINAS

Salamet

Avant de s'installer en France il y a quelques années, le chanteur kabyle Takfarinas connu en Algérie un succès inattendu. Au beau milieu de la vague raf, il lança sur le marché, à la fin des années 80, un double album trépidant sur le tempo disco. Celui-ci se vendra à près de 2 millions d'exemplaires. Pour suivre dans cette voie pour le moins atypique, après *Romans* en 1993 (Sonodisc), il sort aujourd'hui un nouveau disque. Il y chante l'amour, la culture berbère, les blessures de l'Algérie et celles de l'exil. Si la densité synthétique de cette machine trop bien huilée peut parfois agacer, on rencontre pourtant dans *Salamet* des moments de vrai plaisir où la musique respire.

Patrick Labrosse
★ 1 CD Missil 3448963201428. Distribué par Night & Day.

CAETANO VELOSO

Fina Estampa ao Vivo

Versión publique du merveilleux album de complaintes sud-américaines interprétées en espagnol par le Brésilien Caetano Veloso, ce *Fina Estampa ao Vivo* contient également de subtiles interprétations de chansons (*Habibi*) extraites de *Tropicalia 2*, album commun de Caetano et Gilberto Gil, mais aussi de soyennes reprises de classiques de la samba et des chansons de l'auteur. Le violoncelliste Jacques Morelenbaum est maître des arrangements, la voix de Caetano est l'une des plus poétiques qui soit.

V. Ma.
★ 1 CD WEA 063013165-2.

ROCK

MARIA MCKEE

Life Is Sweet

Longtemps, la voix de Maria McKee a préféré s'appuyer sur des styles musicaux bien définis pour exprimer sa puissance émotionnelle. La country (nimbée de punk rock à ses débuts dans le groupe Lone Justice), le folk et le soul (pour ses deux premiers albums solos) avaient dessiné des chemins balisés. Aujourd'hui, sous l'influence libératrice de PJ. Harvey, et de David Bowie pour l'orchestration théâtralisée des sentiments, cette Californienne affirme plus nettement sa personnalité. Lâchée librement, ces pulsions provoquent parfois cris et chahutements de guitare. Elles savent aussi s'organiser en chansons flamboyantes.

S. D.
★ 1 CD Geffen GED 24819. Distribué par BMG.

WHIPPING BOY

Heartworm

Aux brillants exercices de style de la vague brit pop (Oasis, Blur, Pulp...), certains groupes préfèrent l'exaltation des sentiments et l'élan lyrique des guitares. Après Radiohead et les Cranberries, leurs compatriotes irlandais, Whipping Boy donne un souffle épique à la mélancolie. Le groupe met en avant une basse puissamment mélodique et la voix profonde de Fergal McKee. *Heartworm*, leur deuxième album, ne résiste pas à quelques effets faciles. Mais on se prend très vite à fredonner les refrains rageux et à aimer l'efficacité simple de cette passion.

S. D.
★ 1 CD Columbia 480281-2. Distribué par Sony.

Il est déconseillé à toute femme chef d'entreprise
commerce ou industrie
de gifler l'inspecteur des impôts

Pour informations complémentaires voir
ARCHIBALD

8 raisons d'aller voir ARCHIBALD

- Une vraie pièce de théâtre dans les règles de l'art
- Saluée par la critique à l'unanimité moins une voix
- Reconnue par le public : 350°
- Une satire courtoise de la fiscalité française
- Un spectacle gai, comique sans vulgarité
- Dix merveilleux comédiens
- Edouard VII, l'un des plus beaux théâtres de Paris

Ignorer Archibald ce sera bientôt de l'ignorance
THEATRE EDOUARD VII
LOCATION PAR TELEPHONE 47 42 59 92 ET AGENCES

UN VÉRITABLE ATLAS ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU MONDE D'AUJOURD'HUI

BON DE COMMANDE « BILAN DU MONDE »
A retourner, accompagné de votre règlement à :
Le Monde, 24, avenue du Général-Ledec, 60646 Chantilly, Cedex.

QUI JE COMMANDE :

TITRES	Nbr d'ex.	France Métrop.	DOM-TOM étranger	Montant à reporter
Bilan du Monde 1995		60 F	75 F	
Bilan du Monde + disquette INSEE - LE MONDE		110 F	125 F	
<input type="checkbox"/> Format PC				
<input type="checkbox"/> Format Mac				

* En cas de commande multiple prendre contact au (01-1) 49-60-34-34

☐ Je joint mon règlement de F

☐ par chèque bancaire ☐ par mandat (à l'ordre du Monde)

NOM : _____ Prénom : _____

ADRESSE : _____

VILLE : _____ CODE POSTAL : _____

PAYS : _____

NOSTALGIE PRESENTE
UNE PRODUCTION GIBBS COLLABORATION AVEC SHAGNÉ ET BENOÎT ANGLADE
LAMA EN CONCERT

A L'OLYMPIA
BRUNO COQUATRIX
A PARTIR DU 26 MARS
LOCATION : 17 12 27 89
OLYMPIA 138
138 AVENUE DE LA GASTRONOMIE
75014 PARIS

NOSTALGIE
C'est pour toujours

Nina Vyrubova filmée par Dominique Delouche

Une avant-première dédiée à la ballerine



DOMINIQUE DELOUCHE, qui fut pendant cinq ans l'assistant de Fellini, aime le cinéma et la danse avec une égale passion. Il est le cinéaste de la femme. Inoubliable, Danielle Darrieux dans *Vingt-Quatre Heures de la vie d'une femme*, ou Yvette Chauvigné dans *Une étoile pour l'exemple*. Le cinéaste aujourd'hui présente *Les Cahiers retrouvés de Nina Vyrubova* (20 h 30, le 4 mars), en l'honneur de celle qui fut, non seulement une grande ballerine des années 50-60, du Théâtre des Champs-Élysées à l'Opéra de Paris, mais un caractère. Il suffit de la voir poser dans son

costume des *Noces d'été*, la tête relevée, les mains sur les hanches, les pommettes hautes, le sourire irrégulier, pour comprendre que la danseuse russe a plus d'un tour dans son sac. Il y a longtemps que Dominique Delouche voulait capturer cette indomptable. C'est fait. On attend avec impatience le résultat, présenté en avant-première, avant la sortie en salles, le 13 mars.

★ Cinéma-thèque française, salle du Palais de Chaillot, 7, avenue Albert-de-Mun, Paris 16^e. M^e Mina ou Trocadéro. A partir de 16 h 30, les 2, 3 et 4 mars. Tél. : 45-53-21-86.

UNE SOIRÉE À PARIS

Chœur et Orchestre
philharmonique de Radio-France
Après avoir entendu le jeune Yutaka Sado faire des étincelles à la tête des Concerts Lamoureux, il est heureux de le retrouver à la tête de l'Orchestre philharmonique, pour un soir seulement.
Beethoven : *Leonore III*.
Moussorgski-Chostakovitch : *Chants et danses de la mort*. Prokofiev : *Alexandre Nevsky*. Jari Van Nes (mezzo-soprano), Lionel Sarazin (baryton), Yutaka Sado (direction).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^e Ternes. 20 heures, le 1^{er} mars. Tél. : 45-61-53-00. De 80 F à 190 F.
Sylvain Kassap Quartet
Le clarinetiste-saxophoniste-compositeur Sylvain Kassap trouve avec son quartette une manière plus libre et plus enjouée de se placer comme soliste. Philippe Deschepres est à la guitare, David Pouradier-Duteil à la batterie et Marc Buronfosse à la contrebasse.
Montreuil (93). *Instant chavirés*, 7, rue Richard-Lenoir 20 h 30, le 1^{er}.

Tél. : 42-67-25-91. De 35 F à 80 F.
Les Tambours du temps
Le percussionniste suisse Pierre Favre, inventif instrumentiste du free jazz européen, cofondateur d'un duo magique avec la chanteuse Tania, emmène, avec le percussionniste Lucas Niggli, ces Tambours du temps où les vents (Roberto Ottaviano, saxophones), Michel Godard (tuba) soulignent un foisonnement unique.
Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois, Paris 3^e.
M^e Saint-Paul. 20 h 30, les 1^{er} et 2^{es} mars. Tél. : 42-71-38-38. Entrée libre sur réservation.
Cesária Evora
La Cap-Verdienne Cesária Evora est repartie en tournée après un repos mérité sur l'île de Sao Vicente où elle est née et continue de vivre.
Nanterre (92). *Maison de la musique*, 8, rue des Anciennes-Mairies. 20 h 45, le 1^{er} mars. Tél. : 41-37-94-20. 120 F.
Les Ulys (91). Centre culturel Boris-Vin, rue du Morvan. 20 h 30, le 2^{es} mars. Tél. : 69-07-55-53. 95 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS
L'ARMÉE DES DOUZE SINGES
Film américain de Terry Gilliam, avec Bruce Willis, Madeleine Stowe, Brad Pitt, Christopher Plummer, Frank Stallone (2 h 05).
VO : UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Cinéma les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2^e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (36-68-68-23) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 4^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Odéon, dolby, 5^e (36-68-68-12) ; Biarritz-Majestic, dolby, 6^e (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 7^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-

Le groupe Prisma Presse va investir quelques dizaines de millions pour faire de l'hebdomadaire de François Siégel un « magazine d'actualité, d'information et de divertissement »

Alain Salles

Radio

France-Culture

20.00 Le Rythme et la Raison.
Musiques et le musique (5).

20.30 Radio Archives. Charles Denzler. 20. Le vie à Paris.

21.32 Black and Blue.
Le Black and Blue. Avec Alain Dumas.

22.40 Nuits magnétiques.
Les petites ondes.

0.05 Du jour en lendemain. Ludovic Juvénat. Mémoires du 19. 0.50 Coda.

0.10 Les Voies de France-Culture (Radio). Entretien avec Ephraïm Grumadiou (3). 1.59 Le moment et le monde. Les nouvelles (1). 4.48 Plus loin ou le chant des oiseaux.

4.57 Eliza Cariani l'indivisible.

France-Musique

19.05 Domaine privé.
De Brigitte Lefèvre.

20.00 Concert

FOOTBALL
 In direct Monaco-Naples match

22.55 Flash d'information.

INTERSECTION
Film américain de Mark Rydell (1991).

Remake hollywoodien des
Choses de la vie de Claude
Sautet.

0.35 **Constantin le Grand** ■
Film de Leonello De Felice
(1960, 108 min). 1081846

2.40 **La Poudre aux yeux** ■
Film de Maurice Dugowson
(1995, 95 min). 9287325

4.15 **Deux drôles d'oiseaux**
Film de Randa Haines
(1993, v.o., 118 min). 3735187

6.15 **La Chronique**
de la rue du Dragon.

(taille) :
(120 min).
373538

NURSE

omiques
241.54

LE MONDE

3615 LE MONDE

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.

signification des symboles :

- ▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
- On peut voir.
- Ne pas manquer.
- Chef-d'œuvre ou classique.
- ▶ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

La valse à trois temps

Marcel Maréchal et Bernadette Lafont sont les interprètes de « Tango, mambo et cha-cha-cha », une farce grinçante et tonique sur les nouveaux retraités

UN JOLI COIN de campagne française, un village blotti autour d'un clocher, une vieille ferme avec un pigeonnier, des prairies et des bois qui sentent la violette. Le cadre est planté, un cadre écolo-bucolique aussi beau qu'une affiche pour élection présidentielle. C'est normal, c'est sur France 3, la télévision de proximité préférée des Français, qui, depuis quelque temps, diffuse d'excellents téléfilms célébrant les charmes du terroir. Pourtant *Tango, mambo et cha-cha-cha* aurait toutes les chances de faire fuir les téléspectateurs, abusés par un titre aussi ridicule. Ce serait dommage car, sous couvert d'une farce villageoise, le film de Françoise Decaux-Thomélet raconte l'histoire très actuelle d'un couple d'agriculteurs à l'heure de la retraite, quand les enfants, entre chômage et divorce, traquent encore à la maison.

Ce n'est pas parce qu'il a soixante ans que Serge (Marcel Maréchal) se résout à végéter. Il veut vendre la ferme et acheter une jolie petite maison blanche toute neuve avec juste un lopin de terre pour cultiver ses salades. Car il rêve de voyages, de sorties et de fêtes, loin du quotidien répétitif qui a été le sien pendant près de quarante ans. Au contraire, Lucienne, sa femme (Bernadette Lafont), veut finir ses jours dans cette ferme où elle a toujours vécu. Elle aime les longues promenades à travers champs, les bouquets de fleurs sauvages, la douceur de la mousse et par-dessus tout l'odeur de la terre, sa terre. En effet, la propriété appartient à Lucienne,



c'est la ferme de ses parents. Serge peut toujours rêver... Les frères Richon aussi, ces agents immobiliers vireux qui voudraient récupérer la vieille bâtisse. Lucienne veut mourir chez elle, c'est son droit! Un dilemme auquel beaucoup de couples sont confrontés. Une histoire banale, en somme, mais, interprétée par les grands acteurs que sont Marcel Maréchal et Bernadette Lafont, cela devient une fable caustique.

« J'aime jouer pour le cinéma, confie Marcel Maréchal, comédien et metteur en scène qui, depuis septembre 1995, dirige le Rond-Point, à

Paris. Le tournage a été un grand moment de détente. Le cinéma, c'est une autre façon d'exercer mon métier. J'ai joué comme je le sentais, j'ai parfois improvisé, j'avais un rôle facile : je jouais le mari folingue et paillard pendant que Bernadette, avec qui je suis très complice, interprétait une femme dure et butée. » C'est vrai qu'il est paillard, le Serge. Il court, il galope, tous les jours, au village, faire le jolicoeur. Il prend des cours de danse, avec d'autres retraités et un lot de vieilles filles en quête de mari, sous la houlette d'une Parisienne déléguée, quelque peu allumée. Pendant ce

temps-là, la Lucienne (une sacrée nature), se morfond, jalouse, dans sa cuisine et passe sa colère sur ses deux grands enfants, Yolande (Claire Prévoist) et Olivier (Pierre-Olivier Momas). Les scènes familiales, d'une grande drôlerie, sont en même temps terriblement vraies. Yolande, gentille naïve, est revenue vivre chez papa et maman avec son moufflet dont elle ne sait que faire, tandis qu'Olivier, entre chômage et petits boulots, ne se fatigue pas trop. Mais après avoir couru le guilledou, les enfants comme le père espèrent bien, le soir, retrouver maison, maman et soupe chaude.

Le film est savoureux, les acteurs drôles à souhait. « Nous formons un excellent quatuor, ajoute Marcel Maréchal. Tous familiers du théâtre, nous nous comprenons parfaitement. Nous nous sommes bien amusés. » Seule Elise Tielrooy, la Parisienne, joue parfois de façon excessive, à la limite de l'hystérie, on se demande bien pourquoi. Et dans le game « Tout est bien qui finit bien », la fin est légèrement bâclée, comme si Françoise Decaux-Thomélet se trouvait brusquement en panne d'inspiration. « Mais quel dommage d'avoir donné au film ce titre idiot, soupire Marcel Maréchal. J'aurais proposé La Valse à trois temps. C'était plus imagé, plus près du troisième temps de la vie qu'est la retraite... »

Armelle Cressard

★ *Tango, mambo et cha-cha-cha*, France 3, samedi 2 mars à 20 h 50.

Jouvence

par Agathe Lageart

LA JEUNESSE est en vente libre dans les supermarchés. Elle est contenue dans de gros flacons ronds, aux étiquettes orange. Elle a le goût de la menthe, et se suce tout simplement, comme un bonbon. Dans le rayon, bientôt, on trouvera, peut-être, la pilule de la jeunesse, de la tendresse. Puis celle de la beauté. Un élixir d'antiracisme, un sirop d'intelligence, une potion de finesse, un baume d'égalité d'âme, des gélules du bonheur : entre rêve et cauchemar, pourquoi s'arrêter?

S'il suffisait seulement d'avoir quelques sous à dépenser, de pousser la porte du magasin et de tendre la main vers les potions magiques, ce serait tellement simple... Il n'est pas sûr que la vie serait plus belle. Mais elle serait plus saine, plus douce sûrement. Tout le monde beau et gentil : les méchants affreux transformés en chats rouquins, les mégères en lascives créatures. Les amants du câlin retrouveraient des envies, et se délecteraient vigoureusement sous la couette. « Tu as bien pris les médicaments, chérie? », se demanderaient les gens en grillant leurs tartines au petit déjeuner... Il y avait déjà les comprimés pour éviter aux enfants d'être trop turbulents, et donc aux parents d'être dérangés par leur progéniture. Alors, pourquoi s'arrêter en chemin? Comme la pierre philosophale, l'elixir de Jouvence fait partie des fantasmes humains. Savoir qu'il existe peut-être est extrêmement troublant.

Faut-il succomber ou résister à la tentation au nom d'on ne sait quelle prévention? C'est la ques-

tion que l'on se posait en regardant le reportage d'« Envoyé spécial » (France 2), consacré à la mélatonine, la nouvelle petite hormone de synthèse qui monte, qui monte. Une enquête rondement menée, bien ficelée, avec tout ce qu'il faut de précautions et de mises en garde. Bien sûr, le produit n'a pas été suffisamment testé pour que l'on soit sûr ni de ses réelles vertus ni de ses vices cachés. Mais il existe, en vente libre, pour le moment, aux États-Unis. Il a ses fans, qui ne jurent plus que par lui. Depuis qu'ils en prennent, ils dorment mieux, se sentent plus heureux. Leur horloge interne fonctionne désormais comme un coucou suisse. Quant à la jeunesse qui doit venir en prime, ou tout au moins pour ce qui est du vieillissement qui pourrait être ainsi retardé, il est difficile de se faire une idée. Scruter l'élasticité de la peau, la fermeté des muscles, mesurer l'allant des utilisateurs par l'intermédiaire d'un téléviseur est un exercice impossible. C'est la ferveur des aficionados qui est dérangeante. Ils y croient, diront-ils, comme les adeptes de la thérapie Schwarzenegger. C'est tout ce dont on peut être sûr.

Y croire. Croire que l'on peut artificiellement renverser la marche du temps, et de surcroît barrer la route à quelques maladies qui pourrissent la vie, rien qu'en avalant un peu de poudre de pédi-pimpin : quelle aubaine! Au jardin d'Eden, la pomme, ronde et croquante, ne devait pas être plus tentatrice. Délicieuse pomme. Hélas, on connaît la suite.

TF1

13.00 Journal, Météo, Trafic info.
13.15 Reportages.
Magazine. Pompiers à Paris, de Gilles Lemoine et Jean-Michel Chapron (35 min). 688024
13.55 L'homme qui tombe à pic.
14.30 Max Gyller.
14.15 Melrose Place.
14.45 Dingo de toi.
17.55 Hercule.
18.00 Trente millions d'amis.
18.35 Vidéo gag.
19.05 Beverly Hills.
Retour de vacances. Série.
20.00 Journal, Trafic info.
La Minute hippique.
Météo, Trafic info.

20.45
LES GROSSES TÊTES
Diversément présenté par Philippe Bouchard, avec Enrico Macias, Slim, Guy Montag, Caron, Evelyne Leduc, Amanda Lear, Francis Perrin, Philippe Caselli, Vincent Perrot, Vincent Lapa... (15 min). 246314

22.45
PIÈGE DE SANG
Téléfilm de James Lemoine, avec Terence Knox, David Warner (95 min). 683043
Une jeune fille victime d'une crevasse assiste à un règlement de comptes entre mafieux. Ces derniers engagent un tueur à gages pour l'éliminer, mais il tombe sous son charme...
0.20 Formule foot.
0.55 Histoire naturelle.
1.45 Journal, Météo.
2.00 Les Rendez-vous de l'entreprise (retransm. 2.30 et 4.35). 1.30 La Presse, 4.35 Musique.

Les soirées câble et satellite

TV 5

19.30 Journal (RTBF). 20.00 Le roi tombé de Tolosa. 21.30 Télécinéma. 22.00 Journal (France 2). 22.30 La Nuit des Césars 1996. 0.30 Soiré (France 2). 1.00 Journal (RTBF). 1.30 Visions d'Amérique (15 min).

Planète

20.35 Kérouac. 21.00 K.E.H. 21.30 V.I.Z. 21.50 Météo de la nuit. 22.00 Journal (France 2). 22.30 La Nuit des Césars 1996. 0.30 Soiré (France 2). 1.00 Journal (RTBF). 1.30 Visions d'Amérique (15 min).

Paris Première

20.00 Eco, éco et quoi? 20.30 Gymnastique. 21.30 Pains d'été. 0.30 Concert : Larry Coryell. Enregistré à Salvador, au Brésil, en 1991 (60 min).

France 2

12.59 Journal.
13.25 INC. Magazine.
13.40 Savoir plus santé.
Hypnose sur ordonnance.
Avec Christian Joussetin (60 min). 957247
14.40 Vol au-dessus d'un delta africain.
Documentaire de Ken Newman et Ken Gale (60 min). 288294
15.40 Samedi sport. Tierce. En direct de Vincennes : 16.00, Rugby : Tournoi des cinq nations, Écosse-Angleterre ; 17.35, Rugby : Tournoi des cinq nations, Irlande-Pays-de-Galles.
18.25 Le Choc gagnant. Jeu.
19.00 Surprise sur prise.
19.35 et 20.35 Tirage du Loto.
19.59 Journal, Météo.

20.45
FAITES LA FÊTE
Diversément présenté par Michel Drucker, Virginie Lemoine et Laurent Serra. Dico. Avec Pierre Palmade, Élie et Diouane, Marc Joffet, Élie Kalou, Laspelle et Chevalier, Dominique de Lacoste, Impression... (45 min). 766294

23.10
COURTEMANCHE NOUS FAIT UNE SCÈNE
Extraits de son one-man-show enregistré en 1994 (60 min). 167276
0.10 Flash info.
0.20 Troisième mi-temps.
1.15 La 35^e Heure.
Magazine.
Les champions ont-ils une âme? de Wolfgang Bayer (30 min). 667831
2.05 75 centimes de plus. 2.35 Unité. L'art dans les capitales : Vienne. 3.20 Descentes. 4.40 Bouillon de culture (vidéo). 5.50 Dessin animé.

Ciné Cinéfil

20.50 Le Club.
Invité : Terence Stamp.
22.05 Un Américain en Normandie.
De Jean-Pierre Cassette et Jean-Louis Comolli. Le jour d'après (1994).
23.00 La Cité des Étoiles.
Film de Frank Launder (1947).
0.50 Captain Boycott.
Film de Frank Launder (1947).
1.45 Butch Cassidy et le Kid.
Film de George Roy Hill (1969).
2.15 L'Américain.
Film de Frank Launder (1947).
2.35 Monsieur Persimmon.
Film de Christian-Jaque (1936).
N. 80 min, avec Jules Berry. 6246830

France 3

12.59 Journal.
13.00 Keno.
14.05 Faut pas rêver (rediff.).
17.45 Montagne.
Les maîtres du riz.
18.15 Expression directe.
RPI.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Un livre, un jour.
Histoire des bûches, de Dominique Latty.
18.55 Le 19-20 de l'information.
19.08, journal régional.
20.05 Fa si la char. Jeu.
20.35 Tout le sport.

20.50
TANGO, MAMBO ET CHA-CHA-CHA
Téléfilm de Françoise Decaux-Thomélet, avec Bernadette Lafont, Marcel Maréchal (90 min). 685208
● Lire ci-dessus.

22.20
LES BRÛLURES DE L'HISTOIRE
Magazine.
Le cas de monsieur K. Les années Khrouchtchev 1953-1964 (80 min). 687229
23.20 Journal, Météo.
23.45 Gymnastique.
Sport. International de France à Bercy : demi-finales (40 min). 2454005
0.25 Ardée Steep. Musique. Peur d'Afrique, de Frank Cassette. 1.30 Musique. 2.30 Unité. L'art dans les capitales : Vienne. 3.20 Descentes. 4.40 Bouillon de culture (vidéo). 5.50 Dessin animé.

Ciné Cinémas

20.30 Séparés mais égaux.
Téléfilm américain de George Seaton (1942) (1991).
22.05 Ciné Ciné courts. Invité : Romain Couplé, pour son court métrage Les Froids Amants.
23.05 Black mic-mac 2.
Film de Marc Paul (1998).
80 min, avec Eric Blanc. 9395244
0.25 Indiscrétions d'hibel. Téléfilm classé X (80 min).
1.45 Butch Cassidy et le Kid.
Film de George Roy Hill (1969).
2.15 L'Américain.
Film de Frank Launder (1947).
2.35 Monsieur Persimmon.
Film de Christian-Jaque (1936).
N. 80 min, avec Jules Berry. 6246830

Série Club

19.00 Le Club. 19.10 Fam. Le trac. 20.00 Caribbes offshore. Quand l'histoire s'écrit. 20.45 Schindler. Au-delà du réel. Le cambéon. 0.40 Au plaisir de Dieu (45 min).

La Cinquième

13.00 Mag 5. Magazine. 13.30 Va savoir. 14.00 A tous vents. 15.00 Business humanum est. Magazine. Roussin. 16.00 Les Grands Maîtres du cinéma. Documentaire. Sayajit Ray. 17.00 L'Aventure des sciences. Documentaire. L'énergie nucléaire est-elle dangereuse pour la santé? 18.00 Art-net sur images.
Arte
19.00 Les Évangiles.
Série [3]. Andrew Gillman, avec Les Évangiles, Jo Urvén (v.o., 25 min). 57793
19.25 Histoire parallèle.
Magazine présenté par Marc Ferro. France-Égypte : retour de Ramme. Invité : Bartolomé Bennassar (50 min). 2002735
20.15 Le Dessous des cartes.
Chronique géopolitique.
20.30 6 1/2 Journal.

20.45
WILD PALMS
Série [3]. Un monde étrange, de Keith Gordon, avec James Belushi (35 min). 638669
21.30 Métropolis. Cinéma du réel : Catherine Clément : le cirque Romane ; l'abécédairaire de Gilles Deleuze : 1 comme idée (2) ; le Festival de Berlin (60 min). 4421
22.30 Plan séquence. Légitime défense. Court métrage de Henri Paul Korchia (5 min). 68956

22.35
MUSIC PLANET
Magazine. Pop. Galerie. Tina Turner, de Hannes Rossacher (60 min). 548598
23.35 Kaspar Hattner.
Téléfilm [3]. De Peter Sehr, avec André Eisemann, Katharina Thalbach (90 min). 7408173
Tiré du cochon dans lequel il avait été jeté à la suite d'un complot politique, Kaspar Hattner apprend, difficilement, à vivre comme un être humain. Mais deux questions lui taraudent l'esprit : « Qui sont mes parents? Qui suis-je? »
1.05 Caravan Factory. Dessins animés (710). Ball Park (1992). Une fois et une fois (1992). Sünden in the Bath (1993). (rediff.). 1.35 Ménétries. Rire et rôle. Documentaire de Susan Todd et Andrew Young (v.o., rediff., 85 min).

Canal Jimmy

21.00 Angels, quinze ans. Les bonnes résolutions. 21.30 Le Frelon vert. Le Frelon vert et le promoteur. 22.35 Chronique du cinéma. 22.45 T'es pas une idée? Invité : Jean-François Deniau. 23.45 Oubliez le passé. Le cauchemar (55 min).
RTL 9
19.55 La Vie de famille. Le nouveau séducteur. Les Cinq Dernières Minutes. Mystère et pommes de pain. 22.05 Imogène dégalc. 23.35 Télé-club. 23.50 L'impossible Pardon. 1.15 Classique. Œuvres interprétées par le Grand Orchestre de RTI (90 min).
TMC
20.00 Drôles d'histoires. 20.30 L'Album Warner. 22.15 Le Frelon vert. 22.35 Le Frelon vert. 22.55 Le Frelon vert. 23.15 Le Frelon vert. 23.35 Le Frelon vert. 23.55 Le Frelon vert. 24.15 Le Frelon vert. 24.35 Le Frelon vert. 24.55 Le Frelon vert. 25.15 Le Frelon vert. 25.35 Le Frelon vert. 25.55 Le Frelon vert. 26.15 Le Frelon vert. 26.35 Le Frelon vert. 26.55 Le Frelon vert. 27.15 Le Frelon vert. 27.35 Le Frelon vert. 27.55 Le Frelon vert. 28.15 Le Frelon vert. 28.35 Le Frelon vert. 28.55 Le Frelon vert. 29.15 Le Frelon vert. 29.35 Le Frelon vert. 29.55 Le Frelon vert. 30.15 Le Frelon vert. 30.35 Le Frelon vert. 30.55 Le Frelon vert. 31.15 Le Frelon vert. 31.35 Le Frelon vert. 31.55 Le Frelon vert. 32.15 Le Frelon vert. 32.35 Le Frelon vert. 32.55 Le Frelon vert. 33.15 Le Frelon vert. 33.35 Le Frelon vert. 33.55 Le Frelon vert. 34.15 Le Frelon vert. 34.35 Le Frelon vert. 34.55 Le Frelon vert. 35.15 Le Frelon vert. 35.35 Le Frelon vert. 35.55 Le Frelon vert. 36.15 Le Frelon vert. 36.35 Le Frelon vert. 36.55 Le Frelon vert. 37.15 Le Frelon vert. 37.35 Le Frelon vert. 37.55 Le Frelon vert. 38.15 Le Frelon vert. 38.35 Le Frelon vert. 38.55 Le Frelon vert. 39.15 Le Frelon vert. 39.35 Le Frelon vert. 39.55 Le Frelon vert. 40.15 Le Frelon vert. 40.35 Le Frelon vert. 40.55 Le Frelon vert. 41.15 Le Frelon vert. 41.35 Le Frelon vert. 41.55 Le Frelon vert. 42.15 Le Frelon vert. 42.35 Le Frelon vert. 42.55 Le Frelon vert. 43.15 Le Frelon vert. 43.35 Le Frelon vert. 43.55 Le Frelon vert. 44.15 Le Frelon vert. 44.35 Le Frelon vert. 44.55 Le Frelon vert. 45.15 Le Frelon vert. 45.35 Le Frelon vert. 45.55 Le Frelon vert. 46.15 Le Frelon vert. 46.35 Le Frelon vert. 46.55 Le Frelon vert. 47.15 Le Frelon vert. 47.35 Le Frelon vert. 47.55 Le Frelon vert. 48.15 Le Frelon vert. 48.35 Le Frelon vert. 48.55 Le Frelon vert. 49.15 Le Frelon vert. 49.35 Le Frelon vert. 49.55 Le Frelon vert. 50.15 Le Frelon vert. 50.35 Le Frelon vert. 50.55 Le Frelon vert. 51.15 Le Frelon vert. 51.35 Le Frelon vert. 51.55 Le Frelon vert. 52.15 Le Frelon vert. 52.35 Le Frelon vert. 52.55 Le Frelon vert. 53.15 Le Frelon vert. 53.35 Le Frelon vert. 53.55 Le Frelon vert. 54.15 Le Frelon vert. 54.35 Le Frelon vert. 54.55 Le Frelon vert. 55.15 Le Frelon vert. 55.35 Le Frelon vert. 55.55 Le Frelon vert. 56.15 Le Frelon vert. 56.35 Le Frelon vert. 56.55 Le Frelon vert. 57.15 Le Frelon vert. 57.35 Le Frelon vert. 57.55 Le Frelon vert. 58.15 Le Frelon vert. 58.35 Le Frelon vert. 58.55 Le Frelon vert. 59.15 Le Frelon vert. 59.35 Le Frelon vert. 59.55 Le Frelon vert. 60.15 Le Frelon vert. 60.35 Le Frelon vert. 60.55 Le Frelon vert. 61.15 Le Frelon vert. 61.35 Le Frelon vert. 61.55 Le Frelon vert. 62.15 Le Frelon vert. 62.35 Le Frelon vert. 62.55 Le Frelon vert. 63.15 Le Frelon vert. 63.35 Le Frelon vert. 63.55 Le Frelon vert. 64.15 Le Frelon vert. 64.35 Le Frelon vert. 64.55 Le Frelon vert. 65.15 Le Frelon vert. 65.35 Le Frelon vert. 65.55 Le Frelon vert. 66.15 Le Frelon vert. 66.35 Le Frelon vert. 66.55 Le Frelon vert. 67.15 Le Frelon vert. 67.35 Le Frelon vert. 67.55 Le Frelon vert. 68.15 Le Frelon vert. 68.35 Le Frelon vert. 68.55 Le Frelon vert. 69.15 Le Frelon vert. 69.35 Le Frelon vert. 69.55 Le Frelon vert. 70.15 Le Frelon vert. 70.35 Le Frelon vert. 70.55 Le Frelon vert. 71.15 Le Frelon vert. 71.35 Le Frelon vert. 71.55 Le Frelon vert. 72.15 Le Frelon vert. 72.35 Le Frelon vert. 72.55 Le Frelon vert. 73.15 Le Frelon vert. 73.35 Le Frelon vert. 73.55 Le Frelon vert. 74.15 Le Frelon vert. 74.35 Le Frelon vert. 74.55 Le Frelon vert. 75.15 Le Frelon vert. 75.35 Le Frelon vert. 75.55 Le Frelon vert. 76.15 Le Frelon vert. 76.35 Le Frelon vert. 76.55 Le Frelon vert. 77.15 Le Frelon vert. 77.35 Le Frelon vert. 77.55 Le Frelon vert. 78.15 Le Frelon vert. 78.35 Le Frelon vert. 78.55 Le Frelon vert. 79.15 Le Frelon vert. 79.35 Le Frelon vert. 79.55 Le Frelon vert. 80.15 Le Frelon vert. 80.35 Le Frelon vert. 80.55 Le Frelon vert. 81.15 Le Frelon vert. 81.35 Le Frelon vert. 81.55 Le Frelon vert. 82.15 Le Frelon vert. 82.35 Le Frelon vert. 82.55 Le Frelon vert. 83.15 Le Frelon vert. 83.35 Le Frelon vert. 83.55 Le Frelon vert. 84.15 Le Frelon vert. 84.35 Le Frelon vert. 84.55 Le Frelon vert. 85.15 Le Frelon vert. 85.35 Le Frelon vert. 85.55 Le Frelon vert. 86.15 Le Frelon vert. 86.35 Le Frelon vert. 86.55 Le Frelon vert. 87.15 Le Frelon vert. 87.35 Le Frelon vert. 87.55 Le Frelon vert. 88.15 Le Frelon vert. 88.35 Le Frelon vert. 88.55 Le Frelon vert. 89.15 Le Frelon vert. 89.35 Le Frelon vert. 89.55 Le Frelon vert. 90.15 Le Frelon vert. 90.35 Le Frelon vert. 90.55 Le Frelon vert. 91.15 Le Frelon vert. 91.35 Le Frelon vert. 91.55 Le Frelon vert. 92.15 Le Frelon vert. 92.35 Le Frelon vert. 92.55 Le Frelon vert. 93.15 Le Frelon vert. 93.35 Le Frelon vert. 93.55 Le Frelon vert. 94.15 Le Frelon vert. 94.35 Le Frelon vert. 94.55 Le Frelon vert. 95.15 Le Frelon vert. 95.35 Le Frelon vert. 95.55 Le Frelon vert. 96.15 Le Frelon vert. 96.35 Le Frelon vert. 96.55 Le Frelon vert. 97.15 Le Frelon vert. 97.35 Le Frelon vert. 97.55 Le Frelon vert. 98.15 Le Frelon vert. 98.35 Le Frelon vert. 98.55 Le Frelon vert. 99.15 Le Frelon vert. 99.35 Le Frelon vert. 99.55 Le Frelon vert. 100.15 Le Frelon vert. 100.35 Le Frelon vert. 100.55 Le Frelon vert. 101.15 Le Frelon vert. 101.35 Le Frelon vert. 101.55 Le Frelon vert. 102.15 Le Frelon vert. 102.35 Le Frelon vert. 102.55 Le Frelon vert. 103.15 Le Frelon vert. 103.35 Le Frelon vert. 103.55 Le Frelon vert. 104.15 Le Frelon vert. 104.35 Le Frelon vert. 104.55 Le Frelon vert. 105.15 Le Frelon vert. 105.35 Le Frelon vert. 105.55 Le Frelon vert. 106.15 Le Frelon vert. 106.35 Le Frelon vert. 106.55 Le Frelon vert. 107.15 Le Frelon vert. 107.35 Le Frelon vert. 107.55 Le Frelon vert. 108.15 Le Frelon vert. 108.35 Le Frelon vert. 108.55 Le Frelon vert. 109.15 Le Frelon vert. 109.35 Le Frelon vert. 109.55 Le Frelon vert. 110.15 Le Frelon vert. 110.35 Le Frelon vert. 110.55 Le Frelon vert. 111.15 Le Frelon vert. 111.35 Le Frelon vert. 111.55 Le Frelon vert. 112.15 Le Frelon vert. 112.35 Le Frelon vert. 112.55 Le Frelon vert. 113.15 Le Frelon vert. 113.35 Le Frelon vert. 113.55 Le Frelon vert. 114.15 Le Frelon vert. 114.35 Le Frelon vert. 114.55 Le Frelon vert. 115.15 Le Frelon vert. 115.35 Le Frelon vert. 115.55 Le Frelon vert. 116.15 Le Frelon vert. 116.35 Le Frelon vert. 116.55 Le Frelon vert. 117.15 Le Frelon vert. 117.35 Le Frelon vert. 117.55 Le Frelon vert. 118.15 Le Frelon vert. 118.35 Le Frelon vert. 118.55 Le Frelon vert. 119.15 Le Frelon vert. 119.35 Le Frelon vert. 119.55 Le Frelon vert. 120.15 Le Frelon vert. 120.35 Le Frelon vert. 120.55 Le Frelon vert. 121.15 Le Frelon vert. 121.35 Le Frelon vert. 121.55 Le Frelon vert. 122.15 Le Frelon vert. 122.35 Le Frelon vert. 122.55 Le Frelon vert. 123.15 Le Frelon vert. 123.35 Le Frelon vert. 123.55 Le Frelon vert. 124.15 Le Frelon vert. 124.35 Le Frelon vert. 124.55 Le Frelon vert. 125.15 Le Frelon vert. 125.35 Le Frelon vert. 125.55 Le Frelon vert. 126.15 Le Frelon vert. 126.35 Le Frelon vert. 126.55 Le Frelon vert. 127.15 Le Frelon vert. 127.35 Le Frelon vert. 127.55 Le Frelon vert. 128.15 Le Frelon vert. 128.35 Le Frelon vert. 128.55 Le Frelon vert. 129.15 Le Frelon vert. 129.35 Le Frelon vert. 129.55 Le Frelon vert. 130.15 Le Frelon vert. 130.35 Le Frelon vert. 130.55 Le Frelon vert. 131.15 Le Frelon vert. 131.35 Le Frelon vert. 131.55 Le Frelon vert. 132.15 Le Frelon vert. 132.35 Le Frelon vert. 132.55 Le Frelon vert. 133.15 Le Frelon vert. 133.35 Le Frelon vert. 133.55 Le Frelon vert. 134.15 Le Frelon vert. 134.35 Le Frelon vert. 134.55 Le Frelon vert. 135.15 Le Frelon vert. 135.35 Le Frelon vert. 135.55 Le Frelon vert. 136.15 Le Frelon vert. 136.35 Le Frelon vert. 136.55 Le Frelon vert. 137.15 Le Frelon vert. 137.35 Le Frelon vert. 137.55 Le Frelon vert. 138.15 Le Frelon vert. 138.35 Le Frelon vert. 138.55 Le Frelon vert. 139.15 Le Frelon vert. 139.35 Le Frelon vert. 139.55 Le Frelon vert. 140.15 Le Frelon vert. 140.35 Le Frelon vert. 140.55 Le Frelon vert. 141.15 Le Frelon vert. 141.35 Le Frelon vert. 141.55 Le Frelon vert. 142.15 Le Frelon vert. 142.35 Le Frelon vert. 142.55 Le Frelon vert. 143.15 Le Frelon vert. 143.35 Le Frelon vert. 143.55 Le Frelon vert. 144.15 Le Frelon vert. 144.35 Le Frelon vert. 144.55 Le Frelon vert. 145.15 Le Frelon vert. 145.35 Le Frelon vert. 145.55 Le Frelon vert. 146.15 Le Frelon vert. 146.35 Le Frelon vert. 146.55 Le Frelon vert. 147.15 Le Frelon vert. 147.35 Le Frelon vert. 147.55 Le Frelon vert. 148.15 Le Frelon vert. 148.35 Le Frelon vert. 148.55 Le Frelon vert. 149.15 Le Frelon vert. 149.35 Le Frelon vert. 149.55 Le Frelon vert. 150.15 Le Frelon vert. 150.35 Le Frelon vert. 150.55 Le Frelon vert. 151.15 Le Frelon vert. 151.35 Le Frelon vert. 151.55 Le Frelon vert. 152.15 Le Frelon vert. 152.35 Le Frelon vert. 152.55 Le Frelon vert. 153.15 Le Frelon vert. 153.35 Le Frelon vert. 153.55 Le Frelon vert. 154.15 Le Frelon vert. 154.35 Le Frelon vert. 154.55 Le Frelon vert. 155.15 Le Frelon vert. 155.35 Le Frelon vert. 155.55 Le Frelon vert. 156.15 Le Frelon vert. 156.35 Le Frelon vert. 156.55 Le Frelon vert. 157.15 Le Frelon vert. 157.35 Le Frelon vert. 157.55 Le Frelon vert. 158.15 Le Frelon vert. 158.35 Le Frelon vert. 158.55 Le Frelon vert. 159.15 Le Frelon vert. 159.35 Le Frelon vert. 159.55 Le Frelon vert. 160.15 Le Frelon vert. 160.35 Le Frelon vert. 160.55 Le Frelon vert. 161.15 Le Frelon vert. 161.35 Le Frelon vert. 161.55 Le Frelon vert. 162.15 Le Frelon vert. 162.35 Le Frelon vert. 162.55 Le Frelon vert. 163.15 Le Frelon vert. 163.35 Le Frelon vert. 163.55 Le Frelon vert. 164.15 Le Frelon vert. 164.35 Le Frelon vert. 164.55 Le Frelon vert. 165.15 Le Frelon vert. 165.35 Le Frelon vert. 165.55 Le Frelon vert. 166.15 Le Frelon vert. 166.3

Lucy, Drag Queen !

par Pierre Georges

LUCY OU LUCIEN ? Telle est bien la question. Et elle vaut d'être posée. La guerre des anthropologues qui dissertent sur le sexe d'*Australopithecus africanus* fait rage. Était-elle femme ? Était-elle homme ? C'est que cela changerait tout ! Pas tellement pour elle ou lui. Mais pour nous.

Car notre mère supposée de l'humanité deviendrait ainsi notre père chéri. Et devant ce squelette hors d'âge, 3,2 millions d'années, il nous faudrait crier désormais « papa ». Et, dans l'instant, introduire une requête en recherche de paternité.

Qui sommes-nous, d'où venons-nous ? Et, accessoirement, où allons-nous ? Vaste débat qu'on croyait, pour partie, résolu. Les anthropologues, gens sérieux, avaient fait grandement avancer la question avec la découverte, en 1974, dans le désert éthiopien de l'Afar, d'ossements fossiles : un squelette, modèle de poche, 1 mètre à peine, partiellement conservé et soigneusement reconstruit.

C'était Lucy, la fameuse Lucy. Un petit tas d'humain, un grand pas pour l'humanité. Lucy était de sexe féminin, garanti sur découverte. Et voici qu'aujourd'hui les mêmes anthropologues, ou d'autres, après avoir pris des mesures, simulé un accouchement, en arrivent à une conclusion troublante : le bassin de Lucy est bien trop étroit pour lui permettre de donner naissance à un hominidé.

De l'étrénesse d'un bassin sur les origines de l'homme ! Lucy ne serait pas Lucy. Autrement dit, si ce n'est elle, c'est donc notre père ! Grave question, exposée plus sérieusement en page 18 qu'on ne saurait le faire ici, dans un exercice de cette

« paléo-poésie » justement dénoncée par les gens de science. Car, tout de même, c'est assez tentant. Si Lucy n'est pas Lucy alors qu'on nous a certifié pendant vingt ans qu'elle l'était, si donc nous avons, désormais, à chercher après Lucy, c'est bien que Lucien a pris les anthropologues à revers. Ils croyaient avoir mis la main sur l'Eve africain. Ils n'avaient en fait découvert que le premier *Australopithecus* farceur, Drag Queen des origines, travesti ludique.

Le débat n'est pas clos. Et le tour du fameux bassin pas encore achevé. Les uns en tiennent toujours pour Elle. Les autres déjà pour Lui. N'ayant ici à exprimer aucune préférence partisane, ni opinion tranchée en ce sondage paléontologique, nous resterons dans la sage réserve des primates indécis.

Toujours en matière de paléontologie, mais politique celle-là, une petite nouvelle. Antoine Waechter, qui - cela est avéré - n'est pas Lucy, a bien du souci. D'une espèce assez rare, sinon protégée, il a fait des dettes politiques. Au lieu de faire financer ses campagnes, comme beaucoup, par qui lui voulait du bien, le président du Mouvement écologiste indépendant a emprunté. Un peu, beaucoup.

Les résultats n'ayant pas été tout à fait à la hauteur des espérances et faute de financement public, son entreprise présidentielle fut, elle aussi, un peu étroite du bassin. Bref, Antoine Waechter doit encore 500 000 francs. Mais il a des amis, peintres et sculpteurs, qui ont décidé d'œuvrer pour lui. D'où l'exposition-vente qui s'ouvre ce jour à Mulhouse. Au bénéfice exclusif d'Antonie africanus.

Deux mises en examen dans le dossier de corruption des Yvelines

L'AFFAIRE de corruption au conseil général des Yvelines compte désormais plus de trente mises en examen. Au terme de quatre mois d'enquête, Richard Pallain, juge d'instruction à Versailles, a mis en examen, mercredi 28 février, le directeur commercial et le directeur de la branche construction et génie civil d'une société de travaux publics, l'Entreprise Industrielle. Huit personnes, dont trois élus, ont déjà été placées en détention provisoire dans ce dossier.

L'affaire a débuté en août 1995 par une lettre anonyme parvenue au président du conseil général des Yvelines, Franck Borotra (RPR), au procureur de la République de Versailles, Yves Colleu, et au préfet des Yvelines, Claude Erignac. Ce document dactylographié dénonçait les avantages perçus par certains membres de la commission des appels d'offres du département dans le cadre de l'attribution des marchés, notamment ceux de la construction des collèges et des gendarmeries.

Dès le 11 octobre 1995, deux chefs d'entreprise considérés comme les pivots du système et trois fonctionnaires du conseil général étaient mis en examen et écroués. Commençaient alors pour le juge Pallain et la section économique et financière de la direction régionale de la police judiciaire de Versailles un travail

de foumi portant sur un système de corruption qui se serait mis en place progressivement depuis 1985.

Il faudra attendre la mise en examen et l'incarcération de Claude Dumond (UDF-FD), vice-président du conseil général et suppléant du député Franck Borotra, en novembre, pour que le dossier prenne un tour politique. Quelques semaines plus tard, Christian Dufour, fraîchement débarqué de son poste de préfet de Haute-Loire, sera, lui aussi, mis en examen et incarcéré à Fresnes pour le rôle qu'il aurait joué lorsqu'il était directeur général des services du département des Yvelines. Suivront Jacques Lepout (UDF-FD), conseiller général de 1978 à 1994 et, plus récemment, Claude Boulier (UDF-FD), adjoint au maire de Versailles depuis 1971.

Avec la mise en examen, en décembre 1995, de Marc Hettinger, un proche de l'ancien président du conseil général, Paul-Louis Tenaillon, le juge a découvert que des surfacturations avaient été établies par le biais de l'imprimerie La Gutenberg qui travaillait presque exclusivement pour le conseil général et l'Association française de protection des eaux (AFPE), dont Paul-Louis Tenaillon est président depuis 1979.

Jean-Claude Pierrette

BOURSE		TOUTE LA BOURSE EN DIRECT		3615 LERIONDE
Cours relevés le vendredi 1 ^{er} mars, à 12 h 30 (Paris)				
FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES		OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES		
Tokyo Nikkei	20 754,40	+1,08	+1,51	
Hong Kong Hang Seng	11 125,20	-1,28	+11,27	
Tokyo, Nikkei sur 3 mois				
		Cours de	Var. en %	Var. en %
		2802	2802	fin 95
Paris CAC 40	1980,77	-0,31	-6,35	
London FT 100	3725,40	-0,34	+0,97	
Zurich			+3,24	
Milan MIB 30	1004	-1,85	+7,84	
Frankfurt Dax 30	2478,46	+0,24	+9,96	
Bruxelles	1696,28	+0,51	+6,76	
Solex SIB			-6,10	
Madrid Ibes 35	943,98	-0,39	+7,07	
Amsterdam CBS	341,50	-0,05	+6,22	

Tirage du Monde daté vendredi 1^{er} mars 1996 : 498 459 exemplaires - 3

Les chaînes de télévision américaines acceptent que la violence soit placée sous surveillance

Des règles d'évaluation devraient être définies au début de l'année 1997

WASHINGTON

de notre correspondant

Le président américain, Bill Clinton, a reçu, jeudi 29 février, une trentaine de patrons de l'industrie de la télévision pour officialiser un accord qui devrait permettre à terme aux parents de choisir pour leurs enfants des programmes où la violence et la sexualité restent mesurées. Cette réforme demande notamment la mise en chantier d'un système de classification des programmes télévisés afin d'en faire apparaître le caractère « violent » ou « sexuel ». M. Clinton, qui qualifie la télévision de « plus grande force culturelle du monde », a salué l'accord.

Le président du groupe Disney, le PDG et le vice-PDG de Time Warner, les patrons de TBS et de Fox Television, enfin les directeurs des trois grands réseaux de télévision ABC, NBC et CBS, ont tous approuvé la décision. Si l'on se souvient de la levée de bouillottes qui avait salué un tel projet, il s'agit bien d'un étonnant aggiornamento. Celui-ci est dû aux pressions de plus en plus fortes exercées par le monde politique, lui-même soucieux de répondre aux inquiétudes des Américains.

La rencontre de la Maison Blanche fut une grande messe de célébration des valeurs familiales comme Bill Clinton, en cette année électorale, les affectionne. Le président n'était-il pas devenu le principal promoteur de cette « puce

électronique antiviolen- » (la V-chip), rejetée par la plupart des professionnels, mais finalement incluse dans la vaste réforme des télécommunications adoptée par le Congrès début février ? Beaux joueurs, ses invités ont joué le jeu de l'unanimité. « Nous sommes volontairement forcés d'obtenir », a résumé avec humour Ted Turner, numéro deux de Time Warner. Le Congrès n'avait pas caché que cette offre était de celles que l'on

ne peut refuser. La loi sur les télécommunications prévoit que si l'industrie télévisuelle n'a pas créé un système de classification dans un délai d'un an, la commission fédérale chargée des communications (FCC) imposera ses propres règles.

Devant une telle menace, les intéressés ont refoulé leurs cris d'alarme sur le thème de la liberté d'expression. Ils ont ainsi sauvé l'essentiel : leur libre-arbitre. A eux, maintenant, de se mettre d'accord sur des critères pour jauger le caractère offensif de leurs propres programmes. A eux, surtout, de visionner puis classer plus de deux mille heures de programmes par jour ! En comparaison, le filtrage d'un millier de nouveaux films par an semble facile.

LA « PUCE ANTIVIOLENCE »

« Cela va coûter pas mal d'argent », a commenté Ted Turner en faisant également allusion aux pertes de recettes qui résulteraient de la rarefaction des messages publicitaires au milieu des émissions les plus « choquantes ». Il faudra, d'autre part, qu'une étroite coopération se noue avec les fabricants de la « puce antiviolen- ». Car la classification des programmes et la V-chip forment un binôme inséparable : sans le « filtre », la puce n'a pas d'objet.

Selon une technologie qui a fait ses preuves au Canada, la « puce électronique » sera installée sur les

nouveaux téléviseurs et « lira » l'encodage. Grâce à une simple télécommande, les parents pourront ensuite programmer leur téléviseur afin de bloquer certaines émissions à forte connotation violente ou sexuelle.

LE « X » ET LE « R » DISSUASIFS

Avant d'en arriver là, bien des questions devront être résolues par le groupe de travail des professionnels de la télévision, que dirigera Jack Valenti, président de Motion Picture Association of America. Son objectif est de présenter un système de classification avant janvier 1997. Mais comment discipliner des chaînes qui se sentent d'autant plus libres de diffuser des émissions à priori réservées aux adultes à une heure de grande écoute, sous prétexte qu'elles seront accompagnées d'un « X » ou d'un « R » en principe dissuasifs ?

L'expérience montre que les Américains ne font pas grand cas de la classification des films en salle. Dès lors, quelle « police » exercera-t-ils au sein d'une cellule familiale où le poste de télévision est le plus présent des membres ? Bill Clinton a souhaité « rendre la télécommande aux parents ». L'intention est louable, mais la violence et la sexualité n'ont-elles pas depuis longtemps débordé le cadre étroit du petit écran ?

Laurent Zecchini

La Commission européenne place le « social » au centre de ses préoccupations

BRUXELLES (Union européenne)

de notre correspondant

La Commission européenne vient d'arrêter sa position sur les amendements à apporter au traité de Maastricht dans la perspective de l'élargissement de l'Union aux pays d'Europe de l'Est. Cet « avis » de la Commission devrait pouvoir être considéré, par Paris et par Bonn, comme une base de travail acceptable pour les négociations entre les quinze sur la réforme de l'Union qui doivent s'ouvrir le 29 mars à Turin.

La Commission insiste sur la nécessité pour l'Europe de répondre aux aspirations des citoyens, ce qui signifie, dans une Union comptant près de vingt millions de chômeurs, une référence constante et attentive à l'emploi. L'homme de la rue doit percevoir que l'Union, grâce à ses politiques et au dialogue qu'elle suscite entre partenaires sociaux, est bénéfique sur le plan social. « La dimension sociale doit tenir une place importante dans la conférence (sur la réforme du traité de Maastricht). Il s'agit avant tout d'assurer un socle social commun pour tous les citoyens de l'Union. La Commission estime que sa réalisation exige essentiellement de réintégrer le protocole social dans le traité... » En clair, la clause d'exemption

consentie à Maastricht aux Britanniques, qui les autorise à ne pas appliquer la réglementation sociale arrêtée par les quatorze autres Etats membres, doit disparaître. Edith Cresson et Yves-Thibaut de Silguy, les deux commissaires français, ont obtenu que l'accès égal des citoyens aux services publics soit mentionné comme l'un des attributs de l'Europe.

DES AFFAIRES « COMMUNAUTARISÉES »

La libre circulation à l'intérieur de l'Union reste soumise à d'importantes limitations. Pour aller de l'avant, la Commission suggère que les affaires intérieures et de justice - tels la politique d'immigration, le droit d'asile, les règles de franchissement des frontières extérieures, la lutte contre la drogue -, qui, aujourd'hui, font l'objet d'une simple coopération entre gouvernements, soient à l'avenir « communautarisées ». Les décisions, dans ces domaines, sont prises aujourd'hui à l'unanimité et la Commission estime que la majorité qualifiée devrait en principe la remplacer.

Même chose en matière de politique étrangère et de sécurité commune : la Commission préconise « de recourir en tant que règle générale au vote à la majorité qualifiée ». Elle suggère de donner le pouvoir, depuis la prépa-

ration des décisions jusqu'à leur adoption, au tandem présidence-commission, son principal souci étant d'assurer la cohérence de l'action communautaire (Le Monde du 27 février). L'extension du champ des décisions prises à la majorité (et non plus à l'unanimité) exige que soit revue la pondération des voix des pays membres, afin de ne pas privilégier au-delà du raisonnable les petits pays. Le seuil de la majorité qualifiée doit être calculé d'une façon « qui ne rende pas la prise de décision plus difficile », note la Commission.

Elle estime d'autre part que, pour des raisons d'efficacité, le nombre des commissaires ne doit pas être trop élevé : pas plus d'un par Etat membre (les « grands » pays en comptent deux aujourd'hui) ; et moins encore, dit la Commission, dans le cas où beaucoup de nouveaux pays viendraient adhérer à l'Union. « L'Union européenne ne doit pas être condamnée à progresser au rythme des plus lents de ses membres », indique-t-elle : il faut que certains puissent établir des « coopérations ou intégrations renforcées », sans que d'autres Etats membres qui ne veulent pas suivre soient en mesure de s'y opposer.

Philippe Lemaître

Communiqué du Crédit Foncier de France

M. Jean-René BERNARD, Sous-Gouverneur du Crédit Foncier de France, a fait part au Conseil d'Administration de la démission qu'il a tenu à adresser au Ministre de l'Economie et des Finances.

Il a précisé que cette démission avait notamment pour but de laisser une plus grande latitude au nouveau Gouverneur dans l'indispensable réorganisation de l'entreprise.

Elle prendra effet après que son acceptation ait été rendue officielle par décret.

Le Gouverneur MEYSSONNIER a remercié M. Jean-René BERNARD d'avoir, au cours des dix-huit mois qu'il a passés au Crédit Foncier, contribué à une meilleure connaissance et à un meilleur traitement des risques et d'avoir, dans les secteurs dont il avait la charge (réseau, engagements, contentieux, expertise immobilière), défini, dans des circonstances difficiles, les réformes nécessaires.

CRÉDIT FONCIER
DE FRANCE

PANO HEAT DE PRO

«UNE PURE MERVEILLE.» STUDIO

«Les opérations présentées dans cet article sont purement illustratives. Elles ne constituent en aucun cas une offre ou une recommandation de souscrire à une opération financière. Les investisseurs doivent effectuer leur propre analyse et prendre leur propre décision en fonction de leur situation personnelle et de leurs objectifs d'investissement.»